

Chapitre I - Le bilan politique de la période 1969-1976.

Puis de huit ans se sont maintenant écoulés depuis le 11 octobre de septembre 1969. Les événements, qui avaient secoué l'échec de la révolution réformiste dans un cadre néo-colonial des années soixante, ont profondément bénéficié aux secteurs sociaux les plus réactionnaires de notre pays, à savoir : la bourgeoisie compradora, la bourgeoisie bureaucratique, les gros propriétaires terriens semi-féodaux.

Depuis cette date, l'orientation officielle du régime desbarcier est, sous tous ces aspects, aussi bien à l'extrême qu'à l'extrême, une orientation anti-populaire, anti-démocratique et anti-nationaliste.

Aujourd'hui, après donc environ huit ans de mise en application, quel est le bilan politique que l'on peut faire de cette orientation ouvertement réactionnaire ?

Si l'on ne se limite pas aux apparences, si l'on étudie les choses quant au fond, ce bilan apparaît comme entièrement négatif et loué de menaces à venir pour le Destour.

Les menaces, on peut les résumer en trois points principaux :

- * dislocation de l'unité des classes possédantes ;
- * essor de lutte populaire de masse ;
- * extension de l'opposition organisée.

Commençons par le premier point.

1 - La dislocation de l'unité des classes possédantes, la recomposition entre les décennies précédentes et les décennies actuelle est très edifiant. Avant le coup de septembre 1969, les classes possédantes tunisiennes (les semi-féodaux et les différentes fractions de la bourgeoisie) étaient bien entendu divisées, en fonction de leurs intérêts particuliers, de luttes sans merci les opposant entre elles, etc. Elles étaient cependant toutes représentées à l'intérieur du pouvoir d'état desbarcier dans les limites d'un rapport de force équilibré. En dépit de leurs divergences et de leurs oppositions, elles donnaient donc l'impression d'être solidement unies. Mais lorsque les conflits s'aggravaient jusqu'à entraîner l'elimination de tel ou tel dirigeant (par exemple Marmoudi en 1961, Rettini en 1968...), cela ne remettait jamais en question la participation au pouvoir des secteurs possédants dont ils étaient issus. Durant les années soixante, l'unité était donc l'aspect principal des rapports au sein des classes possédantes ; toutes les classes possédantes étaient par ^Y des classes dominantes, c'est-à-dire qu'elles disposaient toutes d'une place reconnue dans l'Etat.

Après septembre 1969, le changement de décor est brutal : c'est la raison qui devient l'aspekt principal et les classes possédantes ne sont plus toutes des classes dominantes, mais une partie d'entre elles le devient.

La raison essentielle de ce bouleversement réside, comme nous l'avons vu déjà, dans la mise en œuvre, à partir de ce moment, d'une politique aux services des forces sociales les plus réactionnaires du pays. Cette politique a eu deux voies de conséquences au niveau des classes possédantes.

Tout d'abord, et logiquement, elle provoquera l'elimination du pouvoir de tous les secteurs réformistes des classes possédantes, selon un processus qui devra environ deux ans. C'est ainsi que l'on assistera tout à tour à l'élimination des "bousalhîs" (fin 1969, début 1970) puis de Bahi Ladgham (fin 1970) et enfin des "mestîs" (1971). D'un point de vue de classe, le "bousalhî" correspond à l'aile étatique (la bourgeoisie d'état) de la bourgeoisie moyenne réformiste, et les "mestîs" sont les représentants de son aile privée. Bahi Ladgham occupe une position intermédiaire entre ces deux branches.)

? forme.

* Y conséquent

Elle provoque au contraire - une fois terminée l'élimination des réf. réalistes - un déplacement des luttes intestines à l'intérieur même des secteurs actionnaires. Ces derniers, nous l'avons dit, se divisent en propriétaires forcier semi-féodaux bourgeois et bourgeois bureaucratique. On peut qualifier cette division d'horizontale ; mais il y a une autre division, que l'on peut qualifier elle de verticale, et qui délimite les différentes fractions actionnaires selon leur soumission à tel ou tel impérialisme : on peut ainsi distinguer les pro-américains, les pro-français, les pro-allemands, etc.

Après septembre 1969 - avec l'accentuation de la domination étrangère sur notre pays, avec d'autre part la crise générale du système capitaliste international qui date approximativement de la même période et qui entraîne une intensification des rivalités interimpérialistes dans le monde, et donc en Tunisie et en particulier à partir de 1971 qui vit la liquidation définitive des réformistes, les luttes internes au sein de l'Etat allant opposer entre elles les diverses élites pro-impérialistes et spécialement les pro-U.S. aux pro-français dans la mesure où ce sont surtout les Etats-Unis et la France qui sont implantés chez nous.

Ces querelles s'exacerberont en 1973 et 1974. L'affaire de la fusion avortée avec la Libye en janvier 1974 en marquera le point culminant avec le renvoi de Nasreddine, le chef de file des pro-français.¹

Durant les huit années passées, on a donc assisté à un effacement continu des rangs du régime des ouvriers ; ces divisions se sont étalées au grand jour et les scissions ont succédé aux scissions. C'est là, répétons-le, le résultat nécessaire de l'orientation qui a été suivie.

Le qu'il faut souligner, c'est qu'avec ce retraitement de la base de classe de l'Etat, le pouvoir bourgeois n'est plus représentatif non seulement des masses populaires - il ne l'a jamais été - mais également de plusieurs secteurs de classes possédantes. En d'autres termes, il est aujourd'hui non seulement contesté et combattu par les classes "inférieures" de la société, mais aussi par des fractions importantes des classes "moyennes" et "supérieures".

Dans ce sens, son isolement n'a jamais été aussi grand.

Pour un régime dont la propagande nie l'existence et la lutte de classes, dont le credo central est "l'unité nationale" - autrement dit la collaboration de classe, l'alliance des classes possédantes avec les classes dépossédées, des classes exploitées avec les classes exploitées - , un pareil résultat ne manque pas de... préoccupant !

Passons à présent au second point du bilan.

2 - l'essor des luttes populaires de masse / Ici aussi, commençons par une rapide parallèle entre les années soixante et les années soixante-dix.

Lors de la précédente décennie, l'axe de la politique gouvernementale était priori-

1^e - Depuis lors, les choses semblent paradoxalement se tasser de ce point de vue. L'explication se trouve dans les changements survenus en France avec l'élection présidentielle de mai 1974 qui vit l'échec du candidat gaulliste et que en pour conséquence un certain alignement de la France sur les U.S.A. Avec l'atténuation - nécessairement momentanée d'ailleurs - des contradictions entre ces deux pays impérialistes, les disputes entre les laquais de l'un et les laquais de l'autre à l'intérieur de l'Etat de tourneur ne pouvaient que s'apaiser. Mais là aussi, n'en doutons pas, c'est provisoire.

5

également dirigé contre la petite propriété : la paysannerie laborieuse, le petit capital commercial, les artisans. Le but recherché était la concentration de biens et de capitaux détenu par la petite bourgeoisie de ville et de la campagne afin d'impliquer le développement capitaliste des pays. La classe populaire qui a le plus souffert de la précédente politique est donc celle des petits propriétaires - et avant tout les paysans, étant donné leur importance dans notre société. De ce fait, tout au long des années soixante, et particulièrement à partir de 1965, les luttes populaires ont suivi l'axe des luttes paysannes : contre la pauperisation et l'expropriation, pour le droit à la terre.

Après l'élimination de Ben Salah, les choses se transforment.

Bien entendu, au départ, les contradictions sociales semblent s'émousser : le nouveau gouvernement, pour répondre aux revendications - les campagnes étaient au bord de la guerre civile - fait un certain nombre de concessions sur les plans économique et politique. (Se rappelle, à ce propos, l'incident de la "consultation populaire".) Très vite, cependant, à l'heure des faits, le véritable contenu de son programme allait être dévoilé et, progressivement, les uns après les autres, l'ensemble des secteurs populaires se mettent en mouvement et passent à une opposition de plus en plus vive et ouverte - la ville, jouant, cette fois, le rôle d'avant-garde.

La lutte de classes devient ainsi, à proprement parler, un phénomène général, dont pratiquement nulle classe ouverte populaire n'échappe et disparaît au fil de l'écart. Bien évidemment, cette lutte en masse se prendralement elle encouragée et facilitée par les divisions des régions dont nous avions parlé plus haut.

Dans le tableau des luttes populaires des huit dernières années, la classe ouvrière occupe une place centrale. C'est elle qui constitue aujourd'hui le foyer d'agitation sociale le plus important et le plus dangereux pour le pouvoir. Le développement de son mouvement revendicatif a été fondamental et quasiment ininterrompu. Les quelques chiffres suivants en témoignent clairement¹:

Année	Nombre de grèves	Nombre de grévistes
1970	25	5.887
1971	32	2.623
1972	150	18.458
1973	215	18.014
1974	141	38.520
1975	377	66.861
1976	369	93.941

¹ - les chiffres relatifs aux années 1970, 1971 et 1972 sont des statistiques officielles communiquées par le ministère des Affaires Sociales à l'Organisation Internationale du Travail qui les publie dans son Annuaire. Ils ne prennent en compte que les grèves "légitimes", avalisées par la direction de l'UGTT et non pas les grèves qualifiées d'"illégitimes" ou de "sauvage". C'est dire qu'ils donnent - comme d'ailleurs l'ensemble des statistiques officielles tunisiennes - une image tronquée de la réalité.

Les autres chiffres du tableau sont tirés du "Rapport moral" présenté par le bureau au dernier congrès de la Centrale Y. Ils doivent être malgré tout un peu plus précisques.

Y de la "paix de réflexion" et

Y (mars 1977)

Entre 1970 et 1976, le nombre des grèves et des grevistes, a donc été multiplié par quinze ; en 1976, sur le demi-million de salariés que compte la Tunisie, environ un sur cinq a participé à un conflit du travail. Limite au début à deux ou trois secteurs principaux (transport routier et ferroviaire, mines), la lutte syndicale met en branle maintenant les travailleurs de toute la branche : les industries manufacturières, la sidérurgie, le bâtiment, l'électricité et le gaz, le commerce, la chimie, l'hôtellerie et la restauration, les services sociaux, etc.

Si la place de la classe ouvrière tunisienne aux premiers rangs - avec les classes ouvrières marocaine et égyptienne - du prolétariat arabe actuel et lui permet de s'opposer et même de dépasser les niveaux atteints à la fin des années quarante et au début des années cinquante, durant la grande époque de Hached. Et ceci alors qu'elle ne dispose pas encore d'organisations de masse et de classe qui soit bien ; si elle, alors qu'elle se voit contrainte de passer par les structures de l'UGTT de Aïchaouï dont les objectifs sont de la museler en tant que classe et de lui faire perdre son âme propre.

Dans les campagnes également, la résistance populaire se développe. Bien entendu, la situation n'est pas semblable à ce qu'elle était il y a dix ans. Avant le tournant de septembre 1969, nous l'avons dit, les paysans étaient frappés de facotys directe et frontale par l'Etat ; actuellement, ils sont en butte individuellement aux gros propriétaires semi-féodaux. Leurs luttes sont de ce fait aujourd'hui relativement plus morcelées, plus dispersées :

Ils se déroulent dans des conditions plus difficiles. Mais le mouvement paysan se recompose progressivement en dépit de ces obstacles, parallèlement au renforcement - encouragé par le surtout - des processus de concentration des terres entre les mains des grands possédants. Les principaux jalons se nomment ici : El Hawaryas, Gabès, Bir Icherga, le Fahs...

A côté des paysans pauvres, le prolétariat rural devait de plus en plus son action. Cela s'applique en particulier aux travailleurs - ils sont environ vingt mille - de l'Office des Terres Domaniales (O.T.D.).

Au niveau de la jeunesse intellectuelle, le vent est également à la révolte et à la révolte. La liquidation du plan de développement du capitalisme tunisien en 1969 a en effet entraîné la liquidation du plan de généralisation de l'enseignement qui l'avait initié. Depuis 1970, plus de cent mille étudiants, lycéens et élèves sont ainsi chaque année exclus définitivement des universités d'études (le total de la population scolarisée se monte à un million environ). Par ailleurs, le caractère sélectionniste de classe de l'enseignement ne cesse de s'accréter d'andin que le problème des besoins professionnels devient de plus en plus lancinant. Notre jeunesse se trouve véritablement devant un avenir bouché du fait du régime actuel, de la politique qu'il suit et des intérêts qu'il sert.

Dans ces conditions, une seule issue subsiste : lutter. C'est cette voie que suit notre jeunesse avec un grand courage. Les étudiants, en particulier se battent avec une détermination digne d'éloges, malgré une répression très lourde : près de vingt procès depuis Février 1972.

Outre la classe ouvrière et la paysannerie qui forment les masses fondamentales de notre peuple, et la jeunesse intellectuelle, qui constitue elle une force d'opposition "traditionnelle" au régime, d'autres secteurs populaires - notamment la petite bourgeoisie urbaine - sont passés ces dernières années d'un état de relative neutralité à une attitude de lutte active en rapport avec les dégradations de leur conditions d'existence : étudiants, les intellectuels, les enseignants du secondaire, les petits fonctionnaires, les chauffeurs, etc.

Par ailleurs et comme conséquence de ce que nous analysons dans le premier point de ce bilan ("la dislocation de l'unité des classes possédantes

Y par le mouvement syndical

Y moderne

Y de base

le pouvoir, qui faisaient partie de sa base de classe, se retournaient aujourd'hui contre lui, dégénérant ainsi le front des classes qui s'opposent à l'Etat desourien. Citons ceux qui ont le plus fait parler d'eux ces deux dernières années : les médecins, les magistrats, les ingénieurs, les avocats, les pharmaciens, les enseignants du supérieur, les hommes de lettres...

Or le voit bien, ce sont toutes les classes constitutives de notre peuple qui dans des limites plus ou moins grandes, de façon plus ou moins radicale et tranchée¹ se révoltent contre la politique réactionnaire de l'Etat de la bourgeoisie compréhensive et bureaucratique et des semi-fidèles.

Pour en terminer avec ce bref récapitulatif des luttes populaires, il faut encore mentionner un fait.

Il concerne le passage de la lutte économique à la lutte politique. En dehors du mouvement étudiant, dont les caractéristiques particulières font qu'il soit avant tout un mouvement politique, les autres foyers de lutte populaire, depuis 1970, ont surtout été des foyers de lutte économique. Progressivement, cependant, sur la base d'un processus d'accumulation presque naturel, les revendications économiques se donnent de revendications politiques. Étant donné la nature de l'époque révolutionnaire que traverse actuellement le pays, ces revendications sont d'ordre démocratique et patriotique.

Les mots d'ordre démocratiques sont apparus au départ en liaison directe avec la lutte économique : ils avaient trait principalement à l'exercice des libertés syndicales. Petit à petit, la répression "avant", les revendications démocratiques se sont faites plus globales et partant plus radicales. C'est au sein de la classe ouvrière que cette évolution se fait selon le rythme le plus rapide.² Les revendications patriotiques sont au contraire en rapport, quand à elles, avec l'intensification de la domination économique et idéologique de l'imperialisme. La Guerre d'Octobre, par ailleurs, a grandement aidé au développement de la conscience nationale parmi les masses les plus larges.

Pour résumer, l'on peut dire que les aspirations démocratiques et patriotiques se font de plus en plus pressantes en Tunisie ; ces aspirations ne concernent plus le seul mouvement de la jeunesse - même si il continue d'y occuper une place avancée - , elles déterminent le comportement de toutes chaque jour plus importantes de notre peuple. Les nouvelles données, on l'imagine, sont d'une importance politique extrême.

3. L'extension de l'opposition organisée. Depuis 1969, et comme conséquence immédiate de la désagregation de classes possédantes et de l'essor des luttes populaires de masse, l'opposition politique organisée s'est étendue et diversifiée. On peut s'en faire une première idée en comparant le nombre des groupes qui existaient alors avec le nombre actuel : avant septembre 1969, on en comptait quatre (le GEAST, le PCT, le Baath et un noyau libéraliste regroupé autour d'El-Kefal, puis d'En-Nidhal) ; depuis une véritable "inflation" s'est produite : YEL Harkha, l'Organisation des Démocrates Tunisiens, le M.U.P., le Parti Révolutionnaire du Peuple, le groupe des libéraux de Restou, Ech-Chôâla, Ech-Chôala-ULNLT, l'Union Démocratique des Peuples, le Front progressiste, El Rouhajet, Saout Elchaâb, etc., etc.

Mais la quantité de groupes opposants n'est rien en elle-même, l'es-

* selon les cas

* à l'origine,

* qu'on en juge :

(et les "fous musulmans" ?)

1 - cf. la déclaration faite à Tunis le 15 mai 1976 et signée par cinquante militants de l'UGTT ; voir aussi le tract de las pétitions signée par six cent travailleurs et qui a été diffusé lors des derniers longues de l'Union.

2 - Une lutte exemplaire, sur ce plan, a été menée par les ouvriers de l'usine de cellulose de Kasserine ; cf. Ech-Chôâla des

sentiel, c'est la réalité sociale qu'ils recouvrent. Or, du point de vue de la base de classe, les changements survenus durant la dernière période sont notables. Dans les années soixante, l'opposition organisée était confinée presque exclusivement à l'intérieur du mouvement étudiant. Il ne paraissait pas nécessaire de faire ça que c'était appelé le "ghetto universitaire". Depuis 1970, ce n'est plus le cas : elle englobe désormais — en plus des étudiants et de la jeunesse occuperisée — d'autres couches de la petite-bourgeoisie intellectuelle, certains moyens d'ouvrage et de paysans ainsi que des secteurs de la moyenne bourgeoisie nationale.

La base de classe des groupes d'opposition s'est donc étendue et différenciée.

L'extension se remarque d'ailleurs également sur le plan de la répartition géographique. Limitée à Tunis durant la dernière période, l'implantation de l'opposition a gagné plusieurs régions de l'intérieur du pays, en particulier les principales centres urbains : Bizerte, Sousse, Sfax, Gabès, Kéf... L'opposition n'est plus un phénomène uniquement tunisien, elle commence à devenir pleinement tunisienne.

La situation de l'opposition a donc considérablement évolué tout au long des années écoulées. Bien entendu, il ne s'est pas encore produit de transformation radicale. L'efficacité des différents groupes politiques demeure malgré tout très réduite. La base de classe de l'opposition reste encore fondamentalement petite-bourgeoise et bourgeois ; les larges masses ^{de notre peuple} (la classe ^V les paysans), sont encore étrangées à toute activité politique indépendante organisée.

En dépit de toutes ces faiblesses, toutefois, l'opposition tunisienne est devenue quelque chose d'important ; de plus, elle est en développement rapide. Elle occupe sa place sur l'échiquier politique du pays et le pouvoir est dorénavant obligé d'en tenir compte dans ses calculs de la manière des plus attentives.

Les trois éléments du bilan politique de la période 1969-1977 que nous venons de passer en revue (dislocation de l'unité de classe fondamentale ; essor des luttes populaires de masse ; extensions de l'opposition organisée) représentent finalement la répartition de secteurs ^{V 90%} de la population tunisienne à la politique antinationale, antidémocratique et antipopulaire des classes actionnaires au pouvoir. Ce bilan et les tendances profondes qu'il permet de découvrir, montrent à quel point la situation du pouvoir est difficile et périlleuse ; ils apportent un élément enracinant aux éléments satisfais de la propagande officielle et à ceux qui s'y laissent prendre.

Y au sein de l'opposition tunisienne

Y ouvrier et surtout Y dans leur profondeur

Y de relativement

Y englobant plus de

Chapitre II. Deux tactiques contre révolutionnaire.

Pour le régime, la menace est donc bien là, et elle se fait chaque jour plus pressante. Comment envisage-t-il d'y faire face? Avec quelle politique?

Cette question est devenue, à l'heure actuelle, le point sur lequel converge l'ensemble des préoccupations des cercles dirigeants de l'Etat et du Gouvernement; c'est autour de lui que se rassemblent les oppositions et les affrontements qui le dévorent.

En fait, le problème de l'attitude à avoir face aux profonds bouleversements sociaux et politiques qui agitent le pays n'est pas nouveau, c'est un vieux problème pour les forces réactionnaires. Il s'est posé à différentes reprises depuis 1940, mais il n'est pour elles aujourd'hui un caractère d'extrême urgence.

Il y a plusieurs raisons à cela:

Tout d'abord, comme cela a été démontré plus haut, les contradictions de classe ont muri et se sont aiguisées à un point tel qu'elles nécessitent désormais des solutions rapides et surtout effectives. Il n'est plus possible de répondre aux conflits, qui étaient de plus en plus nombreux, au coup par coup, dans la précipitation et l'improvisation, comme c'était souvent le cas, ces dernières années. La nécessité de définir une ligne de conduite globale et de s'y maintenir, sans balan-

] laisser un écart

cer au gré des événements est devenue impérative pour l'économie.

Autrement dit, face à l'effervescence généralisée, il se trouve maintenant placé devant une situation où il ne peut plus se permettre de courir d'un foyer de lutte populaire à un autre pour essayer de les étendre ; il doit se doter d'un plan d'ensemble, d'une tactique cohérente pour affronter plus efficacement les pertes qui menacent de l'emporter.

Ici est une première raison. Le deuxième motif d'urgence est en relation avec le lancement du V^e Plan. Expliquons-nous. Le V^e Plan trace les axes principaux de la politique de l'Etat pour les cinq prochaines années (1977-1981) ; l'on se rend compte, à sa lecture, qu'il ne corrige pas mais au contraire accentue le caractère anti-populaire et anti-national de la voie suivie par le Détour : selon les déclarations du gouvernement lui-même, une place encore plus grande sera laissée au capital étranger dans l'économie du pays¹ et une limitation draconienne apportée à la consommation populaire². Dans ces conditions, les tendances qui sont apparues depuis 1970 et qui ont été exposées dans le bilan que nous avons esquissé, ces tendances ne seront pas atténuées : elles vont s'aggraver et s'accentuer du fait du programme économique de l'équipe dirigeante. Les dangers, pour cette dernière, vont donc très sérieusement s'accroître durant les cinq ans à venir. On comprend alors qu'elle se préoccupe aujourd'hui — plus qu'elle n'a jamais fait dans le passé — de trouver la meilleure méthode pour les prévenir et les contrecarrer.

Le dernier facteur d'urgence se rapporte au problème de la succession de Bourguiba. Étant donné son âge et sa maladie, cette question est en effet désormais inscrite en bonne place à l'ordre du jour de la vie politique du pays. Mais les choses ne se passent sans difficultés, on va s'en rendre compte.

Tout ce qui tient à la domination impérialiste, à la débilité de l'avis économique des classes postulantes locales, etc., le système politique tunisien est un système de dictature. De plus, la concentration de l'autorité aux mains d'un seul homme, Bourguiba, a été poussée à l'extrême. Cette personnalisation du pouvoir n'est pas le fait du hasard : en présentant le chef du Détour comme une sorte d'arbitre suprême, au-dessus des clans et des classes, cette formule répondait le mieux aux intérêts des deux réactionnaires (dans leurs rapports entre eux et dans leurs rapports avec les masses populaires).

La personnalisation du pouvoir a donc permis, depuis 1955-1956, une certaine stabilité du système de domination impérialo-reactionnaire. C'est son point fort. Mais ce point fort avait son revers, il coûtait une faiblesse formidable : plus la personnalisation est poussée, plus la relève devient périlleuse et risquée.

Bourguiba a été en Tunisie pratiquement déifié³, dès lors plus personne parmi les autres dirigeants de l'Etat ne peut prétendre avoir la stature et l'autorité nécessaire pour pouvoir le remplacer : son élévation s'est nécessairement accompagnée de leur débauchement. Sa disparition entraînera donc un vide à la tête du pouvoir que personne d'autre ne pourra véritablement combler parce que personne d'autre n'aura suffisamment d'envergure pour s'imposer comme un nouvel arbitre entre les diffé-

¹ — Le financement extérieur prévu pour le V^e Plan s'élèvera à 1.680 millions de dollars ; il était de 535 M.D. pour le IV^e Plan. L'augmentation est donc de 314%.

² — lors des débats budgétaires de décembre 1976, pour justifier la compression de la consommation, H. Nouira a poussé le cynisme jusqu'à dire : "Les fils nous n'a pas jeté des produits à la poubelle pour les avoir achetés en surplus ?" Dans un pays où les 7 de la population souffrent de manière chronique de la faim, ce genre de propos sonne comme une provocation intolérable.

] laisser un écart

] laisser un écart

V deux tiers

rente classe de la société.

C'est dire que la disparition de Bourguiba est de nature à plonger le régime dans une crise majeure : elle risque d'ouvrir une période de troubles et de bouleversement, aux conséquences imprévisibles. En d'autres termes, la mort de son chef peut sonner le glas du retour lui-même.

Celui-ci en est conscient, et il sait que les échéances sont maintenant proches. Le problème qui se pose pour lui, dans la peur et l'angoisse, est donc le suivant : quelle politique mettre en œuvre, dès aujourd'hui, pour assainir la situation dans le pays, alors qu'elles traversent au moins une épreuve inéluctable et qui peut être fatale ?

De quelque côté qu'on l'examine, la question du changement de politique

- l'adoption d'une tactique plus adaptée aux circonstances actuelles de la lutte des classes et à ses développements attendus - est devenue quelque chose de vital, de décisif pour le pouvoir. Le débat Y engagé depuis plusieurs mois parallèlement aux discussions préparatoires portant sur le nouveau plan quinquennal, semble avoir reçu une première sanction si l'occasion de la réunion en juillet 1976 du comité central du P.S.D. Deux orientations opposées s'y sont affrontées. Unies sur le plan stratégique (au niveau de la défense des intérêts fondamentaux de la réaction et de l'imperialisme), elles sont divisées sur le plan tactique (au niveau de la meilleure méthode à suivre pour défendre ces intérêts).

Le débat, autrement dit, a mis à jour l'existence de deux tactiques contre-révolutionnaires différents. Derrière celles-ci, l'on retrouve les deux principales fractions actuelles des classes dominantes tunisiennes, à savoir : la fraction/bourgeoise compradore et la fraction/bourgeoise bureaucratique.

8) - La classe des grands propriétaires fonciers semi-fidiaux n'a plus une place hégémonique dans l'Etat, elle n'y occupe plus qu'une position subordonnée. Ainsi, par exemple, on la trouve représentée par plusieurs députés à l'Assemblée "Nationale", où la rencontre également aux échelons moyens et même centraux du dehors, mais elle n'a pratiquement pas de représentant dans le gouvernement qui est, lui, la chasse-gardie de la bourgeoisie bureaucratique et de la bourgeoisie compradore. L'état de fait, au niveau de la superstructure politique, est le reflet exact de la base économique de la société où, comme conséquence de la génération très avancée de l'imperialisme, les structures capitalistes sont relativement dominantes. Dans les luttes politiques au sommet de l'Etat, les semi-fidiaux n'apparaissent donc plus de manière autonome mais plutôt comme les alliés de telle ou telle autre fraction, dont ils estiment qu'elle leur est plus proche à un moment donné.

(la question de l'imperialisme réactive du secteur de production capitaliste et du secteur fidal-décidé dans la détermination d'une juste et aigre révolutionnaire - suscite de grandes controverses, au sein du mouvement marxiste-léniniste tunisien. Les controverses sont alimentées par des façons unilatérales d'analyser la réalité).

La particularité du développement du capitalisme dans un pays dépendant comme le nôtre s'effectue selon un processus contradictoire de dissolution / préservation des rapports de production fidiaux. En d'autres termes, les rapports fidiaux sont d'une part détruits au fur et à mesure que s'intensifie la génération imperialiste, et ils sont d'autre part conservés, quelquefois même consolidés, parce que les intérêts globaux de l'imperialisme dépendent pour une grande partie du maintien et de la pérennité de la domination fidale sur les campagnes.

Les points de vue unilatéraux à l'intérieur de notre mouvement sont de deux types : ils consistent soit à ne voir que l'aspect dissolution, et c'est le cas du G.E.A.S.T, par exemple, qui se montre fidèle, de cette manière, à son passé trotskyste ; soit alors à ne voir que l'aspect préservation, et c'est le cas d'Ech-Chouïa (suite page suivante)

1 - cela ne va pas sans inquiétude les Américains :
[en Tunisie] il n'y a aucun précédent évident et il existe plusieurs classes culturelles, politiques et idéologiques... Article de Henry Girges du New York Times, cité dans Jeune Afrique n° 818, daté 10.12.1976, pp. 24-25

la rivalité et la concurrence entre les compradores (Nouival) et les brasseurs (Sayah), chacun le sait, ne datent pas d'hier. Depuis 1972, en particulier, les affrontements n'ont pas connu de répit, et l'on a assisté à des très nombreux et rapides retournements de situation, tantôt au profit des premiers, tantôt à l'avantage des seconds. Le résultat en a été que durant toutes ces dernières années, le pouvoir a continuellement suivi une politique hybride, contradictoire, qui empruntait aux uns et aux autres des éléments opposés.

Avec l'accumulation des conflits, redisons-le, une telle situation devrait véritablement suicidaire pour la réaction : il lui fallait trancher dans un sens ou un autre. C'est donc ce qui s'est produit à la réunion du comité central que nous venons de mentionner.

Le débat semble avoir été pour une fois, à cette occasion, relativement approfondi et pour bien marquer que les décisions à prendre avaient un caractère de grande gravité, qu'elles engageaient l'ensemble des secteurs des classes révolutionnaires, les réunions ayant été élargies aux membres des bureaux exécutifs de toute la "organisation nationale": UTICA, UNA, UGTT, UNFT, UTOJ. La conclusion de l'affrontement entre la bourgeoisie compradore et la bourgeoisie bureaucratique se donne ici cautionnée par la totalité des instances dirigeantes de l'Etat.

La ligne de démarcation entre les deux camps peut se résumer, conformément à tout ce qui précède, de la manière suivante : devant les menaces qui se profilent de toutes parts, faut-il se raidir, attaquer de front avec force, briser par la violence tous les foyers de résistance ou bien faut-il briser et bouvoyer et, par une politique de concessions mesurées et dosées, en effectuant quelques répliques limitées, désagréger les oppositions et les dévoyer afin de renouveler solidement les choses, en mains ? En d'autres termes, s'agit-il aujourd'hui de "durer" encore plus, le système politique qui s'agit-il au contraire de l'"assouplir" pour mieux l'adapter aux conditions actuelles ?

C'est sur le choix de l'une de ces deux tactiques contre-révolutionnaires que les forces révolutionnaires avaient à se prononcer.

Avant d'aller plus loin, voyons plus en détail chacune des deux positions en présence.

1 - La tactique préconisée par la bourgeoisie bureaucratique. L'argumentation des représentants de la bourgeoisie bureaucratique se ramène grosso modo à ceci :

les mouvements revendicatifs - parce qu'ils ne sont pas réprimés avec la fermeté nécessaire - sont en train de se faire de plus en plus violents et de se généraliser au sein de tous les secteurs et de toutes les régions. Un véritable phénomène de bord de neige se produit. L'autorité de l'Etat est sans cesse bafouée ; les forces ouvrières du pays, en particulier les jeunesse, se détournent du régime et le contestent avec violence. Les pôles politiques se constituent en dehors des partis et en détournent les citoyens. Le pouvoir soit ainsi aux fondements minés, il ne contrôle plus la situation ; des explosions sociales peuvent éclater à tout moment. Bref, le gouvernement est sur la défensive, il a perdu l'initiative et le climat général du pays se fait chaque jour plus menaçant ...

En outre, sur le plan économique, les tensions deviennent insupportables pour les contestateurs. Les luttes ouvrières, qui se développent sans rencontrer d'opposition effective,

(suite de la note de la page précédente)

qui fait montre là de dogmatisme en voulant appliquer à tout prix et dans tous leurs détails à la Tunisie les analyses de la société chinoise faites par le Président Mao Tse-toung il y a 50 ans !

Y de grande envergure

ont pour résultat de créer une atmosphère d'insécurité dans les usines, l'arrimage des travailleurs n'a plus de limites, les salaires augmentent sans cesse et le détenteur de capitaux étrangers, qui le veulent, se détourne de la Tunisie pour aller vers d'autres pays, d'Afrique ou d'Asie, où les salaires sont maintenus à un niveau beaucoup plus bas. L'atout majeur dont nous disposons et qui réside dans notre proximité de l'Europe, est alors, nous sommes en train de le perdre de sa substance. Nous n'offrons plus de garanties de sécurité satisfaisantes...¹

Les choses ne peuvent plus continuer ainsi. Il est devenu urgent d'y mettre bon ordre. Il faut frapper avec force tous les foyers d'agitation, biser toutes les résistances, malencontreuses ou volontaires pour stabiliser la situation, restaurer l'autorité du pouvoir et ramener ainsi la tranquillité et la confiance. Il faut ramener le pays à la paix sociale et au travail. C'est ainsi et uniquement ainsi qu'il est possible de reprendre les choses en main. C'est uniquement dans ces conditions qui on peut envisager l'avenir avec sérénité. C'est seulement sur cette base, enfin, que la succession de Bourguiba pourra se faire, le moment venu, sans heurts et sans bouleversements...

Voilà donc, dans ses grands traits, la ligne de conduite que propose la clique Sayah (le clan des "deux" comme les appellent les jeunes bourgeois scindables et qui il faut plutôt qualifier d'aile fasciste du régime) et qui elle considère comme la seule apte à sauver la survie des intérêts présents et futurs de l'imperialisme et de la réaction. Les "modèles" extérieurs dont elle s'inspire et qui elle propose comme exemple sont le Chili, le Brésil ou l'Iran. Elle considère qu'ils ont donné leurs preuves...

2 - La tactique préconisée par la bourgeoisie compréhendre, l'appréciation de la situation que fait la bourgeoisie compréhendre n'est pas fondamentalement différente de celle de la bourgeoisie bureaucratique. Ses porte-parole entendent cependant que les solutions avancées par celle-ci — parce qu'elles ne prennent pas en compte la dimension véritable des problèmes posés — aboutiraient au résultat inverse de celui recherché et qui est, répétons-le, le renforcement du système de domination impérialiste-révolutionnaire sur notre peuple.

Les changements et les mutations socio-politiques intervenues en Tunisie sont en effet d'une ampleur telle, disent les compradores (et ils ne se trompent pas en cela), qu'il est illusoire d'épouser les étouffer par des mesures de force et de démonstrations de puissance. Non pas que V reprennent pour principe au recours à la violence — leur passé est là pour témoigner du contraire!, mais parce que la seule violence est impuissante face à un corps social tout entier en mouvement. Ils reconnaissent, bien sûr, que la politique de la bourgeoisie bureaucratique pourrait être abortive à des résultats dans l'immédiat. Elle pourrait établir l'"ordre" et la "tranquillité" sur le moment — mais les contradictions de classes, bloquées artificiellement pendant une période, n'en finiront pas moins par se frayer leur chemin et par éclater avec encore plus d'intensité et de vigueur. Alors qu'il s'agit d'atténuer et de réduire les tensions, la tactique préconisée par Sayah ne peut fonctionner donc, à terme, qui à la rigueur et le moins, au désavantage.

1 - Deux événements survenus récemment ont rendu publics les affrontements au sein du pouvoir sur ce point. Le premier est la polémique engagée dans le journal As-Sabah par Yémen Shelli — ancien ministre de l'économie, actuellement PDG de l'A.P.I. (agence de promotion des investissements) et l'un des plus gros brasseurs de nos ressources. V contre l'UGTT et son secrétaire général H. Achour accusé ouvertement d'encourager les grèves ouvrières et de faire fuir ainsi les capitaux étrangers. La querelle a été rapidement circonscrite mais Achour a rendu la monnaie de sa pièce à Chikhroussi, le propriétaire d'As-Sabah, en soutenant, en septembre 1975, une grève du personnel de sa maison d'édition!

Le second événement a également eu pour théâtre la centrale syndicale. Il s'agit d'un coup fourré monté par Sayah pour évincer H. Achour et le remplacer par un de ses hommes, Farhat Dachraoui, un ancien ministre du Travail et des Affaires Sociales. La riposte d'Achour fut celle-là : Dachraoui et sept de ses complices embusqués dans la commission administrative de l'Utt ont fait leur volte-face. De plus, dans un article de

? contradicto in aucto.

V ces derniers (les compradores)

V qu'

V il se rendent compte cependant que

Y estiment ils

V fin 1975

Y nationale

V en automne 1975

44

Concernant l'opposition politique organisée, en particulier, cette tactique est également ancienne d'après objectivement au renforcement des courants radicaux au detriment des courants modérés. Le reproche n'est pas sans doute de fondement qu'il y paraît. Dans les sociétés de classes, en effet, les mouvements d'opposition sont toujours divisés en deux voies : une voie révolutionnaire, qui lutte pour une société nouvelle, supérieure, radicalement différente de celle qu'elle combat, et une voie réformiste dont les objectifs sont seulement limités à corriger, à améliorer le fonctionnement de la société existante, du cadre de laquelle elle refuse de sortir. Ces deux voies ne représentent donc pas un danger identique pour le pouvoir auquel elles s'opposent. Or il est évident que l'influence et le poids respectif de l'une par rapport à l'autre sont déterminés dans une mesure importante par la nature de l'Etat qu'elles combattent chacune à sa manière. Ainsi, il est clair qu'un Etat qui défend de manière ouvertement dictatoriale les intérêts qu'il soutient, en refusant toute concession et tout compromis, un tel Etat sape objectivement l'activité des courants réformistes en interdisant toute possibilité de réalisation et par là même toute crédibilité aux thèses qu'ils prospèrent. Le faisant, il favorise du même coup — bien que ce ne soit pas ce qui il poursuit — l'impact des idées révolutionnaires qui deviennent alors pour le masses la seule alternative possible. L'accusation portée à la clique bureaucratique, on le voit, n'est pas entièrement démagogique.

Pour toutes les raisons que nous venons de mentionner, les représentants de la bourgeoisie modérée rejettent la tactique proposée par leurs adversaires, au profit de leurs propres conceptions. Nouri al-Khadra a longuement développé dans son discours devant le comité central de juillet¹ son propre point d'vue récapitulé ainsi :

Des transformations très profondes affectent le pays à tous les niveaux : économique, social, politique, des mentalités, psychologique, etc. (ces transformations, pour Nouri al-Khadra, sont la source inéluctable du progrès et du développement de la Tunisie qui est l'œuvre du son gouvernement et dont il dit qu'il est très fier : elles ne sont pas le résultat d'une politique criminelle qui provoque la dislocation et la désagregation de notre économie, de notre société et de notre culture !)

Le problème clef est d'adapter le système politique aux données nouvelles, après une révolution qui serait suicidaire ("Face aux mutations, quelle doit être notre attitude ? Notre système politique n'est-il un facteur de blocage ou une source de stimulation et d'innovation ?") Comment réaliser cette adaptation ? Nouri al-Khadra répond : "[Il faut chercher] à maîtriser le changement ... à accrocher sur les mutations du réel, à convertir et à modeler les aspirations nouvelles du système social." Et encore : "Nous sommes donc appelés à maîtriser le processus de façon à gommer stériles les aspects positifs et à faire ceux qui ne le sont pas."¹ (C'est nous qui soulignons.)

Les quelques mots ci-dessus parfaitement le contenu de l'orientation qui intendent appeler les compagnons et ils dévoilent la nature réelle des intentions qui les animent.

Davant l'essor des mouvements révolutionnaires, face au profond besoin de changement qui se manifeste dans le pays, la bourgeoisie bureaucratique opte, nous l'avons vu, pour une politique d'"escalade", de durcissement, de refus de toute concession, de tout recul, la bourgeoisie modérée, par contre, adopte une attitude plus nuancée, moins rigide, plus réaliste. Un à un des "aspirations nouvelles du système social", elle opère une espèce de tri : considérant qu'elle n'a pas les moyens de rejeter en bloc toutes les revendications qui se font jour, elle les classe en deux catégories distinctes et propose pour y faire face des comportements différents. Elle distingue d'une part celles qui ne menacent pas directement l'ordre réactionnaire et qu'elle peut satisfaire, au moins en partie, au prix de "sacrifices" comme toute seconde, tout en se réservant la possibilité de les "convertir" et de les "modé-

(suite de la note de la page précédente)

Il ailleurs, devant à Sfax en novembre, il fut demandé le renvoi de Sayah de la direction du PSD. Dans toute cette affaire, Nouri al-Khadra soutint Achour contre Sayah.

¹ cf El Amal du 3.VII.1976.

?
Y déjà mentionné.

mettre ça en note?

lui, c'est à dire de les domestiquer, de les détourner, de les orienter dans un sens qui lui permette ultérieurement de consolider l'assise du pouvoir, et elle distingue d'autre part celles, qui représentent un danger frontal et qui il s'agit, après les avoir rencontrées et tenté de les isoler, de liquides par la force ou tout autre moyen artificiel. "Stimuler les aspects positifs" et "freiner les aspects négatifs" ne sont pas deux autres choses.

Nous reconnons à des exemples concrets pour illustrer cette tactique à deux faces de la bourgeoisie compradora. Prenons le cas des revendications économiques des travailleurs. Celles-ci s'expriment généralement par le moyen de la grève (pour de meilleurs salaires, pour l'amélioration des conditions de travail, etc.). La politique que défend Nouvel est de ne pas s'opposer systématiquement à toutes les grèves en introduisant une discrimination entre ce qui on pourrait appeler les "bonnes" et les "mauvaises" grèves ("bonnes" et "mauvaises" du point de vue des possédants, bien entendu).

Les "bonnes" grèves, ce sont celles qui ne sortent pas d'un cadre corporatiste établi, qui ne dépassent pas certaines limites dans la revendication, qui se conforment aux règles et réglements énoncés dans le code du travail élaboré par le gouvernement, etc. Le premier genre de grèves, on ne peut pas jusqu'à dire que Nouvel l'encourage, mais puisqu'il faut bien comprendre, il considère qu'il recouvre une action légale, voire même "légitime" et "honorables".

Les "mauvaises" grèves, par contre, doivent être combattues avec toute la rigueur de la loi : en font partie celles qui ne respectent pas l'aval de la bureaucratie syndicale (les grèves "sausage"), celles dont les revendications sont jugées "immoderées" et dont la satisfaction menacerait soit l'équilibre financier des entreprises, etc.¹ En outre, les grèves politiques sont condamnées dans leur principe comme illégales.

En bref, l'attitude des compradores devant les grèves ouvrières est donc pas de les attaquer dans leur ensemble mais de les maintenir prisonnières dans des formes de lutte économiques primaires.

Prenons maintenant un deuxième exemple relatif au comportement vis-à-vis des groupes politiques d'opposition. La même démarche est mise en œuvre, la séparation est faite ici bien entendu entre opposition révolutionnaire et opposition réformiste. Les rapports avec la première sont des rapports d'antagonisme complet², tandis que l'ennemi de la seconde est toléré sous certaines conditions : reconnaissance de la priorité du Droit au travail, de la sécurité sociale, respect de la "légitimité" réactionnaire, etc. Le but est donc de forger une opposition sur mesure.

A la lumière de tout ce qui précède, on peut résumer la tactique proposée par la bourgeoisie compradora de la manière suivante : ne pas s'en prendre uniformément à tout ce qui bouge dans le pays, être prêts à lâcher quelques miettes - sur les fronts économiques, politiques - pour démonter les conflits, atténuer les contradictions, dédramatiser les affrontements. Orientez les luttes revendicatives du peuple vers l'économisme, le légalisme et la collaboration de classe ; semer la confusion réformiste dans le rangs de l'opposition pour les désagréger et tenter de se rallier sur base droitière.³

Cette tactique, qui vise à élargir la base de classe des réformes, à neutraliser le plus grand nombre de courants populaires et à isoler le plus possible les irréductibles, autrement

¹ - Dans un discours prononcé devant les députés (voir la presse du 1.1.1977), Nouvel va être encore plus explicite : sont interdites les grèves tourmentes, les grèves sectorielles, globales, les grèves de solidarité déclenchées par un secteur en vue d'appuyer un autre secteur, les grèves qui bloquent le fonctionnement des secteurs vitaux : eau, énergie, approvisionnement...²

² - Encore que le Droit au travail soit "la clé" aux courants opportunistes qui minent de l'intérieur le camp révolutionnaire. Nous y reviendrons.

³ - "Une élite renfermée sur elle-même est menacée de destruction de l'intérieur et protège la formation de contre-élites négativistes." Nouvel, "dialogues" n° 96. Juillet 1976.

16

dit les forces révolutionnaires, tend finalement à doter le P.S.D. d'un système politique "comple", en marge de "désirer" les crises et les heurts, capable de "retourner sur ses pieds" en face de conjonctures défavorables. De ce point de vue, les modèles extérieurs des compradors sont à chercher en Egypte, au Maroc ou encore au Sénégal.

Pour conclure l'opposition entre les tactiques de la bourgeoisie bureaucratique et de la bourgeoisie compradora, on peut dire, en paraphrasant la faute, que la première refuse de plus tandis que la seconde l'accepte pour ne pas rompre.

3 - les raisons de l'adoption de la tactique des compradors. Deux politiques divergentes se sont donc confrontées au sein des instances dirigeantes de classe réactionnaire : une politique de durcissement et une politique d'"ouverture". Le comité central de juillet 1976 a vu la direction de l'ouverture adopter celle-ci et rejeter celle-là. La question qui se pose alors est : pourquoi en a-t-il été ainsi ? Comment l'expliquer ? Nous avons, dans les pages précédentes, apporté certains éléments de réponse. Mais le plus important reste à dire.

Nous, dans son rapport que nous avons déjà cité, affirmons que la raison principale pour laquelle le Gouvernement refuse la politique de durcissement est que "elle ne correspond pas à notre philosophie politique humaniste"; comme explication, gageons qu'elle ne convaindra pas grand monde ! Mais alors, quel est le vrai motif fondamental qui explique de façon materialiste le choix fait par le Gouvernement ? L'explication véritable réside dans le niveau social atteint par la classe de classes dans notre pays à l'heure actuelle.

Soyons plus concrets. Nous avons, dans les premières pages de cette brochure, dressé un rapide bilan des luttes populaires en Tunisie depuis 1969. Nous avons analysé leur cours et montré l'importance considérable qu'elles revêtent dans la V actualité. Nous avons conclu en remarquant qu'elles faisaient peser une menace sans cesse plus grande sur le pouvoir. Ce qui il faut ajouter à présent, c'est que cette menace, politiquement extrêmement sérieuse qu'elle soit, n'en est pas encore au point où elle peut mettre des aujourd'hui en danger l'existence même du régime. Cette menace, en d'autres termes, n'est pas déjà une menace directe et immédiate ; elle est encore largement potentielle. C'est que le mouvement de masse l'inconscient — en dépit de toutes les pas en avant qui ont été accomplis — garde des failles notables. On peut resumer cela, à ces deux points :

— les luttes populaires (et en particulier l'action revendicative de la classe ouvrière) sont, dans leur ensemble, des luttes économiques spontanées ;

— les groupes politiques d'opposition n'exercent pas d'influence significative sur le mouvement spontané des masses ; leurs activités leur demeurent encore largement extérieure et étrangère. Parmi ces groupes d'opposition, en outre, les courants révolutionnaires ne sont pas en train de jouer un rôle dirigeant.

La lutte économique des peuples et sa lutte politique ne forment donc pas une unité ; l'action revendicative et l'action politique ne sont fondées dans un même courant dirigé contre le système impérialiste, réactionnaire, pour son renversement, révolutionnaire.

4 - Il va de soi que ce n'est pas par hasard que l'on situe la bourgeoisie compradora derrière la première politique et la bourgeoisie bureaucratique derrière la deuxième ; il n'en va pas l'inverse : c'est directement en rapport avec les particularités du mode d'existence de chacune de ces deux fractions de classe.

Les bureaucrates tirent leur pouvoir de leur position dans l'appareil d'Etat ; les compradors sont eux des détenteurs privés de capitaux : leur puissance politique est la traduction naturelle de leur puissance économique. Leur rôle dominant sur le plan politique est le reflet de leur rôle dominant sur le plan économique. D'un autre côté — et en dernière analyse — les bourgeois bureaucratiques a pour fonction essentielle de servir les intérêts de la bourgeoisie compradora. Leurs rapports sont donc des rapports de subordination. Le renforcement de la bourgeoisie bureaucratique, qui va de pair avec le renforcement de l'appareil d'Etat, entame cependant la constitution d'intérêts propres à cette fraction. Ces préoccupations automatiquement des conflits avec la bourgeoisie compradora qui pèsent sur le partage des plus-values dégagées par la société.

Le problème se pose donc dans ces termes : la bourgeoisie bureaucratique trouve son intérêt dans le développement de l'appareil d'Etat, dans le renforcement de son intervention dans (suite de la note page suivante)

Y aur

? la forme est déficiente.

Y chois d'autant plus inattendue que la nature réactionnaire de ce parti est pas ailleurs si manifeste ?

Y conditions

Y reste

Y pas

*] mettre en rapport ces deux phénomènes.

lionnaire. Dans ces conditions, ce dernier ne peut pas, il le menace, dans son intérêt ni par le mouvement des masses ni par l'activité de l'opposition organisée. Et il en a forcément ainsi tant que ces conditions préservent.

On en arrive alors à la conclusion suivante: dans les masses où l'activité politique de l'opposition - et par-dessus tout de son seul prolétariat marxiste-léniniste - ne fusionne pas avec la lutte économique des masses populaires - en particulier des masses fondamentales, des classes ouvrière et paysanne - , lorsque cette séparation fait que le régime ne peut pas se sentir en danger immédiat, ce dernier peut disposer encore d'une certaine marge de manœuvre dans la lutte de classes qui secoue notre société. N'étant pas acculé dans ces derniers rétrécissements, il peut encore manœuvrer et louvoyer. C'est cela qui fonde la possibilité objective d'une politique telle que celle précisément.

On peut aborder cette question d'une autre façon en disant que le développement de la lutte populaire (sur les plans quantitatif et qualitatif) a aujourd'hui atteint un seuil tel que la réaction se soit contrainte de reculer dans certaines limites, dans des domaines déterminés; mais ce développement n'est pas encore - du fait des failles qui démarquent les diverses - personnes aux niveaux où l'initiative politique globale passe des mains de l'ancien aux mains du peuple.

La politique présentée par la bourgeoisie comprimateur, contrairement à celle de la bourgeoisie bureaucratique, prend en compte ces deux aspects de la réalité. C'est pour cela, et pour cela uniquement, qu'elle a été adoptée par les forces réactionnaires dans leur ensemble: c'est objectivement la "meilleure" politique qui elles peuvent mettre en œuvre dans les circonstances actuelles, c'est celle qui "est le moins", ou le moins mal, les intérêts du système impérialiste-révolutionnaire dans son entier, au-delà des intérêts particuliers de celle ou celle fraction.

Telle est l'application matérialiste du choix opéré par les directions dominantes lors du comité central de juillet 1976. Nous sommes tout, ou le soi, de toute "philosophie politique humaniste", tout le tout "respect des valeurs morales". Nous avions par là le terrain des faits en eux-mêmes tout déterminants. Dans cette optique, l'on peut dès facilement prédire que lorsque ces faits changent - et ils sont en train de changer à toute allure et la V de l'approfondissement du caractère anti-national, anti-populaire et anti-démocratique de la politique économique du gouvernement - , lorsque le pouvoir ne disposera plus de marge de manœuvre, lorsque il ne pourra plus recourir à des faux-jugants, l'"humanisme" et les "valeurs" seront légèrement balancés par dessus bord. Ces "valeurs" toutes différentes seront alors chantées. Elles ressembleront comme deux gouttes d'eau aux "valeurs" d'un Prochet. On y reviendra.

(suite note page précédente)

la vie sociale, tandis que la bourgeoisie comprimateur cherche à maintenir ce développement sous son contrôle, ou ne pas le laisser dépasser certaines limites. C'est alors la raison matérielle de l'"autoritarisme" de l'une et du "libertarisme" de l'autre.

Vivise par nous-mêmes, tous et rien d'autre.

Contradiction

V aujourd'hui,

V quitte,

V sorti

V sans cesse plus poussé

V morale

Chapitre III - L'influence du contexte arabe et international sur les élites des Détours.

Jusqu'à présent, nous ne sommes pas Y, dans l'analyse des causes qui expliquent l'adoption de la tactique des compradores, d'un cadre gouvernement local, nous sommes, au contraire, à l'intérieur des frontières de les Tunisie. La Tunisie n'est toutefois pas coupée de l'extérieur, elle est pris dans un faisceau de facteurs régional (arabe) et internationaux qui exercent souvent une influence prépondérante sur la décision qui y prennent les formes, non

Y sont

Y volontairement

tionnaires. Il s'agit donc maintenant de voir dans quelle mesure cela a été le cas concernant le problème qui nous préoccupe ici.

1- le contexte arabe. La caractéristique principale de la situation actuelle de la patrie arabe est la division de ses rangs. Il y a trois ans, il n'en était pourtant pas ainsi : durant et immédiatement après la guerre patriotique d'Octobre, sous la pression des masses arabes de l'Atlantique au Golfe, nos pays étaient en effet parvenus à constituer un front uni relativement solide. Ce front uni avait permis de remporter d'appréciables victoires sur nos ennemis nationaux. Comment alors est-on passé de l'unité à la scission ?

L'explication est simple. L'unité du camp arabe s'oppose trop directement aux intérêts économiques, politiques et stratégiques de l'imperialisme mondial - les deux superpuissances en tête - pour que celle-ci ne mette pas tout en œuvre pour la déloger et les blesser. Ainsi, les canons ne s'étaient-il pas encore tés sur les champs de bataille en octobre 1973 que les imperialistes s'acharnaient déjà à rompre le front arabe. Force est de reconnaître aujourd'hui qu'ils sont - momentanément - parvenus à leur fin.

A la vérité, il n'y a là rien de bien surprenant : si la contre-offensive lancée par l'imperialisme (et en premier lieu par l'imperialisme US, qui reste l'ennemi principal dans la région) en direction de notre patrie a pu aboutir, c'est parce qu'elle a pu tirer profit des graves facteurs négatifs qui minent cette dernière de l'intérieur. Ces facteurs négatifs, ce sont les Etats arabes actuels. Plus précisément : la nature de classe de ces Etats.

Les Etats arabes sont, dans leur totalité, dirigés par des classes exploiteuses. Telles-ci appartiennent toutes à l'une ou à l'autre des deux catégories suivantes : ce sont soit des classes ouvertement réactionnaires (gros possédant féodaux et semi-féodaux, bourgeoisie compradorie et bureaucratique), soit des classes bourgeois nationales, pouvant s'appuyer sur certaines conditions et jusqu'à un certain point sur capital étranger, mais marquées malgré tout par une tendance - que l'on pourrait qualifier de congenitale - aux arrangements et aux accords avec l'imperialisme.

De ce fait, ces classes dirigeantes ont constitué - tout le monde n'ayant pas ici la même responsabilité, bien entendu - la base à laquelle l'offensive imperialiste a pu se déployer pour semer les discordes et mettre en forme un regroupement des forces arabes dans un bloc unique.

A l'heure actuelle, les Etats arabes sont traversés par deux sortes de contradiction(s). Il y a d'abord celle qui oppose les Etats réactionnaires soumis à l'imperialisme aux Etats dirigés par des bourgeois nationaux. Ainsi en est-il, par exemple, du conflit entre le Maroc et l'Algérie ou encore de celui qui met aux prises l'Arabie saoudite et le Yémen démocratique.

La deuxième contradiction oppose les Etats en fonction de leurs alliances avec tel ou tel imperialisme. Cette seconde division est déterminée, en d'autres termes, par les rivalités interimperialistes, principalement par la rivalité entre les deux super-grands. On peut inscrire dans ce cadre, pour donner un nouvel exemple concret, l'opposition entre l'Egypte pro-américaine et la Libye, alliée à l'Union soviétique.

Dans la réalité, les deux types de contradiction se recourent souvent : les Etats réactionnaires sont généralement infidèles aux USA qui sont, nous savons de le dire, le principal ennemi de nos peuples, tandis que les bourgeois nationaux - incapables de s'appuyer jusqu'au bout sur leurs propres forces et de rompre radicalement avec toute dépendance - s'allient à l'autre superpuissance pour tenir tête au poids soviétique¹.

Les attaques effrénées des camps imperialiste contre notre nation ainsi que les disputes entre les deux superpuissances qui cherchent chacune à étatuer sa propre hegémonie font que le monde arabe présente maintenant un visage marqué par les deux extrêmes. Le patrie arabe a été pratiquement découpé en tranches dont chacune est hostile à l'autre : il n'y a quasiment plus deux pays reliés par une même

1- Que cette dernière politique soit une politique à court terme et partante, dangereuse, voilà ce dont les forces patriotiques conséquentes doivent se convaincre et qui elles doivent pro pagander intensément.

(la répétition n'est-elle pas gênante ?)

? vérifier l'orthographe.

Ventilièrement

frontière dont les rapports ne soient pas devenus antagoniques. Un simple coup d'œil sur les parties occidentales du monde arabe le démontre à profusion. Allons d'ouest en est :

- * la Mauritanie et le Maroc sont en guerre contre la République sahraouie;
- * les Sahraouis sont les alliés de l'Algérie contre le Maroc;
- * le Maroc et la Tunisie sont liés contre l'Algérie;
- * la Tunisie est prise en tenailles par l'Algérie et la Libye;
- * la Libye est encerclée par la Tunisie et l'Egypte!

On peut continuer jusqu'aux Emirats arabes, dont l'heureuse géométrie, le tableau est presque identique...

Il s'est donc produit une véritable dislocation du front arabe. Au-delà de ce morcellement et de cette atomisation, on peut cependant distinguer deux grands camps, divisés souvent le corps à la main - l'un contre l'autre : le camp des Etats anti-nationaux et celui des Etats patriotes, à direction bourgeoisie.

Le seul critère réellement décisif pour décider de l'appartenance de chaque Etat arabe à l'un de ces deux camps ennemis est son attitude envers les Etats-Unis parce que ce sont eux, repêchons-le encore, qui menacent aujourd'hui les principales menaces contre notre nation.

Arrivés à ce point de l'exposé, il faut à présent poser la question de savoir où se situe la Tunisie dans cette division des pays arabes, selon deux axes, opposés. La réponse sera de ce : l'Etat tunisien se situe dans la coalition réactionnaire pro-américaine, aux côtés du Maroc, de l'Egypte, du Soudan, de l'Arabie saoudite, etc. Cette coalition contre-révolutionnaire est, nous l'avons dit, dominante à l'échelle du monde arabe dans son ensemble ; le rapport des forces est largement en défaveur des Etats opposés à l'hégémonie yankee. Sur un plan strictement local, par contre, au niveau de la Tunisie et de ses voisins immédiats, l'Algérie d'un côté et la Libye de l'autre, il en va tout autrement : le rapport des forces est très nettement en défaveur de la révolution tunisienne.

Il existe donc un danger extérieur qui menace le régime de Bourguiba sur ses frontières. Ce danger extérieur vient s'ajouter aux peurs qui montent à l'intérieur, l'Etat tunisien est ainsi pris entre deux feux : l'agitation sociale et politique interne et les pressions des deux Etats limitrophes.

Si chacune des deux menaces isolée peut malgré tout être enconsciente (notre mouvement populaire doit encore s'aguerrir et l'Algérie comme la Libye sont aux dernières défenses sur le plan arabe global), leur réunion ne pourra que les renforcer toutes deux et aggraver par là même la vulnérabilité du régime tunisien.

Et c'est précisément ce qu'il s'est produit. Ces groupes oppositionnels tunisiens ont établi des liens étroits - pour certains, ces liens sont même organiques - avec les régimes algérien et libyen.

L'éventail social que recouvrent ces groupes est d'ailleurs plus étendu qu'on ne l'imagine généralement. On y trouve aussi bien des formations de l'opposition bourgeoisie (le N.U.P., de Ben Salah, une fraction de l'ancien mouvement youssefiste autour d'Ibrahim Toubal et même l'affaire le veuve et pro-français Mohamed Ramdani) et petite-bourgeoise (le F... , le P.R.P.T., El. Hakkas...) que des organisations se réclamant du marxisme-léninisme (Ech-Choula¹, une fraction des Travailleurs Tunisiens et quelques noyaux très peu connus et d'implantation strictement locale).

(les différents groupes ont des rapports soit avec l'Algérie, soit avec la Libye, mais rarement avec les deux. À cause de cela, on parle dans le milieu de l'opposition de l'axe d'Alger et de l'axe de Tripoli. Il semble en effet que ce deux capitales, tout en ayant des intérêts communs, cherchent chacune à tirer au maximum le chose à elles. À l'heure actuelle, l'axe d'Alger apparaît comme le plus fort - ou le moins inconscient!)

Une dernière analyse,

?

¹ - L'hebdomadaire "Jeune Afrique", qu'on ne saurait soupçonner de sympathies excessives pour le régime libyen, a publié dans son n° 798 (23. IV. 1976) l'information suivante : "la Tunisie et l'Egypte ayant un voisin-père-adversaire commun, elles ont instauré, au niveau gouvernemental, un système permettant d'échanger rapidement leurs informations sur la Libye." (J.A. p. 60; rubrique "Confidentiel")

² - La scission de l'été 1976 qui a connu est à peu près celle d'Alger, mais elle

21

le régime tunisien se trouvait donc confronté à deux séries d'adversaires : les uns extérieurs, les autres intérieurs — et dont les effets étaient coordonnés ! Or, si moins de disposer d'une supériorité écrasante, on ne peut pas se battre sur deux fronts, contre deux ennemis à la fois. Telle fut pourtant, dans un premier moment, la tentation du dictateur.

A la fin de l'année 1975, en effet, avec l'invasion des Sahariens par les armées marocaine et mauritanienne, la Tunisie était devenue extrêmement vive dans tout le Maroc ; après l'incident d'Amgala, la guerre paraissait imminent entre l'Algérie et le Maroc, les deux armées étaient mobilisées et on était d'alerte avancée : le gouvernement tunisien prenait alors la décision de masser ses troupes sur la frontière occidentale. (Giscard d'Estaing, lors de la visite qu'il avait rendue à Bourguiba en novembre, avait précédemment déclaré que "la France est profondément attachée à la sécurité de la Tunisie". Les deux hommes avaient même signé en commun un télégramme de soutien à Hassan II.)

La sombre affaire du commando Ali Nayed suscita en mars 1976 une révolte contre le régime de Gaddafi. Abdallah Farhat, ministre de la Défense, allait jusqu'à la menace des recours aux armes.

Durant toute cette première période — approximativement des derniers mois de 1975 à la mi-1976 — le dictateur adopte donc une attitude offensive face à ses adversaires intérieurs. Dans le même temps, il attaque l'opposition intérieure qu'il présente comme vendue à l'étranger.³

Une telle politique, étant donné le rapport de force local dont nous avons parlé, était cependant par trop risquée : la réaction, son belliqueux refroidi par une meilleure évaluation des réalités, renvoie la queue entre les jambes et fil marche arrière.

Il lui fallait adopter une ligne de conduite plus en rapport avec ses moyens. Il n'y avait pas plusieurs choix à faire : lorsque l'on ne peut pas s'en prendre de front à des ennemis réalisés, il faut offrir de rompre leur coalition.

Cette nouvelle politique s'articule autour de deux points suivants :

(suite note page précédente)

1) entièrement motivée par des divergences sur la question des rapports à avoir avec l'Algérie. cf.

1° - le phénomène, avec les distinctions actuelles du monde arabe, n'est pas limité, on s'en doute, à la Tunisie : c'est un phénomène général qui affectent tous les Etats en place. Plusieurs opposants marocains — le plus important étant Mohamed Basri — sont soutenus par les Libyens, tandis que d'autres disposent de l'appui algérien. Il y a aussi, en sens inverse, des opposants algériens de droite qui ont trouvé refuge au Maroc (on peut citer Tahar Zibini, Mohamed Lebjaoui, Kaid Ahmed et Mohamed Boudiaf). Le dernier en particulier n'a pas laissé passer l'occasion du conflit sahraoui pour tenir définitivement son image de militant anticolonialiste !). Dans le même ordre d'idées, l'opposition de droite libyenne a participé avec le régime égyptien et tunisien. L'affaire El Nebuehi est encore dans toutes les mémoires. On peut poursuivre longtemps les exemples de cet ordre.

2° cf. l'action du 8.XI.1975

3° Voir l'article intitulé "les Nouahiddines" dans le n° 66 de "Dialogues" (8.XII.1975). Dans cet article, les cités nommément désignées sont Remondi, Ben Salah et Total. Ce dernier, en particulier, est présenté comme le "président du parti communiste tunisien pro-soviétique" (sic!). Si c'est une ruse, elle est trop grossière ; si c'est seulement l'ignorance des journalistes qui est en cause (Omar S'habbou en l'occurrence), c'est encore plus grave.

Pour étudier plus complètement la politique suivie par le dictateur lors de cette période, il faut se référer aux documents publiés à l'occasion de les réunions du comité central en janvier 1976.

V 1976

✓ donc

L

V bizarrement

22

- déescalade vis-à-vis de l'extérieur ;

- ouverture en direction de l'opposition réformiste intérieure.

La déescalade vis-à-vis des ennemis extérieurs était une mesure de bon sens, la disproportion des potentiels militaires en présence étant considérable. Il ne faut cependant pas se hurrer. D'abord, ce désengagement n'est pas complet, il concerne beaucoup plus l'Algérie que la Libye. Et pas uniquement parceque celle-ci est moins puissante : la Libye est aujourd'hui considérée par l'ensemble des forces réactionnaires arabes comme la cité prioritaire à abattre. La dernière agression égyptienne en a apporté une nouvelle confirmation.

Ensuite, le recul de la réaction tunisienne n'est pas un recul définitif, c'est un simple recul tactique qu'elle entend mettre à profit pour modifier le rapport de forces à son avantage en prévision de affrontements ultérieurs dans la zone entre forces nationales et force compatriotes et impérialistes. Elle cherche donc à gagner du temps pour consolider sa position.

Depuis le milieu de l'an dernier, la Tunisie est ainsi lancée dans un effort d'armement continu. Donnons-en quelques indications à travers les échos qui ont pu filtrer dans les presse:

"les Etats pétroliers du Golfe envisagent d'aider la Tunisie à compléter son armement comme ils l'ont fait l'an passé pour le Maroc. A la France seraient achetés des chars AMX-13 et un système radar perfectionné. Aux Etats-Unis serait passé commande d'une escadrille de F-5." Afrique-Arabie n° 811, juillet 1976;

"A la demande du président Habib Bourguiba, le gouvernement américain a accepté de se charger de la construction d'un système de radars sur les frontières tuniso-libyennes. Un crédit aurait été accordé au gouvernement tunisien pour la réalisation de ce projet." Afrique-Arabie n° 115, juillet 1976;

Deux importants projets vont figurer dans le programme de vente d'armes américaines qui seraient au Sénat dans les jours qui viennent : un crédit de 89 millions de dollars accordé au Maroc pour acheter des avions T-33 et un autre de 57 millions de dollars pour les missiles anti-aériens destinés à la Tunisie". Afrique-Arabie n° 117, septembre 1976;

"au conseil des ministres, adoption d'un projet de loi instituant un fonds spécial pour la défense nationale." L'Action du 15. X. 1976;

"le Pentagone libera [à la Tunisie] pour 58 millions de dollars de missiles Thumper "anti-aériens en 1977." Afrique-Arabie n° 121-122, novembre 1977;

Déclaration de A. Farhat.

Examen du budget de la Défense nationale : une attention particulière au budget d'équipement. Une armée de réserve est constituée pour épauler l'armée régulière." La Presse du 22.XII.1976.

A la lumière des faits ci-dessus - et qui, de l'avoue même des dirigeants de l'Etat, ne constituent que la partie visible de l'iceberg - il est clair que notre pays est désormais directement intégré aux plans militaires au bloc de la réaction arabe et au dispositif stratégique américain en Méditerranée!

Le relatif apaisement de la situation aux frontières ne doit donc pas faire illusion. Il cache des préparatifs qui ne présagent rien de bon, ... pour les forces réactionnaires en Tunisie.

Pensons maintenant au deuxième niveau de la nouvelle ligne de conduite du régime, à savoir : l'ouverture en direction de l'opposition intérieure. Le but de l'opération consistait, on l'a dit, à essayer de détruire les groupes oppositionnels (ou une partie impor-

1- Pour ce dernier point, on peut encore citer ce extrait d'une résolution adoptée en août 1976 par le Sénat U.S. : "Le Sénat estime que la poursuite du développement économique de la Tunisie dans des conditions de paix, de liberté et de souveraineté indépendante est importante pour la stabilité de la région méditerranéenne et dans l'intérêt des Etats-Unis.

"Le Sénat estime que les Etats-Unis doivent continuer à contribuer au maintien de la paix et au développement économique et social de la Tunisie par l'entremise d'une assistance économique et militaire si de nature appropriée." (C'est nous qui soulignons. A.H.) If Diabegue, n° 101, 9.VIII.1976.

tante d'entre eux, des moins) de leurs alliés algériens et libyens de marier à l'unité d'une part à diviser le rang des adversaires de la révolution - et donc de les affaiblir dans leur ensemble - , et de lui permettre d'autre part de constituer un front interne solidaire, sans failles, sous sa direction.¹

C'est Tahar Belkhojet qui, dans un discours prononcé le 3.IX.1976, dessinait le premier exposé publiquement cette nouvelle politique. Ses propos peuvent se résumer ainsi : la Tunisie est menacée de l'étranger. Nos acquis, fiers en vingt ans d'"indépendance", sont en péril. Ces acquis sont la propriété de tous les citoyens, y compris les non-tunisiens. Il faut donc que nous les défendions tous ensemble. Certains non-tunisiens sont cependant réticents. Il convient, pour les convaincre de se joindre à nous, d'instaurer dans le pays un climat de plus grande liberté, de plus grande démocratie.

Sous le refrain de l'"union sacrée", il s'agissait donc bien d'une invitation à l'opposition pour faire cause commune avec le Destour. Et comme rien ne s'accorde sans contrepartie, on fait promesse de libéraliser.²

Le changement d'orientation par rapport à la période antérieure est net. On ne confond plus les opposants de l'intérieur avec les ennemis du dehors ; on ne les attaque plus avec outrance. Au contraire on les ménage, on leur fait des avances, on envisage certaines concessions politiques, etc. Mais en réalité, l'objectif recherché est toujours le même : il s'agit toujours pour les réactions de consolider ses rangs, de mieux se préparer à jouer son rôle de puissance dans la stratégie américaine dirigée contre les forces patriotiques. Le changement ne concerne que la forme de cette politique et non sa substance ; mais ce changement de forme est quand même important : il augmente les possibilités de réussite des plans du régime, le tactique de la "coupe" vis-à-vis de l'opposition présentant plus d'avantages que la tactique du "durcissement".

Nous retrouvons ainsi le problème de l'existence des deux tactiques — l'une "souple", l'autre "dure" — au sein du pouvoir que nous avons traité dans la section précédente. L'affrontement entre ces deux tactiques n'a donc pas porté que sur des problèmes d'ordre intérieur, il a concerné aussi la politique arabe et maghrébine. L'orientation de la bourgeoisie bureaucratique (Sayyah) a commencé par prévaloir dans ce domaine — de l'automne 1975 au printemps 1976 en gros — avant d'être supplantée par l'orientation de la bourgeoisie comprimée qui apparaissait comme étant plus au même de préserver les intérêts des classes dominantes.

La situation arabe a donc influé sur l'adoption par le Destour de la tactique préconisée par Noureddine lors des comités centraux de juillet 1976.

Il en a été de même pour un certain nombre de facteurs d'ordre international.

8. Le contexte international / les principales caractéristiques de la situation internationale sont déterminées par le développement des contradictions fondamentales du monde contemporain.³ Illes-ci sont au nombre de quatre et opposent :

1° — la même tactique a été mise en œuvre, avec de plus ou moins grands, par d'autres régimes arabes réactionnaires confrontés à la même situation. Ainsi, au Mauritanie, le mouvement des "hadjehs" a rallié le P.M.N. au pouvoir. Au Maroc, en dehors de Beny et des camarades d'"Al Amal" — qui ont sauvé l'honneur du marxiste-léniniste — le reste de l'opposition (y compris le parti révisionniste du régent Ali Qataz) a fait acte d'allégeance au roi dans le conflit du Sahara. Même chose au Soudan, au Egypte, etc. Le vent de droite, on s'en rend compte, souffle actuellement avec force sur toute la patrie. Mais cela n'est pas fait pour durer.

2° — A l'intérieur de l'opposition tunisienne, tout le monde n'est pas resté insensible à ces promesses et à l'appel à l'"union sacrée". Lors de la dernière réunion avec les libyens (mai-juin 1977) le propos de la délimitation du plateau continental, Nasser a fait la déclaration suivante reproduite par toutes les presse officielles : "Nos divergences doivent passer au second plan lorsque l'indépendance et la sécurité de notre pays sont en jeu" (Le Temps, 5.VI.1977).

Donner les références

3° Pour un exposé plus complet, voir : "la nouvelle situation internationale et les luttes de lignes au sein du mouvement marxiste-léniniste tunisien", décembre 1975.

Y. mouvement

of le commentaires manque. Qui est l'ennemi ?
L'apparem, et le fait

- * les peuples et nations opprimés à l'imperialisme;
- * le prolétariat à la bourgeoisie dans les pays capitalistes;
- * les pays socialistes aux pays imperialistes;
- * les divers imperialismes entre eux.

Dans cet ensemble de contradictions, la plus importante, celle qui joue le rôle moteur pour toute l'époque historique qui est le môle, c'est la contradiction bourgeoisie-prolétariat. C'est à partir d'elle que l'on définit cette époque comme l'époque de l'imperialisme et des révolutions prolétariennes.

Cela n'entraîne pas nécessairement que cette contradiction soit continuellement au premier rang de la lutte des classes à l'échelle internationale. À telle ou telle étape, telle ou telle autre contradiction peut s'agir au point de prendre transitoirement le devant de la scène.

Ainsi, à l'étape actuelle, deux contradictions sont partout évidentes. Le sont celles qui mettent aux prises les peuples et nations opprimés et l'imperialisme. Mais les deux types d'imperialisme, entre eux d'autre part. C'est le développement de ces deux contradictions qui détermine principalement le cours des événements mondiaux au moment présent.

C'est essentiellement d'elles que nous allons nous occuper ici.

Avec la différenciation qui s'est opérée à l'intérieur du système capitaliste depuis 1945, avec la restauration du capitalisme en Union soviétique dans les années cinquante et la transformation de ce pays de pays socialiste en un pays social-imperialiste¹, le camp imperialiste est aujourd'hui dominé par les USA et l'URSS. Dans ces conditions, les conflits inter-imperialistes se résument principalement dans la lutte qui oppose ces deux super-puissances en vue de l'hégémonie mondiale. L'exasération continue de la contradiction entre les Etats-Unis et le social-imperialisme russe attire les flammes d'une nouvelle guerre mondiale.

Nous en face des facteurs de la guerre, il se développe aussi dans le monde les facteurs de la résolution qui prennent leur source dans le combat anti-imperialiste des peuples et nations dominées. Pour les raisons que nous venons d'exposer, la lutte du tiers monde contre l'imperialisme est principalement dirigée aujourd'hui contre les deux super-grands.

Nous allons spécialement nous intéresser à la position des USA dans chacune de ces deux contradictions.

Au sortir de la dernière guerre mondiale, les Etats-Unis disposaient d'une écrasante supériorité (militaire, démographique, économique, financière, etc.) sur tous leurs autres rivaux imperialistes : l'Allemagne, le Japon, l'Italie, mais aussi la grande Bretagne et la France. Ils leur ont permis de les suppléer progressivement dans la majorité partie de leurs possessions coloniales et semi-coloniales en Afrique, en Asie et en Amérique latine. Contre l'ancien ordre colonial des vieux imperialismes européens, ils ont instauré un ordre né-colonial sous leur direction s'étendant sur les trois continents.

A la fin des années cinquante et durant les années soixante, l'imperialisme yankee et ainsi devenu le principal ennemi des peuples. Depuis, nous l'avons dit, le social-imperialisme russe s'est lui aussi lancé dans le môle et il ambitionne de réaliser sa propre domination sur les pays du tiers monde. Il a bousculé les vieux imperialismes de différentes positions qui les occupaient encore et il est déjà parvenu à supplanter les USA en plusieurs endroits; mais le processus de substitution est loin d'être parvenu à son terme. A l'heure actuelle, et dans un grand nombre de pays dépendants, l'imperialisme américain demeure encore l'adversaire n°1 à abattre. Plus: aux yeux de certaines forces patriotes bourgeois et petits-bourgeois du tiers monde, l'URSS est même perçue - tous les efforts de ses propagandistes sont d'ailleurs dans ce sens - comme son appui éventuel, comme son allié qui peut être utilisé dans la lutte contre l'ennemi principal US.

Le fer de lance du mouvement de libération des pays opprimés est donc resté dirigé en premier lieu contre les Etats-Unis. Des peuples intégrés - à la tête desquels il faut citer

Y d'une part

Y (sous sa forme monopoliste bureaucratique)

les peuples d'Indochine - lui ont aussi porté des coups très durs et l'ont considérablement affaibli.

Sur cette base, le rapport de force global entre l'imperialisme yankee et le tiers monde se commençait à basculer en faveur de ce dernier. Petit à petit, l'Amérique est acculée vers une attitude de défensive stratégique : elle ne se bat plus pour étendre et élargir son hégémonie, elle se bat avant tout pour préserver les positions qui elle contrôle encore. C'est la preuve que, fondamentalement, son avènement impérial n'est désormais derrière elle.

Voilà pour déterminer rapidement la place qui occupent actuellement les USA dans les contradictions qui les opposent aux peuples opprimés. L'assort maintenant à leur place dans les contradictions interimpérialistes et en particulier à leurs rapports avec l'autre superpuissance. On y retrouve la même tendance générale au déclin.

Voyons cela de plus près. Rétrovoyage aux lendemains de la seconde guerre mondiale. Hormis les Etats-Unis, tous les autres impérialismes, nous, l'avons noté, sont sortis considérablement affaiblis du conflit. A l'opposé, l'URSS de Staline, malgré les pertes immenses subies, en sortait considérablement renforcée. Sur ses frontières européennes, un camp socialiste en plein essor se constituaient. Pour les USA, cela représentait - à terme - une menace redoutable. Leur première tâche fut donc de remettre des pieds, à grand renfort de dollars, les bourgeois européens et japonais afin de servir comme bouclier contre les pays socialistes. C'est dans cet esprit que fut décidée, par exemple, l'instauration du Marché Communautaire.

Sous l'effet de la loi du développement inégal inhérente au capitalisme, ces bourgeoisies assisees et restaurées dans leur puissance allaient progressivement s'affirmer - économiquement et politiquement - comme de très sûrs concurrents pour les Américains. Dans différents secteurs, elles allaient même parvenir à les rattraper et les dépasser.

Les rapports entre les Etats-Unis, d'une part, l'Europe occidentale et le Japon, d'autre part, dominés subtileusement par les premiers au départ, commençaient ainsi à devenir plus équilibrés et, dans certains domaines, passaient même à l'avantage du second : la supériorité américaine sur le bloc occidental se voyait menacée.

Pendant ce temps, au niveau des rapports avec l'URSS, les choses évoluaient de manière encore plus menaçante.

C'est donc vers la fin des années cinquante que l'Union soviétique se rejoignait les U.S.A. dans le club fermé des géants impérialistes ; leurs rapports, depuis, sont passés approximativement par trois grandes étapes :

* la première étape, qui se prolonge sur toute la décennie, est marquée par la supériorité globale des Etats-Unis sur l'URSS ;

* la deuxième étape, beaucoup plus courte (le début de années 1970), peut être définie comme une situation d'équilibre provisoire entre les deux superpuissances ;

* la troisième étape, enfin, qui a commencé tout dernièrement, est celle du renversement du rapport de force stratégique en faveur du social-impérialisme.

Le renversement peut être perçu sous différents angles :

* au niveau de la confrontation directe avec les Américains, les Russes disparaissent de la supériorité militaire ;

* en direction des impérialismes de second rang (Europe de l'Ouest, Japon), l'URSS, allié aux partis révisionnistes de ces pays, menace d'éloigner la coalition atlantique ;

* vis-à-vis du tiers monde, en dernière lieu, et malgré les échecs qu'il lui arrive d'essayer, il est, l'Union soviétique est fondamentalement, en position d'offensive stratégique. Elle tente sans cesse ses sphères d'influence au détriment des USA. A l'heure actuelle,

1 - Avec l'apparition du phénomène dit de "l'eurocommunisme", il peut paraître que cette alliance va venir. En réalité, si rien n'est sûr, il est certain que l'URSS n'a pas su d'un bon coup l'apparition et le développement de ce phénomène : le révisionnisme "eurocommuniste", contrairement à l'ancien qui était aligné sur le P.C.U.S., fait passer les intérêts de sa propre bourgeoisie, de son propre impérialisme, avant ceux du Kremlin. En dépit de cela, cependant, et dans l'hypothèse de l'accroissement des "eurocommunistes" au pouvoir, il est évident que ceux qui en souffriront le plus seront les Américains et non pas les Russes. Ne serait-ce que de ce seul point de vue, l'Union soviétique en sera le grand bénéficiaire.

merci !

(le style ?)

ses efforts sont surtout centrés sur le continent africain.

Or que l'on aborde la question, les Etats-Unis se trouvent donc placés auj^e d'aujourd'hui dans une posture extrêmement dangereuse :

- * ils sont désignés par les peuples du tiers monde comme les villes principales à attaquer ;
- * ils sont en butte à des difficultés de plus en plus grandes, à l'intérieur même du bloc occidental ;
- * ils sont enfin menacés de façon chaque jour plus pressante par l'autre superpuissance, leur domination sur les affaires mondiales n'aura finalement pas été de longue durée. En dernière analyse, on peut dire que l'on a assisté, depuis 1945 — qui marque le moment de leur influence —, à une dégradation progressive et continue de leurs positions. Depuis cette date, en effet, les transformations les plus importantes qui se sont produites dans les relations internationales ont eu pour conséquence de rayer les fondements de leur hegémonie.

Il s'est produit de cette façon de grandes modifications dans les rapports de forces à l'échelle du globe. Durant les dernières années en particulier (passage d'un "parité" à la supériorité des Russes en matière d'armements nucléaires ; guerre d'Octobre ; accroissement des prix des matières premières, décide par les pays producteurs du tiers monde ; victoire des peuples indochinois...), ces modifications se sont non seulement accélérées et ont littéralement oblige^é les Américains à une nouvelle appréciation de leur place dans le monde et à une réévaluation de leurs politiques internationales.

Des tentatives nombreuses pour arrêter la déterioration de la situation internationale, les de l'imperialisme US par l'initiation d'orientations nouvelles dans sa politique étrangère traditionnelle pouvaient déjà être vues dès au temps de la précédente administration républicaine, notamment sous l'influence de Nixon et de Kissinger. Elles ren-

trouvent surtout depuis l'arrivée aux pouvoirs, il y a quelques mois, de Carter et du parti démocrate, qui l'on voit se déployer une nouvelle stratégie globale américaine, en direction de l'estérieur !

Des à présent, il est possible d'en distinguer les grands lignes. Basé sur une évaluation des nouvelles données du rapport des forces mondiales, son objectif (illusoire !) demeure la restauration de l'hegémonie yankee. Ses axes principaux sont les suivants :

- 1) la désignation de l'URSS comme l'ennemi n° 1 ;
- 2) la consolidation de l'alliance avec les impérialismes secondaires, par la mise en œuvre de rapports plus équilibrés, mais avec le maintien du leadership des Etats-Unis ;
- 3) l'aménagement de relation avec le tiers-monde au moyen de l'élimination des aspects les plus discrédités de la domination US.

A travers cette numérotation, le devenir profond des Américains apparaît en toute clarté. Il consiste à prendre acte de leur réel dans les deux "zones intermédiaires" (l'Europe et le Japon d'abord, les trois continents ensuite) qui les séparent de l'Union soviétique, et à promouvoir en conséquence une politique de compromis et de concessions mises (qui ne touchent pas à l'essentiel, c'est-à-dire à leur rôle dirigeant) en leur direction de manière à assainir et consolider leurs systèmes d'alliances extérieures, afin de pouvoir ainsi reprendre l'initiative stratégique et l'autre superpuissance et attirer leur hegémonie sur le monde.

4 - Il y a ici un phénomène qui mérite d'être relevé : le parti démocrate et progressiste témoigne d'une plus grande capacité que le parti républicain à comprendre et à s'adapter aux situations nouvelles. L'histoire récente est pleine d'exemples qui le confirment : les USA n'ont pu sortir de la crise de 1929 qu'en faisant appel aux démocrates (Roosevelt, 1933, le "new deal") ; en 1960, ce sont également les démocrates (sous la direction de J. Kennedy) qui élaborent les stratégies néo-coloniales de l'imperialisme US dans le but d'évincer les vieilles puissances coloniales et de couper l'herbe sous les pieds des forces révolutionnaires de libération nationale soutenues par les pays socialistes.

Lorsqu'il s'agit de gérer une politique qui a été antérieurement établie, la bourgeoisie yankee fait plutôt confiance au parti républicain ; lorsqu'il s'agit au contraire d'inventer, de s'adapter à une conjoncture qui a évolué, elle recourt plutôt au parti démocrate. Les changements de direction politique aux Etats-Unis, tout au long de ce siècle ont constamment obéit à cette règle.

V. Etat de

] avec en sautant une ligne

Vraient toutefois peu significatives et leur effet était souvent annulé par des mesures en sens contraire.
Y visiblement

L'essence de la nouvelle politique de l'imperialisme américain s'est donc, en effet, au sein d'un certain nombre d'abandons partiel, à viser des conditions favorables pour stopper l'affaiblissement de ses positions internationales et à tenter - sur cette base - de déclencher une bataille contre-offensive générale pour reprendre les choses en mains et restaurer sa domination mondiale révolutionnaire sur le globe.

Il s'agit là - nous l'avons vu plus haut en analysant la nouvelle politique du régime tunisien - d'une parade classique des forces réactionnaires en reflux.

Examinons maintenant d'un peu plus près la mise en pratique de la nouvelle stratégie US.

Éliminons, pour commencer, le problème des rapports avec les impérialismes secondaires. La nouvelle orientation, nous l'avons dit, consiste, au ce plan, à accepter des relations moins inégales : le "complot" du Rambovillat () a inauguré ce nouveau cours que Castro, dès son accession à la présidence, ait tenu à affirmer ().

Il s'est produit de cette manière une véritable revitalisation de l'alliance atlantique. Cela a été d'autant plus possible que les bourgeoisie européennes et japonaises, menacées elles-mêmes par l'expansion du social-imperialisme, avaient un intérêt vital à consolider leurs liens avec les Etats-Unis. (Le renforcement du bloc occidental n'enlève pas les dispositions des intérêts économiques et politiques entre ses membres ; ces intérêts sont simplement maintenus dans des limites compatibles avec le fonctionnement de l'alliance.)

Dans ce premier domaine donc, la volonté de la stratégie yankee a été un succès surtout lorsque l'on sait que l'Europe en particulier est au centre de l'affrontement des deux superpuissances.

Abordons à présent la nouvelle attitude observée à l'égard de l'URSS et du tiers monde. L'URSS n'a pas l'action des Américains se déroulé dans deux directions :

* elle cherche d'une part à combler le retard accusé en matière nucléaire, favorisant ainsi les Russes et éventuellement relâcher la supériorité des USA. L'expérimentation de la bombe à neutrons s'inscrit dans ce cadre ;

* cette action vise d'autre part à placer l'Union soviétique en position défensive sur les plans idéologique et politique. C'est dans ce sens que se situent les initiatives de Castro se rapportant aux "droits de l'homme" en Russie et dans les autres pays de l'Est.

Le dernier point est d'une grande importance. L'Union soviétique est un pays de dictature ouverte et brutale, un pays social-fasciste (socialiste en paroles, fasciste dans les faits) ! En portant l'attaque sur le terrain des "libertés" et des "droits de l'homme", imperialisme US l'atteint dans son talon d'Achille. Cela lui permet :

* d'exploiter les difficultés intérieures de l'URSS en soutenant l'opposition démocratique qui s'y développe ;

* et de gêner considérablement l'activité internationale du social-imperialisme en jetant le discrédit sur son régime intérieur et en présentant le siège, par contraste, comme étant plus évolué, plus avancé, et la limite plus "progressiste".

Dans la concurrence acharnée qui oppose les deux superpuissances dans les trois continents - où la radicalisation idéologique des mouvements de libération est devenue un fait irréversible ; où l'Union soviétique, qui s'affiche d'un masque "socialiste" et "révolutionnaire", masque continuellement des points - , une telle politique, doivent estimer les stratégies de la Maison Blanche, peut aider les USA à renverser le courant en leur faveur.

La nouvelle demande des Etats-Unis vis-à-vis du tiers monde se situe d'ailleurs exactement dans le prolongement de ce type de calculs.

Les choses remontent à loin. En 1960, lorsque les USA élaboraient leur stratégie anti-allemande, ils s'efforçaient

de mettre sur pied, dans le tiers monde un système d'alliances de clôtures

1 - City Mao.

V. L'acception d'un

2: "Les Etats-Unis ne redoutent pas un débat frontal sur le principe qui guident nos sociétés respectives, devant le tribun de l'opinion mondiale." Déclaration d'un porte-parole de la Maison Blanche, le vendredi 24.11.1977.

sont aux bourgeois, nationaux réformistes et non plus seulement limité aux autres, sociaux, les plus réactionnaires (feodalité, bourgeoisie comprador) comme c'était le cas avec le colonialisme classique.¹ Pour les Américains, c'était d'ailleurs l'idée que résidait la cause principale de la faille de celui-ci.

Il s'agissait donc pour eux de ne pas se laisser marquer par des alliés trop compromis, trop manifestement rétrogrades, mais au contraire de favoriser - dans des pays auxquels auraient accordées une indépendance formelle - l'arriéré et la participation au pouvoir d'équipes "nouvelles", "modernistes", et de les autoriser à réaliser un certain nombre de réformes économiques et sociales / une refonte du système agraire favorisant le développement d'une paysannerie moyenne / une industrialisation dans de branches mineures, etc.) qui, tout en préservant les intérêts fondamentaux des classes possédantes traditionnelles, devaient permettre un élargissement de l'assise sociale de la domination impérialiste.

En bref, les Etats-Unis voulaient alors - afin de pouvoir barer les routes à la révolution démocratique nationale de peuples opprimés - donner d'eux une image libérale qui se distingue de l'extrême droite des régimes coloniaux.

Cela se passait donc au début de la présidence de Kennedy, en 1960. Mais la décolonisation n'était pas seulement que la vie faisait justice de sa belle utopie. Depuis cette date, en effet, et sous les coups des boucliers des mouvements de libération, l'impérialisme US allait de plus en plus s'affirmer comme le rempart de la réaction la plus noire et comme le premier adversaire des forces réformistes elles-mêmes.

La stratégie mise au point aujourd'hui par Carter pour le tiers monde se présente comme une nouvelle tentative - encore plus abimée que les précédentes, on le verra - pour finir enfin changer cette situation.

Comme en 1960, l'objectif de la nouvelle politique américaine visait, par l'octroi de différentes concessions, à détacher les secteurs bourgeois réformistes de la lutte pour l'indépendance nationale et à les dissuader de chercher à s'entendre avec le courant soviétique - le but ultime étant, en se ralliant ainsi ces secteurs, de donner une nouvelle extension au système d'alliances de classes de l'impérialisme yankee, condition indispensable pour arrêter l'effacement de ses positions et renforcer son hégeconomie sur les trois continents. La nouveauté par rapport à 1960 réside uniquement dans les moyens tactiques mis en œuvre : alors que Kennedy, on vient de le signaler, envisageait principalement des concessions d'ordre économique et social pour appâter les réformistes, Carter appuie son entreprise sur des concessions essentiellement politiques.

Expliquons-nous. La domination qui exerce les Etats-Unis sur les pays dépendants se caractérise - à l'inverse de ce qu'impose quelle autre domination impérialiste - par deux traits fondamentaux :

* elle est par définition anti-nationaliste, c'est-à-dire qu'elle s'oppose à un développement économique et social cohérent et autonome des nations qu'elle se soumet.

* et elle est anti-démocratique, c'est-à-dire qu'elle s'effectue par l'intermédiaire de régimes politiques dictatoires.

La ligne définie par Kennedy il y a une vingtaine d'années cherchait à concilier la domination et le développement. Elle a lamentablement échoué. Il n'était plus possible dans ces conditions d'y recourir à nouveau, il fallait innover : la grande trouvaille de Carter - qui échouera tout aussi lamentablement - c'est de concilier oppression impérialiste et démocratie : la nouvelle politique des USA à l'égard du tiers monde est basée en effet, comme leur nouvelle politique soviétique, sur la question des libertés politiques et des droits de l'homme.

Les motivations d'un tel choix (que n'ont l'ancien rapport avec les convictions morales / des nouveaux prendront américains ainsi que le prétendent les moyens de proposer

¹ - Ce point est longuement développé dans notre brochure intitulée : "Un programme de trahison", mai 1977. Nous y renvoyons donc le lecteur.

V prétendre

V faut-il le dire,
V est religieuse

grande bourgeoisie) sont nombreuses :

* il donne à la politique étrangère américaine une unité de contenu, permettant ainsi de la faire paraître comme une politique de principes;

* la lutte pour les démocraties, plus fondamentalement, est au cœur du combat politique des peuples dominés ; la nouvelle politique US cherche à la réunir et à l'obscurcir, notamment en la dissociant de la lutte pour l'indépendance nationale;

* la lutte pour les démocraties, enfin, est le terrain d'actions privilégié des bourgeoisies nationales réformistes ; la nouvelle politique US permet de nouer avec elles une plate-forme d'accord.

La marcheuse de l'imperialisme yankee apparaît ainsi dans toute son ampleur : en donnant l'impression de se démarquer des régimes de dictature à sa dévotion dans le tiers monde, il essaie de détourner de lui la révolte des masses ; face aux courants réformistes, il cherche à se donner un visage "ouvert", plus "obéissant" que le réel social-imperialisme ; en un mot, les Américains tentent de se doter d'une nouvelle identité politique et idéologique pour reprendre l'initiative aux niveaux des trois continents.

Pour donner une certaine consistante à cette sorte marcheuse de récupération, diverses mesures concrètes ont été prises durant toute la dernière période. Il faut néanmoins le faire en cercle.

La première série de mesures concerne les derniers bastions du colonialisme : Rhodesie, Namibie, Afrique du Sud, Palestine... L'ancienne politique des Etats-Unis était marquée par un alignement inconditionnel sur les positions des régimes monarques et racistes en place dans ces pays. L'évolution de l'attitude américaine vers ces positions, même anarchiques, plus conformes à une ligne néo-coloniale. L'administration Carter, réclame aujourd'hui l'indépendance pour la Namibie, l'accession au pouvoir des représentants de la majorité africaine en Rhodesie, un changement de système politique en Afrique du Sud. Concernant la question palestinienne, les nouvelles positions des USA tend progressivement à se détourner des thèses sionistes, les plus extrémistes pour se rapprocher du projet de création d'un Etat arabe moyen.

Mais c'est à l'égard des dictatures "nationales" qui sévissent dans le tiers monde pour le plus grand profit des monopoles US que les changements sont le plus significatif de la nouvelle orientation américaine. Les initiatives les plus nombreux et les plus actives ont été enregistrées dans direction de l'Amérique latine, où plus de 80% des régimes sont des régimes militaires fascistes. On peut citer la décision de l'aider davantage à l'aide militaire au respect des droits de l'homme³ et les réticences apportées, sur cette base, aux vœux en faveur de l'Argentine, de l'Uruguay et de l'Ethiopie.⁴ On peut citer encore les multiples pressions exercées à l'encontre du Brésil⁵, d'Haïti⁶, pour qu'ils assomblent leur système politique. On peut citer également la condamnation, devant des instances internationales, de la junte fasciste chilienne.⁷

Sur ces exemples, on peut constater que les Etats-Unis ont été jusqu'à présent, au-delà des frictions avec leurs alliés réactionnaires, les plus proches pour pourvoir donner une certaine crédibilité à leur nouvelle politique.

C'est du même point de vue qu'il faut considérer les semblants d'autocritiques faits à propos des activités subversives de la CIA dans différents pays du monde, et particulièrement au Chili.⁸ Ces révélations que les ont suivi plus tard n'avaient pas pour but d'en altérer la portée mais plutôt de sauver les formes, une fois l'objectif

¹ En fait, cette unité de contenu s'applique aussi à la politique intérieure. La société américaine - après la guerre d'Indochine, au scandale des Watergate etc. - vit une crise morale et idéologique : les "croisades pour les libertés" déclenchées par le parti démocrate a aussi pour objectif de les ramener sur ce plan sous la conduite de la classe dominante afin d'en jailler des radicalisations de

² Le récent accord sur le canal de Panama, où les USA sont directement impliqués, inscrit dans la même perspective du passage d'un comportement colonialiste à un comportement néo-colonialiste. cf. le Monde du 9 VIII 1977.

3 - cf. le Monde du 15.III.1977, p.47 : "les deux tiers des pays bénéficiaires de l'aide militaire américaine ne respectent pas le droit de l'homme".

4 - cf. le Monde du 26.II.1977, p.3 : "le département d'Etat propose de restreindre les crédits militaires aux pays qui ne respectent pas le droit de l'homme".

5 - cf. le Monde du 13-14.III.1977, p.1 : "Tensions entre Brésil et Washington". Voir aussi le Monde Diplomatique du mai 1977 : "les difficultés du régime militaire brésilien".

6 - cf. le Monde du 4.V.1977, p.2 : "Haïti. En dépit des premières de Washington, M. Duvalier compte demeurer président à vie".

7 - cf. le Monde du 11.III.1977, p.1 : "le Chili condamné à Genève". cf. aussi le "idem 23.VI.1977, p.1 : "les Etats américains et le moral".

8 - cf. le Monde du 25.II.1977, p.1 : "M. Carter et les activités de la CIA".

?
Y jus qui à présent

? Un certain nombre de

?

Y profonde

Y mouvement de contestation.

of

poursuivi atteint.¹⁾

La principale cette visé par ces réaménagements de la stratégie de l'imperialisme US sis à-sis des tiers mondes est constituée, nous, l'avons dit, par les forces bourgeois réformistes de nos pays : ce que veulent V. les Etats-Unis c'est renouveler leur alliance avec elles, c'est les intégrer dans leur système de domination. Derrière l'opération de seduction démocratique, c'est cela précisément qui est recherché. C'est bien sûr au Chili que cet aspect de la politique américaine se manifeste le plus clairement : depuis l'arrivée de Carter aux pouvoirs, Washington développe ses contacts mondialement avec la Démocratie chrétienne de Frei, mais même avec des dirigeants de l'Unité populaire.²⁾ Ainsi, après avoir assassiné Allende, les Américains négocient aujourd'hui avec ses partisans leur retour aux pouvoirs, par-dessus la tête du pinchet !³⁾

La nouvelle ligne "démocratique" de l'imperialisme yankee en direction des tiers mondes est donc en train d'être mise en œuvre avec un relativement esprit de malice et tout semble indiquer qu'elle soit appliquée à prendre encore plus d'ampleur dans les semaines et les mois à venir. La question qui se pose alors est de savoir jusqu'où les choses peuvent aller, dans ce sens. Autrement dit : peut-on sincèrement envisager une libéralisation réelle et durable des régimes réactionnaires d'Afrique, d'Amérique latine et une libéralisation qui s'effectuerait avec l'appui des Etats-Unis et sous leur médiation ?

Il ne faut se faire succomber à l'illusion : la réponse est non. Pour des raisons évidentes.

Historiquement, la démocratie bourgeoise apparaît comme le corollaire du développement du capitalisme national ; la démocratie est la superstructure politique qui vient se greffer sur la base de l'économie capitaliste. Il y a une similitude d'ailleurs, l'imperialisme US a prétendu concilier sa domination avec l'essor du capitalisme national dans le tiers monde. Les faits ont prouvé qu'il ne pouvait tolérer qu'un capitalisme commandé étatique, combiné avec des formes de production archaïques, semi-fiscales. Là où il a échoué au niveau de l'infrastructure, comment peut-il réussir dans la superstructure ? L'imperialisme, c'est les négations de la démocratie. "En politique intérieure tout comme en politique extérieure, l'imperialisme tend à empêcher la démocratie, à instaurer la réaction." (Lénin).⁴⁾

Ce n'est pas par hasard que, dans la quasi-totalité des pays dominés, subsistent des régimes de dictature. Il y a à cela des causes matérielle, objectifs : les

1) cf. Le Monde du 10. IV. 1977, p. 1 : "Washington démontre son représentant à Genève que le rôle des Etats-Unis dans le corps d'Etat chilien."

2) cf. Le Monde du 1. VI. 1977, p. 2 : "M. Carter prend des initiatives à l'intention de l'Amérique latine."

3) Nous verrons plus loin, dans la même perspective, les contacts qui sont en train de se nouer, par-dessus la tête de Bourguiba, avec l'opposition bourgeoisie tunisienne.

4) Oeuvres complètes, tome XXIII, p. 44.

Yoblenir

Y comme Edmundo Olmedo, le chef actuel du parti socialiste chilien ?

Y peut-on envisager une libéralisation réelle et durable des régimes réactionnaires, appuyée par les Etats-Unis ?

Y aujourd'hui

dont l'exploitation de nos peuples par les réactions intérieures et par les monopoles étrangers fait en effet supports un tel poids que la tendance naturelle des puissants est le recours aux moyens de contrainte et de coercition. Aussi, sur le long terme, c'est toujours cette tendance qui finit par l'emporter.

On sait ainsi la contradiction fondamentale de la nouvelle stratégie de l'imperialisme américain : la "démocratisation" s'est imposée à lui - nous, avons tout pour nous - comme la meilleure politique à suivre à l'heure actuelle, mais en même temps ses intérêts les plus essentiels le poussent vers la dictature et l'obscurantisme. Un exemple assez le démontre mieux qu'un long commentaire : "Sous l'impulsion du président James Carter, les Etats-Unis prendraient-ils la tête d'une croisade en faveur des droits de l'homme ? La question n'est pas si simple. Réunis à San-Francisco le 24 avril dernier, les actionnaires de la Bank America, filiale de la Bank of America, la plus grande banque mondiale, ont rejeté par 90% de voix une proposition de résolution qui souhaitait refuser tout prêt aux Chiliens en raison du sort régime brutallement répressif. Si une telle initiative ait pu être prise exprime bien une préoccupation nouvelle dans certains secteurs de l'opinion américaine. En elle ait été écartée par une aussi considérable majorité montre non moins clairement les limites d'une action possible en ce domaine."¹

La politique de "démocratisation" est donc viciée à la base. En dernière analyse, elle s'oppose frontalement aux mutations profondes des intérêts qu'elle veut servir. C'est dire qu'elle ne saurait avoir d'avvenir véritable. Rapidement, elle tournera au tort de ses possibilités et les belles paroles du nouveau président américain apparaîtront pour ce qu'elles sont en réalité : une vaste opération d'ingénierie et mystificatrice. En dépit de tous les efforts qui pourront être déployés, l'imperialisme US sera à nouveau fatallement rejeté vers les alliances de classes les plus réactionnaires, sa domination ne pourra s'exercer que par le fascisme. Les événements qui se sont produits durant les deux dernières années - c'est à dire au moment même où la ligne de la "démocratisation" était en pleine gestation - en Thaïlande, au Pérou, en Argentine, au Koweït, au Bahreïn, au Liban, etc., ne sont pas faits pour contredire ces prévisions.

L'expérience passée et présente des peuples opprimés prouve que les seules véritables alternatives à la domination et à la dictature réside dans les voies de la révolution populaire armée. L'expérience a venir le confirmera. Il n'y a pas d'autre issue, il n'y a pas de troisième voie.

D'un point de vue stratégique, répétons-le, il n'y a donc pas à se faire d'illusions. Les données du problème restent inchangées. Sur un plan conjoncturel toutefois, par contre, il en va autrement. L'orientation W cartes introduit W de nouveaux facteurs, une nouvelle dynamique, dont il faut tenir compte de la façon la plus attentive. Si il est établi que la "démocratisation" connaîtra finalement un fiasco, il n'en reste pas moins qu'elle peut prosoquer sur le moment sur certains horizons de changements. Et de fait l'on assiste à l'heure actuelle à un début d'évolution du comportement politique des classes dominantes. Cette évolution est plus ou moins marquée selon les cas, mais elle est réelle. Il se dessine bel et bien une certaine libéralisation des systèmes de pouvoirs. Dans le pays

¹ - cf. le Rônes Diplomatique de mai 1977 : "Droits de l'homme. les hésitations de l'équipe Carter", par Ph. Labrousse.

où ce phénomène est le plus net, une question d'une grande importance politique immédiate commence à être posée : nous voulons parler de la question du multipartisme. Deux pays - l'Egypte et le Sénégal - semblent particulièrement ici jouir un rôle de laboratoire d'expérimentation pour les stratégies de Washington qui y observent l'application de la "théorie du tripartisme" (un parti de droite, un parti du centre, un parti de gauche). Bref, nous assistons aujourd'hui dans nos pays à une véritable effervescence politique qui succède à un relatif immobilisme. Il s'agit de ne pas se laisser détourner par les événements et pour cela une analyse rigoureuse des faits est indispensable.

Après ce long mais nécessaire détour consacré au contexte international actuel, il faut maintenant revenir avec notre regard sur la situation politique tunisienne. Une chose doit être claire à présent : l'adoption par le Bureau de la ligne politique présentée par Noureddine Ben Ali au comité central de juillet 1976 n'obéit pas qu'à des considérations intérieures et régionales : elle s'inscrit également dans le droit fil des nouvelles recommandations du tuteur yankee. Celà seul devrait suffire à tempérer l'enthousiasme de ces "révolutionnaires" qui ont découvert avec délices que le pouvoir n'était pas aussi réactionnaire qu'ils souhaitaient bien le dire !

) ?

Noureddine Ben Ali. Même les logomachies et idéologiques.

les guinéens aux frontières : il faudra retravailler tous les enchaînements.

Chapitre IV - La nouvelle politique dominante.

I - Bilan de l'ouverture sur le plan social.

Le tableau des conditions locales, nationales et mondiales qui ont déterminé le choix des classes dominantes tunisienne, en faveur d'une politique d'"ouverture" est donc maintenant posé. Depuis le comité central de l'Etat 1976 qui a scandaleusement choisi, une année entière s'est écoulée. Comment la situation a-t-elle évolué? comment peut-on estimer qu'elle évolue dans le prochain avenir? Ce sont ces questions que nous traiterons à partir d'un premier bilan de l'application de la nouvelle orientation de l'intérieur. Nous dressons ce bilan sur trois plans successifs : au plan social d'abord, au plan politique proprement dit ensuite, au plan culturel et idéologique enfin.

Mais auparavant, il faut commencer par parler de la nouvelle répartition de force au niveau du pouvoir.

1 - La nouvelle répartition de force au sein des partis.

Au chapitre deux, nous avons donné la caractérisation de classes suivante aux deux tendances opposées qui s'affrontent à l'intérieur des forces révolutionnaires : nous avons dit que la tactique de la "libéralisation" était le fait de la bourgeoisie compradoro-tandis que celle du durcissement était préconisée par la bourgeoisie bureaucratique. Nous avons personnifié cet affrontement en disant qu'il avait essentiellement mis aux prises Noureddine, le chef de file des compradores, à Sayah, chef de file des bureaucrates.

A présent que l'on voit que la nouvelle politique de l'imperialisme US va elle aussi dans le sens de la "libéralisation" et comme il est depuis par ailleurs que la bourgeoisie bureaucratique, dans sa majorité, est au moins aussi pro-ambitionnée que son rival Y, il devient nécessaire de nuancer ce schéma.

En fait, le conflit au niveau de l'Etat n'a pas opposé les compradores à la bourgeoisie bureaucratique dans son ensemble, mais au contraire au sein d'un parti, à savoir, à ce que l'on pourrait appeler son organigramme où apparaît Sayah comme partie Y et Belkhayet, dans le cadre de ses nouvelles études yézidies, à l'ouverture préconisée par Noureddine. Il s'est donc produit une véritable scission de la bourgeoisie bureaucratique. Des phénomènes semblables peuvent être observés dans plusieurs autres pays du tiers monde.¹

En rapport avec cette nouvelle répartition de force, entre les différentes fractions dominantes ; des alliances et des oppositions inédites se sont nouées. Taha Belkhayet qui était une espèce d'alter ego de Sayah et devient, avec Noureddine, son adversaire le plus acharné à l'intérieur des luttes². Le retour au pouvoir de l'oligarchie ne pouvait pas échapper sans conséquences sur la position des nouveaux dominants (la bourgeoisie bureaucratique dans le pouvoir). Depuis un an, diverses mesures ont été prises qui l'on considère officiellement comme l'œuvre de Sayah, ministre ultime de l'éducation, a été remplacé par Taha Belkhayet, qui s'était toujours distingué avec l'oligarchie sous Ben Ali et a été nommé par Said Khlifi ; Sayah lui-même, enfin, a été au grande poste de directeur des PSL, où ses fonctions considérablement réduites. En juin 1976, une révision des bases politiques décidait de lui enlever les responsabilités de la presse des partis ; de fin mars il est

2 - Chile, Brésil, Iran?

¹ Ces deux sont parmi les plus sauvages divergences d'intérêt existante entre Noureddine et Belkhayet. Si aujour d'heure leur rivalité semble partie au second plan, il n'en va pas de même dans l'autre.

39
département de la jeunesse, soit trois des principaux piliers sur lesquels reposent son exercice¹. Selon certaines indications, il semblerait même que soit envisagé son éloignement par le simple détour à la faveur d'un prochain mouvement dans le corps diplomatique.

La défaite politique du clan des bureaucraties inéduquées s'est répercuté, sur le volet, sur le plan organisationnel : elle s'est accompagnée d'une débâcle de ses positions au sein du pouvoir d'Etat tandis que les compradores, à l'inverse, renforcent considérablement leurs rangs. En dépit de cela, pourtant, la fraction Sayah est bien loin encore d'être démantelée ; elle dispose toujours d'atouts bien moins que négligeables, en particulier l'appareil des partis, la machine administrative et également dans les services de renseignement : certains milieux de la police officielle et de l'armée et surtout les polices parallèles. Dans ces différents secteurs, en effet, Sayah tisse sa toile depuis plus de quinze ans.

Dans ces conditions, et n'en pas douter il sera devoir pour prédire que les luttes intestines entre les deux ailes du Destour se poursuivront sans répit ; les bourgeois bureaucratiques auront certainement les possibilités, dans telle ou telle circonstance, de marquer des points. Le conflit reste donc ouvert. Mais l'avantage global, à l'heure actuelle, va aux tenants de la "libéralisation".

Sur le plan du personnel politique, les modifications du rapport de forces entre les diverses sections des classes dominantes se entraînent - nous y avons fait allusion - l'affacement de certains dirigeants destouriens et leur mise en avant de certains autres. Parmi ces derniers, nous avons Y., jusqu'à présent des deux : Nouira et Belkhalja. Ce sont les plus importants. Mais ils ne sont pas seuls : trois autres hommes, notamment ont vu leur rôle confirmé et leurs attributions étendues : Kebbi ; Nazzal Ngali et l'héritier Kebbi que nous venons de citer et Habib Achour.

Ces cinq hommes forment aujourd'hui l'équipe dirigeante effective des forces réactionnaires tunisiennes. La division des tâches en leur sein s'établit comme suit :

- * Nouira s'occupe de la direction générale de la politique de l'Etat ; il supervise aussi directement les marchés des affaires économiques ;
- * Belkhalja est chargé de conduire dans les pratiques le processus de "démocratisation" ;
- * Achour est le responsable de la politique ouvrière du pouvoir ;
- * le secteur d'intervention de Ngali est la jeunesse, particulièrement le mouvement étudiant ;
- * quant à Kebbi, son domaine spécifique c'est la culture et les intellectuels.²

Quelques indications biographiques sur ces messieurs ne seraient pas sans intérêt.

Nouira. Sa carrière politique débute en 1945 lorsque il adhère au Neo-Destour. Les fonctions qui il occupe jusqu'en 1953.

1953 : tournant dans l'histoire du MLN ; tournant dans la vie de Nouira : le patriote réformiste devient un traitre à la patrie !

1955 - 1956 : avec Bourguiba, contre Ben Youcef

1960 - 1969 : à partir de la place qui il occupe si la tête du système financier tunisien, il multiplie les actions de sabotage à l'encontre de l'expérience réformiste de Ben Salah. Pendant cette même période, de comprador pro-français, il se transforme en pro-US ; c'est plus avantageux financièrement.

En 1969, de concert avec Hammoudi (et avec l'appui de leurs patrons respectifs), il joue un rôle décisif dans le putsch dirigé par Ben Salah.

Rôle essentiel dans l'élimination de Bahi Ladgham. Idem pour Restiri à Restiri I.

Depuis 1970, il est le responsable n°1 de la politique de tractations nationales suivie

Y dam

Y a tout porté

Y dans le cadre de la nouvelle politique d'ouverture.

Y last but not least,

Pour toute la bande, consultez l'encyclopédie arabe.

Hédi Nouira

of "maghreb". 1970 ou 1971.

1 - cf. *Temps Africain*, n° 794 du

2 - En dehors de ces cinq dirigeants - qui ont tous des responsabilités officielles, aussi bien dans le parti que dans l'Etat - , un sixième personnage joue, mais de manière occulte, un grand rôle dans l'application de la nouvelle politique. Il s'agit de Wammes Ben Ammar, l'épouse de Bourguiba. En elle puise exercer une telle influence - alors que rien ne l'y autorise sur le plan institutionnel - indique combien les mesures politiques, de toutes sortes, dévoient éloignées des normes en vigueur dans le pays bourgeois avancé ; combien ces contraires sont encore visées les traditions héritées de l'aristocratie féodale.

En dernière analyse, tout cela est à rapporter aux caractères différents, étiqueté, supposés

- Plus: il a été personnellement derrière toutes les entreprises de bétailier de notre époque:
- * en 1971, avec l'affaire de la cession des terres agricoles aux Italiens;
 - * en 1972, avec la loi d'avril sur les industries exportatrices;
 - * en 1976, avec la loi portant encouragement des organismes financiers et bancaires travaillant avec des non-vincent;
 - * ... la loi sur la double nationalité.

Son credo: "l'indépendance est une notion qui n'a plus de sens".

Sa fortune personnelle.

Conclusion: le type même du traité à la patie, insensible à toute notion d'intérêt national...

Tahar Belkhoja. Représentant typique de la nouvelle bourgeoisie bureaucratique consolidaée après 1956.

Un homme nommé UGET. Une réputation de "dur". Un "fanatique" des USA.
Travail de sape de l'expérience réformiste: chef du cabinet de Ben Salah à partir de 1966.

Après le 5 juin, directeur des les Sûretés. Marchation ouverte contre Ben Salah et Bahi

Bahri. Et leur prospérité.
Révélé à la surface après l'élimination de Ben Salah.

Nouvelle éclipse à la suite de Monastir I.

L'économie de Ben Salah principale sans retour. Déclenchement de Bourguiba.

les liens avec l'Afrique ont été consolidés l'été dernier. Comme par hasard!

C'est un monsieur qui se présente comme un nouveau Suarez.

Habib Achour. À l'origine, militant syndicaliste, mais d'un syndicalisme anti-communiste.
(note sur les trahisons du PCT)

Un grand rôle dans l'adhésion de l'UGTT à la CIST. Ses contacts avec les Américains datent de cette date.

1955-1956: avec Bourguiba contre Ben Youssef. Son rôle dans le fonctionnement des congrès de l'UGTT.

1956: le coup de l'UGTT.

1963, secrétaire général de l'UGTT. Adversaire de Ben Salah.

Vidé comme un malpropre en 1966, il est récupéré en 1970, après l'élimination de Ben Salah.

les rapports avec le syndicalisme US. Vice-président de la CIST depuis 1972.

Travail en direction de l'Afrique et du monde arabe.

Achour et le fric.

Conclusion: le type même du dirigeant ouvrier corrompu, traité à sa classe et à la patrie!

Klibi et Ngabi. Personnage pas aussi marginal que les précédents. Un rôle d'ideologues à la petite semaine. "Théorisation" des notions de "nation tunisienne".

Adhésion sans nuances aux valeurs bourgeois occidentales, nostalgique chez le dernier par un certain nombre de convictions typiquement féodales.

Ngabi et l'Afrique du Sud.

Ils font partie de la clique des inconditionnels.

Magrib? Jeune Afrique?
Dialogue n° 141

Dialogue n° 96 du 5.VII.1976

Unité Populaire n°?

cf. les presse officielles, premiers jours du juillet 1976.

↑ Hedi Nouira.

↓ Tahar Belkhoja

cf. J.A. n° 831, 1976.

↓ Habib Achour

cf. J.A. n° 856, 1977

cf. Magrib n° 54, 1972

↓ Klibi, Ngabi

↑

Tels sont donc les hommes qui ont été chargés par le pouvoir d'entreprendre l'application de la "libéralisation". Quel premier bilan peut-on tirer de leurs actions? Le bilan sera qu'il est à leur avantage.

Nous commencerons par leur politique sociale.

2 - Bilan de l'"ouverture" sur le plan social.

C'est sur le front social que se sont manifestées les premières de la nouvelle politique dominante. Dans les années soixante, durant la période de domination de la bourgeoisie d'Etat réformiste et surtout depuis 1964 (longue de Bièvre du PSD), une véritable époque de plomb avait été imposée au mouvement ouvrier revendicatif; l'UGTT était totalement domestiquée par le pouvoir et les rares conflits du travail qui éclataient dans ces conditions étaient immédiatement bâclés par la force.

A partir de 1970, nous l'avons vu plus haut, cette époque de plomb sera littéralement pulvérisée, la classe ouvrière va s'engager avec vigueur dans l'action ouverte; les conflits succédaient aux conflits sans interruption dans une vague montante. De plus, les vieilles méthodes de répressions sans nuance devraient insuffisantes; il fallait élaborer d'autres, mieux adaptées à la nouvelle situation.

Bien entendu, cela ne se fit pas du jour au lendemain. Avant de parvenir à définir une nouvelle politique sociale, l'action passa par une période de flottement, marquée par des vagues et vives contradictions. La gestation de cette nouvelle politique connaît ainsi, avant d'arriver à son terme, une évolution hachée, confuse, en liaison directe avec le développement des luttes revendicatives des travailleurs.

De ce point de vue, il est possible de dire que ce qui a principalement déterminé le pouvoir à adopter sa politique sociale actuelle — et plus généralement toute sa politique d'"ouverture" — c'est la lutte économique de la classe ouvrière, c'est la lutte de masse.

L'est en 1973 que commencent à se matérialiser les nouvelles stratégies sociales. L'été dernier, là furent en effet signées les premières conventions collectives syndicales et sectorielles. Début 1974, d'autres mesures furent prises : institution des SNTAG, révision et de SNTB, signature de nouvelles conventions, augmentations salariales, etc. Mais c'est lors du 18^e congrès du PSD, tenu à Monastier du 2 au 9 septembre 1974 que cette stratégie allait réellement prendre forme et consistance. Sa "théorie" devait être entreprise dans le rapport lui par le premier ministre et intitulé : "Contrat de progrès pour un nouveau projet de société". Depuis cette date, ce rapport fait figure de document de référence fondamental.

Depuis la publication du texte, différents "observateurs", européens notamment, y relèvent des emprunts à grande échelle aux conceptions défendues par des hommes politiques français, particulièrement Théodore Tissier et Edgar Faure. En fait, comme nous le verrons, les conceptions développées par Nouvelo sont surtout prises aux sources des écoles sociologique et politique américaines (ce qui ne l'empêche pas des nous accuser, nous autres marxistes-léninistes, d'imposer des "idéologies étrangères")!

Il résulte donc le contenu essentiel du "contrat de progrès" à la source de l'ouverture. Il réside dans la reconnaissance de l'existence de divergences, d'intérêts entre les diverses forces sociales — et partant de l'existence de conflits sociaux — et dans leur acceptation. Cette politique, on le remarque nettement, est bien à l'opposé de celle qui était en vigueur dans les années soixante qui voulait ces divergences et s'opposait par la force aux conflits quand ils paraissaient à se manifester. Mais ses objectifs n'en sont pas moins révolutionnaires : ils consistent, tout en admettant les divergences et les conflits, à maintenir les luttes des travailleurs dans un cadre et de limites qui ne remettent pas en cause la domination.

1 - L'organisation patronale, l'U.T.I.C.A. était également corporatisée et ne connaissait qu'une existence formelle.

2 - cette interprétation, qui donne aux masses le rôle moteur, décisif, dans l'évolution de la société, est bien évidemment combattue par la force réactionnaire : "Nous pouvons, sans fausse modestie, nous présenter d'avoir eu l'initiative de changement qui ont,

Y principaux

Y d'abord

Y nous l'avons déjà dit,

Y dialectique directe

Y donc

Tout cela doit être précisé et développé.
cf. A.R.N. et Naghib.

Y diverse

Y / les notions de "contrat de progrès", de "nouvelle société", de "nouveau contrat social" ...

tion de l'Etat et des classes, perdants.

C'est ici qui interviennent les catégories sociologiques et politiques anglo-saxonnes. Le corps social est présenté comme un ensemble de groupes socio-professionnels qui, malgré leurs intérêts différents, peuvent se concerter et collaborer parce qu'ils adhèrent à des valeurs fondamentales communes. Cet état de développement, que nous avons appelé la voie contractualiste, n'a aucune chance de succès si les partenaires sociaux, producteurs ou consommateurs, investisseurs ou travailleurs, n'admettent pas qu'à la base du contrat social de progrès, il y ait une volonté de concertation commune, une volonté d'action commune, le respect d'une règle de conduite acceptée librement et scrupuleusement observée.¹⁾

Il n'y a donc plus ni classes, ni contradictions de classes, ni lutte de classes, ni révolution violente des classes exploitées contre les classes exploiteuses, mais au contraire des "partenaires sociaux" dont les rapports sont de "collaboration", "concertation", "solidarité", "coopération", "cohésion", "complémentarité", "participation", "responsabilité", etc., etc.²⁾

Cette stratégie diffère donc par plusieurs de ses aspects de l'ancienne tout en demeurant fortement anti-révolutionnaire, anti-populaire, anti-ouvrière, anti-marxiste. Nouvel le reconnaît d'ailleurs lui-même : "la notion de partenariat social est une notion fondamentalement anti-marxiste, puisqu'elle est l'alternative que nous offrons à la lutte des classes". Toutefois, au lieu d'être un point pourtant bureaucratique et répressif, elle laisse une plus grande liberté de mouvement aux mécanismes sociaux; elle reconnaît ce que Nouvel appelle le "pluralisme économique et social".

Cela implique des changements notables au niveau des rapports établis entre l'Etat et les diverses organisations syndicales. Durant les précédentes décennies, la place prise par l'Etat dans ces rapports était prépondérante et hégémonique; en face de lui, les organisations syndicales - ouvrières et patronales - ne jouaient qu'un rôle secondaire. Avec les nouvelles orientations, on se trouve à une nouvelle configuration: l'Etat occupe désormais une position davantage en retrait tandis que se développent considérablement les fonctions des syndicats.

L'Etat sur le nouveau rôle des organisations syndicales, et en particulier de l'UBTF que nous devons nous accorder car il est véritablement au cœur de la stratégie d'ouverture dans le domaine social. Nous reconverrons, pour le définir, à une autre citation de Nouvel, tirée cette fois de son rapport au comité central de juillet 1976:

"Invité aux organisations nationales, leur rôle est double ..."

... le rôle suppose au niveau des dirigeants une réelle solidarité ville?

(suite de la note de la page précédente)

me contestablement, modifié profondément les relations du travail depuis l'indépendance", Nouvel, discours devant le IX^e congrès du PSD, septembre 1974. Nouvel Nouvel, vous êtes un fieffé menteur! Tout simplement!

1 - L'Action, 14. IX. 1974.

2 - Tous ces termes sont tirés du rapport de Nouvel.

3 - "En admettant l'existence, la pluralité et la solidarité des partenaires sociaux, la mise en rapport définitivement avec la pratique et la doctrine... du capitalisme italien que notre système a appliquées... au cours des années soixante, plus particulièrement au lendemain du congrès de Bologne." ibid.

Analysons, à la lumière de ces indications, la tâche dévolue à l'UGTT. Elle apparaît en toute clarté comme une tâche de conciliation d'intérêts de classes opposés : l'UGTT doit en même temps servir les travailleurs et leurs ennemis, l'Etat et le patronat. Pour le Dostoum, naturellement, c'est cette dernière fonction qui est capitale. Il avoue cependant, qu'elle ne peut être véritablement remplie que si les dirigeants du syndicat sont relativement représentatifs ; mais ils sont en mesure, en d'autres termes, de contrôler le gros de leurs troupes et de leur faire accepter leur direction et leur politique. Or, pour que cela soit envisageable, pour que l'UGTT n'apparaisse pas aux travailleurs comme une simple structure d'embauchement et d'oppressions, il est nécessaire qu'ils puissent, en son sein et par son intermédiaire, satisfaire certaines de leurs revendications et aspirations.

Dans ce cadre général, l'attitude de la direction et de la bureaucratie syndicale va être de la base et contradiction : elle doit tolérer ce qu'ils expriment au gré, elle doivent même quelquefois le soutenir ; mais elle devient à empêcher cette expression d'aller trop loin, jusqu'à la remise en cause des intérêts globaux des classes dominantes.

Le rôle de l'UGTT, dans la stratégie du "contrat de paix", est donc, en échange de la satisfaction de certains besoins matériels des travailleurs, de veiller à ce que les conflits et les mouvements révolutionnaires se radicalisent pas, qui ils ne débordent pas sur le terrains politique. A cette fin — comme nous l'avons vu au chapitre deux, à propos des grèves — elle doit s'employer à diviser et morceler les luttes ouvrières ; elle doit les neutraliser en les canalisant et en les orientant vers l'économique, en Y vers de formes leninistes et primitives d'économie.

La fonction de l'UGTT, en d'autres termes, est tout en acceptant un relatif activisme social et en le contenant, de maintenir intacte la domination idéologique et politique de la réaction sur la classe ouvrière. C'est une fonction de régulation des conflits, une fonction de régulation sociale au profit des pouvoirs. C'est donc une fonction contre-révolutionnaire.

Mais c'est une fonction contre-révolutionnaire qui a subi quelque changement : dans les années 1960, elle était évidente ; depuis le "contrat de paix", elle est un peu mieux camouflée.

Ainsi, comme on a pu le constater¹, c'est dès 1974 que la nouvelle politique de bourgeoisie de "libéralisation" a commencé officiellement à être appliquée sur le front social. Comment l'UGTT a-t-il rempli le nouveau rôle qui lui a été imposé ? le moins que l'on puisse dire est que cela n'a pas été sans de multiples difficultés pour le pouvoir.

Les résistances essentielles sont venues, bien entendu, de la base ouvrière. Elles se sont principalement par l'intermédiaire de "grèves sauvages" qui ont témoigné de la volonté de larges secteurs de travailleurs de ne pas se laisser enfermer dans le piège du "dialogue" et de la "collaboration".²

Mais il y a aussi les résistances qui se sont manifestées au sein même de, dans dominants. Elles ont été surtout le fait de la bourgeoisie bureaucratique qui, ainsi que nous l'avons montré, propose une autre politique que celle de l'ouverture³.

En dépit de tout cela, toutefois, il faut reconnaître que la bureaucratie syndicale a été en mesure, ces trois dernières années, de maintenir plus ou moins la situation. Elle est parvenue à retarder, en tout cas, le processus de révolutionnarisat de la classe ouvrière qui aurait été autrement bien plus rapide et profond. Il convient néanmoins, cependant, que ses effets sont nécessairement condamnés à l'échec.

Cette nouvelle stratégie sociale de la réaction est en effet virée à la base, elle repose

envers de
Y pour gagner et garder sa confiance
N aussi

Y particulières

Y depuis

Y manifestés

? en mettant en œuvre la nouvelle orientation,

1 - Nouveaux et les grèves sauvages
2 - les résistances des compagnons.



40

sur une contradiction insurmontable : son objectif central et de diriger les travailleurs sur la voie d'un économisme et d'un réformisme au rabais, ou les bascs matériels, économiques, d'une telle politique n'existent pas en Tunisie.

Voyons cela de plus près. Pour pouvoir durablement détourner le prolétariat de ses objectifs de classe et nationaux, pour pouvoir lui imposer durablement une ligne toute univoque de collaboration de classe, il faut être en mesure de le corrompre, de le gagner par des compensations matérielles. Plus exactement, il faut être en mesure de diviser ses rangs, de favoriser l'apparition de certaines couches privilégiées parmi les travailleurs et de les combiner en chiens de garde de l'ordre réactionnaire. Autrement dit, il faut être en mesure d'assurer la constitution d'une aristocratie ouvrière à même de fournir une base de classe au réformisme. Les classes dominantes, les pays dépendants, en sont-elles capables ? Evidemment pas. Seules en sont capables les bourgeoisie de pays impérialistes. Lenin avait déjà expliqué à cette époque : "l'imperialisme, qui signifie le partage du monde (...) et qui procure des profits de monopole illimités à une poignée de pays très riches, où la possibilité économique de corrompre les couches supérieures du prolétariat ; par là même, il alimente l'opportunisme, lui donne corps et le consolide."¹ On voit : "la bourgeoisie d'une grande puissance impérialiste peut, économiquement, soudoyer les couches supérieures de 'ses' ouvriers et suffire à cette fin quelque cent ou deux cent millions de francs par an, sans surprofit".² Il est probablement à peu près d'un milliard.³

La possibilité matérielle de la misère en avance d'une politique de corruption de la classe ouvrière apparaît ainsi directement liée à l'existence d'un surprofit tiré de l'exploitation des peuples opprimés : comment peut-on envisager alors que l'on puisse se développer dans les pays d'où ce surprofit est précisément arraché ?

La révolution tunisienne court véritablement derrière une chimère : elle veut désigner comme modèle pour l'UGTT les syndicats américains ou ouest-allemands sans être capable elle-même de se hisser au rang des bourgeoisie américaine ou ouest-allemande. Dans ces conditions, sa stratégie sociale ne peut être que un pâle caricature des stratégies appliquées dans les pays anglo-saxons,⁴ de la même manière qu'il n'est elle qui va donner l'immuable imitation des bourgeoisie anglo-saxonnes, une ersatz de bourgeoisie, une "bourgeoisie-bourgeoisie".

L'économie que vient encourager la bureaucratie syndicale de l'UGTT ne peut donc qu'il est de deuxième catégorie. On peut s'en rendre compte de deux manières :

* les différents dispositifs et mesures sociales (conventions collectives, augmentations de salaire...) énoncées par le secteur ces dernières années dans le but de donner une certaine crédibilité à ses nouvelles politiques ne sont presque jamais appliquées dans leur intégralité par les employeurs.⁵ Une grande proportion des grèves déclenchées par les travailleurs est d'ailleurs dirigée contre cet état de fait ;

* même si ces dispositifs et mesures étaient appliqués dans tous leurs aspects, on aurait encore bien tort descompte. Nous prendrons ici un exemple, celui du salaire minimum. Les discussions portant sur son élaboration, au début de cette année, entre l'Etat et les "partenaires sociaux", ont abouti à sa fixation à quatre dinars, la commission économique de l'UGTT (qui regroupe des enseignants et des chercheurs syndiqués), à partir d'une étude du coût de la vie, l'avait pour sa part il y a de temps avant, établi à quatre-vingt-dix dinars. Le gouvernement n'a donc même pas accordé la moitié de ce qui est considéré comme le strict nécessaire par la bureaucratie syndicale elle-même.⁶ Ce n'est certainement pas parce que l'on peut prétendre corrompre et acheter les travailleurs !

Nan, il y a encore autre chose. Ils mettent lâches par les secteurs dans le cadre des

Y pourquoi

Y celle même politique

Y pas être opérant parce

1 - L'imperialisme, stade supérieur du capitalisme. Tchiri, 1970, pp. 124-125.

2 - L'imperialisme et la science des sociétés. Oeuvres complètes, t. XXIII, p. 127.

3 - Le dossier publié dans "Dialogue" sur le syndicalisme anglo-saxon.

L

4 - Dans les campagnes - nous parlons des salariés agricoles - c'est encore plus grave : il est rare qu'ils soient appliqués même partiellement.

5 - Ech-Chaab.

41

"contrat de progrès" ayant été encore plus initialement obtenu n'était-il pas option de concertation internationale qui a suivi octobre 1973.

Expliquons-nous. La guerre d'octobre et l'utilisation par le Arabie du pétrole ont eu pour conséquence d'interdire plusieurs pays du tiers monde exportateurs de matières premières à réévaluer leurs prix de vente. Les forces réactionnaires en Tunisie, si elles n'ont pas été à l'origine de cette évolution - elles ont au contraire tout fait pour les contrer¹ - en ont cependant profité.

Ces différentes hausses ont permis à l'Etat de connaître une situation de relative aisance financière tout à fait inhabituelle. Sans elle, sa nouvelle politique aurait été certainement encore plus indigente.

A l'heure actuelle, par contre - nous savons plus longuement comment - l'aisance a cédé la place à la difficulté et à la gêne, et il commence à se produire une espèce de retour en arrière de la part du gouvernement. Le "pacte social" des cinq ans conclu le 19 janvier dernier l'illustre parfaitement. Ses principales dispositions sont les suivantes :

- le salaire minimum de départ
- le principe de l'échelle mobile : ajuster et non pas améliorer
- les dispositions pratiques : même pas ajuster, mais...

La stratégie de l'"ouverture" des classes dominantes dans le domaine social commence donc à toucher à ses limites. Dans ces conditions, il est tout à fait évident que le contrôle qui exerce le patronat et la bureaucratie syndicale sur la base ouvrière va devenir chaque jour plus problématique et qu'il se produira de plus en plus massivement un débordement par le bas des structures officielles. De ce point de vue, le déroulement du XIV^e Congrès de l'UGTT (tenu à Tunis du 24 au 27 mars) est extrêmement révélateur. Malgré toutes les manœuvres et manipulations de Achour et de ses hommes pour en faire un congrès sans surprise, il y eut des voix nombreuses, parmi les délégués, pour rejeter l'accord du 19 janvier 1977. Par ailleurs, il fut distribué le texte d'une pétition signée par une centaine d'adhérents, militants et responsables, qui dénonçait cet accord et accusait l'avoir parqué². A travers ces deux faits, il apparaît clairement qu'il se développe aujourd'hui, à l'intérieur même des structures dominées par les bureaucraties syndicales, un vaste mouvement d'opposition au pouvoir. A terme, les politiques du "contrat de progrès" butera contre cet obstacle-là et s'y bousera les reins. Les illusions ne dureront qu'un temps.

heures d'olive.

V sociale

pétrole : de 7 à 19 f le baril
phosphate : de 8 à 54 f la tonne
(chiffres donnés par Nguibat et la
Presse du 3. VII. 1977).

Répondre tout ce paragraphe en le numérotant.

1. - Bourguiba et la hausse des prix du pétrole

2. - "Nous déclarons que les accords relatifs aux salaires et convention collective signés le 20.1.1977 par le secrétaire général de l'UGTT au nom de notre organisation portent globalement atteinte à nos intérêts matériels et moraux et sont loin de répondre aux revendications de nos structures syndicales." (le texte entier de la pétition a été publié dans plusieurs journaux de l'opposition.)

43

la nouvelle stratégie sociale du pouvoir est donc inévitablement soumise à l'Etat. L'avoir relativement proche le démontre. Mais pour l'instant, il avait moins de peine à ce qu'elles ait déjà éprouvé toutes ces difficultés : l'économie du pays encore, pour quelque temps, a une certaine marge de manœuvre sur les plans économique et financier. Tant que cette marge subsistera, il ne changera pas de politique.

Il faut d'ailleurs faire remarquer ici - et ce sont nos derniers points sur ce sujet - que les bureaucraties syndicales sont trop étroitement dépendantes du maintien de cette politique pour qu'elle s'oppose par la plus vive résistance lorsqu'il aura question de son rejet.

La nouvelle politique à l'horizon dans les armes, sans doute, nous l'avons dit, ne leur laisserait pratiquement aucun place ; au contraire, leur scission ne s'intégrerait entre l'Etat et la main des travailleurs. La ligne du "contrat de progrès" lui a permis l'UFTS à s'imposer comme un élément essentiel, comme un relais indispensable entre les deux forces opposées. Sur cette base, elles se sont, comme les dernières années, vu développlement extrêmement rapide. Progressivement, elles se sont formées d'une fraction prédominante, claire, dominante, solidaire et intégrée à l'appareil bureaucratique général de l'Etat, mais conservant de ses spécificités et de son importance de plus en plus consolidées ses positions au sein du pouvoir. (Le point quatre de la motion de politique générale adoptée par le XIV^e congrès de l'UFTS publie : "Conformément à la place qui occupe l'Union et à son rayonnement, en raison de la gravité de ses responsabilités et de l'importance de son rôle dans le pays aussi bien au passé que dans le présent et à l'avenir, le congrès demande que l'UFTS soit représentée de façon conséquente dans tous les actes de la vie nationale. Cette représentation devra être effective et complète et non pas seulement honorifique et consultative." Souligne par moi.)

En fonction de tout cela, les bureaucraties syndicales constituent aujourd'hui une autre des puissances - une adversaire redouté - dans les luttes de classes qui déchirent le régime. Elle jouera de toutes ses forces dans le sens du maintien et de l'approfondissement de la politique d'ouverture.

Un intérêt de

par contre

Ventale

1 - les rapports qui entretiennent les bureaucraties syndicales avec cet appareil sont contradictoires et矛盾的 d'ailleurs. D'un côté, elle en fait partie ; de l'autre elle lui est violente et hostile. Nous avons cité les conflits qui ont opposé ces derniers temps Achour à Sayyah. On peut dire aussi, dans la même optique, ceux qui ont opposé Achour à Ben Salah en 1964 et 1965. Les bongos syndicaux sont de bousculés, aux bons intérêts, regardant des autres bureaucraties.

2 - le texte intégral de la motion se trouve dans le n° 63 du 23.III.1977 du journal El Ghâeb.

II. Bilan de l'ouverture sur le plan politique. Première phase.

l'"ouverture" sur le plan social a été théorisée dans le "contrat de progrès pour un nouveau projet de société" en 1974. Dans l'esprit de ses auteurs, elle devait leur permettre de faire l'économie d'une "ouverture" similaire sur le plan politique : "[le contrat de progrès] est l'expression d'un pluralisme économique et social qui s'oppose... au pluralisme politique".¹ Mais c'était prendre ses distances avec la réalité et le comité central de juillet 1976 se trouvait dans l'obligation, nous l'avons vu, de définir une tactique de l'ouverture sur le plan politique également.

Un terme d'un peu plus d'une année quel premier bilan peut-on dresser de l'"ouverture" des bourgeoisie au niveau politique?

Si l'on prend les choses schématiquement, cette période aura été marquée par trois phases distinctes. La première phase, qui va de l'été 1976 au milieu du printemps 1977 est celle de la mise en œuvre, timide, inconsciente, de la politique d'"ouverture"; la seconde, par contre, se caractérise par un brutal coup de frein et un rapide retour en arrière. La troisième phase sera d'ailleurs officiellement par le terme d'un nouveau comité central du PSD (juillet 1977).

Nous nous attacherons à décrire les principales périodes qui ont affecté chacune de ces trois phases avant d'en arriver au bilan proprement dit de l'"ouverture" politique et à ses perspectives prévisibles.

La mise en œuvre de l'"ouverture". On peut commencer à l'analyse par trois points suivants : les conditions de détention des prisonniers politiques, l'amnistie, l'attitude face aux revendications des mouvements étudiants, la présence, le pluripartisme et enfin le contact avec l'opposition.

1 - Les conditions de détention. Il faut d'abord souligner que depuis 1968, des centaines de militants détenus ont mené des luttes incessantes pour arracher la reconnaissance du statut de prisonnier politique. Des dizaines de camarades y ont sacrifié leur santé dans des grèves de la faim conduites dans des conditions extrêmement pénibles. A l'heure actuelle ce statut n'a toujours pas été promulgué mais certaines améliorations ont été introduites, si ...

↑ progressivement

↑ précis pour les "périodes".

La troisième phase s'ouvre immédiatement après cette réunion en août 1977. Son déclencheur : l'affrontement Normal-Achou

Première phase. La mise en œuvre de l'ouverture.

↑ question de la

↑ laisser un écart

↓ voir le bulletin du comité de défense.

Balbhoja. Les Presses du 25. XI. 76. p. 4.

↓ laisser un écart.

Dans le domaine des tracasseries policières, si l'égard des militants non détenus, on peut relever une évolution identique : diminution du nombre des assignés à résidence, levée de l'interdiction de quitter le territoire pour certains opposants ou pour leurs familles ; en sens contraire, autorisation du retour pour certains exilés, etc. Bien entendu, toutes ces mesures obéissent à un but politique précis et elles sont sélectives et non pas générales.

2 - L'amnistie. Il s'agit là d'une exigence fondamentale communément rencontrée des groupes de l'opposition tunisienne. Dans la période comprise entre l'été 1976 et le printemps 1977, à plusieurs reprises, le position de l'UO (membre de l'origine de nombreux concordats avec libération immédiate de tous les

1. Normal. L'Action du 14. IX. 1974.

44
personnages politiques. Rien de cela ne s'est produit. Il y eut simplement le 15 octobre, à l'occasion de l'anniversaire de l'évacuation de Sétif, l'échangeement d'une vingtaine de militants - seulement

En guise d'amnistie, cela ressemblait davantage à une masquerade. Le destin en attendait cependant beaucoup : "Par [les libérations] nous avons voulu faire un geste politique qui puisse contribuer à créer une atmosphère favorable à une dialogue entre tous les partis intéressés".¹

3. L'attitude face aux revendications du mouvement étudiant. Le mouvement étudiant est un secteur d'opposition traditionnel au pouvoir ; ses revendications sont essentiellement d'ordre politique. L'attitude de ce dernier à son égard constituait donc un test significatif pour juger sa politique de "démocratisation".

Le problème se posait suivant : jusqu'en 1971, le détournement était bien mal, grâce à la mainmise sur l'appareil de l'UGET, le syndicat étudiant, a contrôler l'Université, en dépit des soulèvements qui la secouaient de plus en plus violemment depuis surtout 1966 ; mais en août 1971, au congrès de Korbous de l'Université, et pour la première fois, les délégués détourniers s'étaient trouvés en minorité. L'UGET menaçait d'échapper de ses mains. Sa réaction fut immédiate. Un coup de force fut monté contre les délégués majoritaires et une direction fantoche désignée par la tête du syndicat. Depuis cette date, et en parallèle à la naissance du Mouvement de Février 1972, la main des étudiants est organisée dans des structures provisoires autonomes et les structures officielles de l'UGET ne regroupent plus qu'une poignée de détourniers sans aucun représentativité ou influence. C'est cette situation qui est au cœur de la crise chronique qui paralyse l'Université tunisienne. Les étudiants se battent pour que leur organisation leur revienne, pour que l'UGET soit indépendante, démocratique et participative. Ils se battent, en d'autres termes, pour avoir la possibilité de s'organiser librement à l'intérieur d'un syndicat de masse révolutionnaire.²

Jusqu'au comité central de juillet 1976, le gouvernement s'était toujours brutallement opposé à cette exigence fondamentale. Le changement de tactique a été produit à la rentrée universitaire 1976-1977. Son porte-parole fut bien entendu Nzali, le nouveau ministre de l'Education. Nous citons deux de ses déclarations. La première, qui paraît le 7 septembre à la une de tous les journaux tunisiens, fut faite à l'occasion d'une réunion des secrétaires généraux des comités de coordination : "Faisant enfin état de revendications de certains étudiants en faveur de la création d'une organisation étudiante indépendante, N. Nzali a déclaré que le gouvernement n'y soit, quant à lui, aucun inconvénient et qu'il est prêt à faire des concessions à cet effet à condition toutefois que ceux qui revendent une telle chose fassent réellement preuve de sérieux et de loyauté".³

La seconde déclaration (interview accordée à "Dialogue", n° 106, du 13.11.1976) est plus explicite. Question de "Dialogue" : "N. le ministre, pour terminer, nous voudrions vous poser la question suivante : lors de la réunion récente des secrétaires généraux des comités de coordination, vous avez parlé de représentation syndicale étudiante. Vous l'avez fait assez succinctement. Pourriez-vous en parler avec plus de

Afrique - Asie ; n° 130 ; p. 19.

[(ou d'autre libération en novembre ?)
] laissé un écart

Y dans les termes

Y d'autorité

Y - à travers la tenue d'un Congrès Extraordinaire

Y du P.S.D.

1. Discours de T. Belkhoja, l'Action du 16.X.1976.

2. cf. notre brochure : "Pour faire face à la crise du mouvement étudiant", novembre 1975.

3. La Presse du 7.11.1976, p. 11.

détail?" Réponse de Mzali : "Parmi les problèmes qui empoisonnent l'Université depuis plusieurs années, surtout depuis le congrès de Korba, figurez-vous celle de la représentativité des étudiants (...) je dirais clairement que je ne m'oppose pas avec quoi les étudiants peuvent être représentés par une organisation étudiante qui défende leurs intérêts moraux et matériels et dont les responsables soient élus démocratiquement. Quelle pourraient être les modalités? Il ne suffit pas de donner des idées générales, quoique cette déclaration elle-même témoigne de l'ouverture et de la séénité du gouvernement qui a toujours exprimé sa volonté de renforcer le dialogue avec les professeurs, les étudiants... C'est donc aux étudiants eux-mêmes de trouver ces modalités à partir de l'UGET actuelle par exemple en formant un comité de préparation du congrès extraordinaire, comité qui puisse représenter les différentes tendances, les différents courants, puisque l'Université est un bouillonnement continu d'idées et cela est normal: lorsqu'on est étudiant, on rêve d'une société nouvelle, on se sent porteur d'un avenir, son avenir, mais aussi celui de la nation. Le comité proposerait des modalités qui satisfassent la masse des étudiants." Question : "Mais, M. le ministre, n'y a-t-il pas là un risque de politisation dans la mesure où les élections étudiantes ont tout au long de ces années donné lieu à des marchandages politiques et à des batailles idéologiques?" Réponse : "Les étudiants ont toujours été politisés il est normal. Ce qui n'est pas normal, c'est la provocation. lorsque, à partir d'une appréciation que l'étudiant fait d'une politique, il tourne le dos au dialogue, blasphème (sic!), rebroke de contre-Saints, cela constitue une déviation. Tout le monde y perd, les étudiants les premiers. Si les étudiants croient devoir critiquer une option économique, sociale ou culturelle du pays, cela est normal, car ils ont le droit d'avoir une vision différente de celle de leurs aînés. Ce qui est inefface et inutile, c'est que, au lieu d'étudier le problème, d'aller au fond des choses, d'avancer des arguments, de formuler des objections pertinentes, ils firent la polémique stérile, voire l'injure. Or, l'injure et le raidissement doctrinal ne sont pas un argument. Je suis persuadé que la majorité des étudiants est saine, mais beaucoup d'étudiants vont pas trouver le moyen de dialoguer et ce n'est pas toujours de leur faute, du reste. Pour conclure, je dirais que si l'on est vrai que les crises sont révélatrices et aussi formatives, il est de l'intérêt de tout le monde que le dialogue reprenne, que les étudiants contribuent à la solution des problèmes pour à l'enseignement supérieur, car il y a de leur avenir et de l'avenir de la nation tunisienne." (les passages soulignés le sont par moi, A.K.)

Cette nouvelle tactique, on le constate, oblit un même type de démarche que celle observée plus haut pour l'UGET sauf que l'on passe ici du plan social à un plan plus politique. C'est une même logique mais qui est posée plus loin. Le but recherché est toujours — au prix d'aménagements devenus nécessaires — de rétablir à l'avantage de la réaction une situation qui lui échappe.

Il pouvant plus assurer sa domination exclusive sur les masses étudiantes, voyant même celles-ci subir, dans leur grande majorité, l'influence des groupes d'opposition et s'étant rendu compte, pratiquement, que l'impression n'y changeait rien, le destin était contraint de faire machine arrière: reconnaissance de l'existence de "différentes tendances" et "différents courants" et acceptation de leur participation à la solution de la crise de l'UGET. Tout cela, évidemment, en prenant un certain nombre de mesures qui permettent de préservé malgré tout son héritage politique et idéologique: Mzali précisait déjà dans les déclarations que nous venons de reproduire qu'il faut "partir de l'UGET actuelle", c'est-à-dire de celle qui est rejetée par les étudiants. Ultérieurement, en octobre et novembre 1976, les choses seront encore plus nettement définies: le comité préparatoire chargé de la convocation des congrès devra être tripartite (un tiers pour les étudiants, deux tiers pour l'administration et un tiers pour les représentants de la base), donc en majorité pro-gouvernemental; c'est lui qui devra surveiller le déroulement des élections; c'est lui qui déterminera le quota des délégués pour chaque établissement; sur l'affichage des bulletins que le congrès devra adopter, etc., etc. bien sûr le voilà n'était laissé au hasard: le pouvoir voulait rester maître de l'opération de

l'immédiateté

En bref, le changement de ligne vis-à-vis des mouvements étudiants se ramène à ceci : devant l'échec d'une politique ouvertement réactionnaire, passage à une politique plus ou moins réformiste de collaboration de classe.

A la rentrée universitaire, un grand tapage fut orchestré autour de cette nouvelle attitude, le gouvernement se voulait animé par l'espoir qu'un terme allait enfin être mis à une agitation étudiante rédimentaire : "la politique mise en œuvre par le nouveau ministre de l'Education nationale ainsi que les perspectives de représentativité des étudiants au sein de l'UGET... permettent sans doute de clarifier la situation au sein de l'Université".¹ Cet espoir allait rapidement être très vite démenti. L'entreprise de récupération du pouvoir allait buter sur un obstacle qu'il avait sous-estimé : l'attachement des étudiants à leurs revendications fondamentales et leur refus de se laisser manœuvrer et empiéter en dépit de toutes les paroles meilleures.

À ses le durcissement général de la politique de l'Etat survenut aux premiers temps 1977, toute la belle construction édifiée par Njali finira par être complètement démolie. Aujourd'hui, la crise à l'Université est plus vive que jamais et elle se pose dans les mêmes termes qu'au paravant.

4- la presse. La presse nationale tunisienne a connu son heure de gloire durant l'époque du combat anti-colonial dont elle était un front de plus déterminé. La mise en place de l'ordre néo-colonial en 1955-1956 allait gravement signifier son sort de mort : le dictateur mettait à profit toutes les occasions qui se présentaient à lui (liquidation du mouvement youssifite en 1955-1956 ; coup de force contre la direction de l'UGTT en 1956-1957 ; répression du coup d'Etat manqué de décembre 1963, etc.) pour la réduire et la démanteler. À partir de 1963, il n'y aura plus qu'un seul organe ² ayant la moindre indépendance par rapport au gouvernement. L'éoufflement de la liberté de presse et d'expression était total.

Depuis 1970, étant donné l'évolution qui connaît les luttes populaires, le cercueil insupportable ne pouvait plus être maintenu tel quel, sans aucun modération. JV fallait l'ôcher du lit, même dans une telle proportion. Des limides mesures de "libéralisation" furent alors décidées. Ainsi par exemple la censure qui s'exerçait sur les rubriques consacrées au cœur des lecteurs - où ceux-ci expriment généralement leurs critiques et doléances - fut-elle atténuée. Une plus grande latitude fut également autorisée concernant les sujets de politique internationale.³ Mais toutes ces petites réformes ne pouvaient faire illusion : de 1970 à 1976 - alors que les aspirations démocratiques se faisaient de plus en plus sûres dans le pays - alors que la composition même des corps des journalistes tunisiens subissait une mutation radicale grâce à l'arrivée d'une nouvelle génération de jeunes universitaires avides de liberté et d'indépendance - la dictature de la mort sur les moyens d'information est restée complète.

Dans ces conditions, la presse officielle ne pouvait être que médiocre et inefficace, ainsi qu'en témoigne la désaffection du public : le nombre actuel de lecteurs de journaux n'est pas supérieur à ce qu'il était dans la première moitié des années cinquante³, alors que la population alphabétisée a peut-être été multipliée par deux !

Finalement la réaction elle-même n'y trouvait plus son compte : ces journaux étaient non seulement peu influents mais ils étaient transformés en une épicope

1- Discours de T. Belkhoja, l'action du 16.X.1976, p.2.

2- Ce sont les journaux non directement rattachés au parti au pouvoir qui tiennent le plus parti de ces nouvelles conditions : As-Sabah, Al-Sada et le Temps qui appartiennent à un bourgeois de Gafsa, youssifite réputé révolté dans les affaires, et Ach-Chaab, organe central de l'UGT.

3- cf. "la presse, le pouvoir et le public en Tunisie", Saïd Ben Hassen; "Tunisie Afrique", n° 867-868, du 19.VIII.1974.

Y manifestement

] laissé un icart

Y ainsi

Y d'information

Y depuis

Y Habib Chikhlouch

comme nous allons le voir, la traduction de la politique d'"ouvert" dans le domaine de la presse, après le comité central du juillet 1976 avait pour objectif de tenter de pallier à cette carence autant qu'elle visait à dévoiler et récupérer les pressions démocratiques de plus en plus fortes qui s'exerçaient dans ce secteur.

Le héritage de la "libéralisation" de la presse fut Tahar Belkhodja. Nous le citerons longuement tellement ses déclarations sont significatives des véritables intentions des forces réactionnaires :

"S'ils, journaux étaient depuis quelques temps des faits divers qui font apparaître une certaine tendance à la violence, cette politique d'information est réfléchie. Elle veut, au lieu de dissimuler la réalité, faire prendre conscience aux citoyens de vrais problèmes de la société tunisienne et les amener à prendre leurs responsabilités en se posant des interrogations. Cette démarche est nécessaire et ne signifie nullement que nous sommes dominés par une sorte d'inquiétude pessimiste. Les problèmes sociaux doivent être simplement analysés comme des problèmes propres à toute société en évolution."

"[...] le qui il faut c'est à tout prix, c'est cet optimisme bête, ces discours redondants qui proclament que tout va bien à longueur de colonnes de journaux, alors que les lames de fond ne sont pas perçues. Les lames de fond qui ont provoqué, nous l'avons vu ailleurs, renous et malaise et qui ont conduit bien des sociétés jusqu'à l'insurrection et l'anarchie".²

"Le ministre de l'Intérieur a souligné la nécessité de mettre au point de nouveaux critères pour le travail journalistique, d'autant plus que notre pays traverse une période décisive de son histoire, qui exige d'accorder au journaliste la liberté totale dans l'analyse des sujets politiques et économiques, sans aucune contrainte".³

"Pourquoi notre presse est-elle incolore, insidieuse et sans caractère?"

"[...] Pourquoi nos journalistes travaillent-ils dans l'anonimat et n'osent pas commenter, analyser et pourquoi pas critiquer?"⁴

"Comment juger un journal? L'important n'est pas le directeur, ou "bon" soit-il, ni les rédacteurs militants (compris en membres du parti), ni même l'orientation rédactionnelle parfaitement conforme aux "directive" du parti. Non! A voir et à se laisser dans cette conception illusoire, voire délibérée, on s'aperçoit un jour - trop tard, hélas! - que l'opinion publique, le citoyen si est pas, n'est plus dans le coup. Ce qui est important, c'est l'impact du journal sur l'opinion.

"Il est temps de donner aux gens de la presse leur liberté d'action. On doit cesser ces coups de téléphone et ces pratiques occultes : demander "soi" discours à la une, demander "quel tel colonisé" pour "soi" déplacement, réclamer un titre "gras comme ça" pour que chacun voie que "on fait quelque chose!"

"[...] tous nos journaux sont, en général des "copies conformes". Ils sont fabriqués avec les mêmes dépêches de l'agence nationale, publiées "brutes", sans altérations ni même commentaires personnalités.

"[...] A propos des dépêches d'agence, les journalistes, qui se garent de les retoucher ont bien raison d'agir ainsi. Ils évitent les reproches ultérieurs..."

"Il y a une croyance qui inonde que toute presse libre ne peut être que destructive, littéralement et obscurante, pour ne pas dire stupide et puéril."

"[...] Je vois là mon extrait du code de déontologie du journalisme ; écoutez et retenez bien que le journaliste n'est pas un fie."]

V - par delà un certain "radicalisme" verbal

] laisser un écart

] laisser un écart

] laisser un écart

¹ - les débats parlementaires portant sur le budget du ministère de l'Information pour l'année 1977 ont mis à nu cette situation d'une manière pour le moins cocasse. La presse aux ordres n'étant pas en mesure d'informer conscienciellement les députés, ces derniers étaient obligés de se rabattre sur la presse chargée. Or celle-ci est régulièrement saisie chaque fois qu'elle rapporte des indications disgrâcieuses pour le régime : comment voulez-vous que nous nous tenions au courant de ce qui se passe dans ce pays, si vous nous plaignez les députés, si nous ne pouvons pas avoir accès aux journaux chargés? ("Jeune Afrique", n° 833, 24.XII.1976, p. 82.)

² - Belkhodja, discours, "La Presse" du 16.I.1977, p. 4.

³ - Belkhodja, réunion avec le bureau de l'Association des journalistes (A.J.T.) ; "Le Temps" du 3.V.1977

[...] Avant de pratiquer le libéralisme avec les autres, commençons par libéraliser nos propres structures du parti depuis le bureau politique jusqu'à la cellule en passant par les comités de coordination. Et libéralisons la presse!¹

les déclarations de Tahar Belkhoja que nous avons abondamment reproduites, donnent un aperçu de la "démocratisation" de l'information au niveau des mots. Sur ce plan, on le voit, les choses ont été assez bonnes. Mais qu'en a-t-il été au niveau des faits ? Force est de reconnaître qu'il n'y a pas eu, sur ce plan - qui est le seul déterminant - de grands changements. Pour ce qui est de la presse du PSL, en particulier ("Al Amal", "l'Action", "la Presse", "Dialogue ..."), aucune évolution concrète ne sera enregistrée. Omar S'Habou, directeur fondateur de l'hebdomadaire "Dialogue" a même dû² démissionner en novembre 1976 pour avoir tenté de mettre en pratique les consignes de la "libéralisation"³.

Pour le reste de la presse officielle, il faut répondre à introduire quelques nuances. La presse "indépendante" (essentiellement les trois publications déjà citées du groupe Cheikhrouhou) a essayé de profiter de la nouvelle conjoncture et de se montrer plus audacieuse⁴ que par le passé. En fait, cela n'était pas exempt de considérations purement mercantiles. Expliquons-nous. Cheikhrouhou ne reçoit pas de subventions de l'Etat. Ses bénéfices sont donc directement liés à son offre de vente. Or il s'avère que la meilleure manière d'augmenter celui-ci est d'adopter une attitude critique à l'égard du pouvoir. Ses intérêts le portent donc à se démarquer de plus en plus de ce dernier tout en veillant à ne pas dépasser un certain seuil au-delà duquel une apostolie deviendrait inévitable qui mettrait à mal son... porte feuilles.

Les deux contraintes opposées expliquent le cours haché suivu par les publications de Dar Al Sabah depuis l'été 1976 : une tendance de plus en plus nette à la contestation interrompue de temps à autre par un bref coup de frein.⁴

Une évolution identique caractérise depuis lors, même si "Alh-Chaab", l'organe central de l'UGTT, la "radicalisation" y est même poussée plus loin. Elle s'explique par les préoccupations de la bureaucratie syndicale signalées plus haut : d'une part donner des gages à une base ouvrière de plus en plus décisive et d'autre part renforcer la position de la fraction libérale par rapport aux autres fractions dans l'Etat. Publié sous forme de nouvelle série depuis Ach. Cheab est aujourd'hui l'hebdomadaire le plus lu en Tunisie avec un tirage de ...

Tel est schématiquement le bilan que l'on peut établir de la politique de "libéralisation" de la presse durant les derniers mois de 1976 et les premiers mois de 1977. Il manque toutefois à ce tableau pour être complet un second état relatif à l'"ouverture" en direction de l'opposition bourgeois réformiste. La "démocratisation" de la presse ne pourrait en effet être un tant soit peu crédible qui se cette dernière pouvait disposer d'un journal légal reconnu. L'"ouverture" sur ce plan ne dépasse pas le stade des promesses vaines si telles ayant été prononcées.

Les promesses furent faites uniquement au groupe d'Ahmed Bestihi, les premières datant de l'été 1976.

¹ - Belkhoja, réunion de la cellule de la presse ; "la Presse" du 4.V.1977.

² - "La Presse" est propriété du gouvernement depuis l'affaire Smadja en 1967. (voir "Perspectives Tunisannes" n° de ...)

³ - Il en tient - ce n'était pas trop tard ! - les conclusions suivantes : "Notre expérience à la tête de Dialogue m'a convaincu d'une vérité : le pluralisme d'opinion ne peut pas exister au sein du PSL actuellement." (Le Monde" du 18.12.1977, p. 5)

⁴ - cette contradiction a été au grand jour pour la première fois en septembre 1976.

5. Parti unique et pluripartisme. La liberté d'organisation constitue la revendication même au sein de toute l'opposition : c'est donc fondamentalement par rapport à cette question que l'on doit évaluer la politique d'ouverture.

Durant la phase initiale - été 1976 / printemps 1977 - à laquelle nous nous limitons pour le moment, on pouvait observer un relatif affaiblissement des positions Pdy surtout en la matière. Aux anciennes conceptions faisant du parti unique une organisation fermée et monolithique se greffent des conceptions nouvelles le présentant comme une espèce de front, de rassemblement regroupant différents courants et donc ouvert à qui voudrait bien le rejoindre. "Le parti est un rassemblement de toutes les forces vives de la nation et personnes n'a le droit de le monopoliser. Ouvriers, travailleurs, commerçants, médecins, fonctionnaires, tous se retrouvent en son sein ; tous les courants d'opinion peuvent s'y exprimer. Soit s'affirmer, mais l'orientation retenue par tous constitue une plate-forme pour tous."¹

Il ne serait pas entier de multiplier partis mais ce ne serait plus tout à fait le système du parti unique : "la Tunisie est le seul pays (sic !) où le régime du parti unique n'est pas institutionnel. Il s'agit là d'un pari. D'autres pays ont opté soit pour un régime totalitaire, soit pour un régime de parti unique protégé par la constitution. Nous avons choisi, quant à nous, la voie la plus difficile..."² "le régime politique qui est le moins sévère entre le système ni-

] laisser un espace

Y traditionnelles

Y déjà

1'- Belkhoja ; "La Presse" du 16.1.1977, p.4.

2'- Belkhoja ; "L'Action" du 16.X.1976, p.2

50

gide du parti unique inscrit dans les constitutions de certains pays et la démocratie non contrôlée de style occidental".¹

Dans cette optique, les courants et les tendances — dont ceux de l'opposition, ou du moins d'une partie d'entre elles — sont reconnus et acceptés mais le seul champ d'action légal qui leur est permis reste le parti au pouvoir. Pour réduire ceux que cela énervait, des gages sont même donnés à propos du fonctionnement démocratique interne. Nous avons déjà cité les déclarations de Belkhoja sur la nécessité de liberaliser les structures "depuis le bureau politique jusqu'aux cellules"; on peut encore relever cette autre déclaration qu'il fait dans le même sens : "les candidats aux prochaines élections législatives et municipales seront plus nombreux".²

Les différentes proclamations maintiennent donc le principe du parti unique tout en l'assouplissant. Cet assouplissement se manifeste également d'une seconde manière : le parti unique est présenté comme un mal nécessaire aujourd'hui — l'avenir étant au multipartisme : "Nous croyons, et nous ne sommes pas les seuls, que notre peuple est encore sous l'emprise du sous-développement sous tous ses aspects sociaux, matériels, intellectuels, et technologiques. Aujourd'hui, si nous nous réservions à cette situation, il est tenu de consacrer nos possibilités à la réalisation de cet objectif. Une fois que nous aurions triomphé du sous-développement, nous pourrions alors faire notre autonomie. L'est d'autant plus que nous nous préoccupons volontiers des conflits sociaux et idéologiques, alors que certains considèrent que le pluralisme est une condition indispensable de la démocratie".³ L'est-t-il, en effet, une théorie inspirée de l'Occident. Il reste à savoir si l'Occident a tiré profit de cette théorie ? En réalité, l'Occident a entrepris de s'écartier peu à peu de cette pluralité, les rassemblements étant devenus le phénomène politique le plus important.

[...] de toute manière, c'est là la règle que nous nous sommes imposés, une règle qui, comme toutes les règles humaines, n'est pas infaillible. Toutefois, nous la considérons, à l'heure actuelle, comme la seule susceptible de nous mener à l'objectif du développement, aux mondes fins politiques et sociaux".⁴

Rougi Kotti — ministre de la Santé, un des représentants de la bourgeoisie bureaucratique ralliée à Tahar Belkhoja — a été encore plus loin dans cette direction, à l'occasion d'une interview accordée à "Biologique".⁴ La question posée était la suivante : "le 3 juin se dérouleront aux Narœs des élections législatives auxquelles participeront toutes les formations politiques du pays. Plusieurs observateurs s'intéressent de près à cette expérience de démocratisation, d'autant plus que, dans d'autres pays africains tels que l'Egypte et le Sénégal l'on a opté pour le multipartisme. Que pensez-vous de tout cela ?" Réponse : "Chaque pays a son sens et des caractéristiques propres et des conditions spécifiques qui lui permettent d'opter pour tel ou tel régime politique. En la matière, il ne peut exister une solution valable en tout temps et en tout lieu; l'enjeu est de tenir compte de l'évolution socio-économique et de créer des institutions adéquates, et efficaces. En ce qui concerne la Tunisie, le parti socialiste de l'ouïen et son véritable rassemblement réunissent toutes les catégories sociales de la nation dans un cadre de dialogue continu et de concertation permanente. Vers ce rassemblement convergent les différents partenaires sociaux autour d'un idéal commun : hier c'était la lutte contre la colonisation, aujourd'hui, c'est la lutte contre le sous-développement. C'est donc à ce même rassemblement qu'il incombe de réaliser le décollage économique du pays. Nous devons par conséquent unir nos efforts et consolider l'union nationale. Cependant, nous ne devons, par avoir une vision fixée des institutions, et les dynamiques de notre mouvement pourraient, avec l'évolution

Y sont

Y du P.S.D.

1 - Belkhoja ; "La Presse" du 25. XI. 1976, p. 4.

2 - Belkhoja ; "Le Temps" du 7. IV. 1977, p. 3.

3 - Nouira ; "La Presse" du 5. I. 1977, pp. 1 et 4.

4 - Le m. 143 du 30. V. 1977 ; p. 29.

économique et sociale du pays, appeler à une évolution de nos structures actuelles". (C'est moi qui souligne, A.R.K.)

Le moins que l'on puisse dire de ces propos est qu'ils laissaient le parti ouvert face au processus devant conduire à la pluralité des partis. Mais il y a bien des paroles aux actes !

6- les contacts avec l'opposition. L'ensemble des concessions politiques qui viennent d'être évoquées dans les points précédents - et qui sont toutes, en dernier resort, beaucoup plus apparentes que réelles - doivent être considérées comme autant de gages accordés par le régime pour tenter de diminuer la crise politique dans le pays, comme autant de gages en direction de l'opposition. Elles ont constitué, en d'autres termes, à partir duquel des contacts ont été noués avec cette dernière.

Les contacts ont été établis - de façon ouverte ou "clandestine" - avec la majorité des groupes d'opposition, à l'exception des groupes authentiquement révolutionnaires : ceux-là n'étaient pas disposés à se laisser astreints. Pour des raisons de classe évidentes, ils n'ont pas été menés de manière uniforme mais ont obéi à un ordre de priorité déterminé : pour les réactions, le "libéralisme" avant le "bougeois", l'opposition bourgeoisée dans son ensemble ayant les réformistes petits-bourgeois et les courants droitiers infiltrés à l'intérieur du mouvement révolutionnaire.

Le but principal de ces contacts était à faire sortir le pouvoir de son isolement, à étendre sa base sociale et politique : l'objectif poursuivi par le RSTB était - en échange de la promesse d'introduire des modifications mineures dans son programme économique et dans son comportement politique - le retour au pouvoir des représentants des fractions bourgeoisées qui en avaient été exclues.

de manière à restaurer l'unité des classes possédantes. Dans le même temps, cette restauration devait sauver le soutien de l'opposition réformiste petit-bourgeoise et des courants droitiers dans le camp marxiste. L'unité de celle-ci ne pouvant être isolée et neutralisée au maximum, le front révolutionnaire, inévitabil

* les contacts avec l'opposition bourgeoisée. Ils ont concerné essentiellement Nasraoui, Attia et le groupe des "libéraux" et enfin Ben Salah et le NUP¹. Deux hommes y ont joué un rôle spécialement actif du côté des destours : ce sont Tahar Belkhoja et Habib Achour, le premier bénéficiant en surplus d'accointances de type régionaliste avec Nasraoui et Brahim Tabbal, originaire comme lui de Nadiwa². Il faut ajouter que les contacts ont eu lieu soit à l'intérieur du pays (pour les "métivistes" par exemple dont l'état-major se trouve à Tunis), soit à l'étranger - Alger, Tripoli, certaines capitales européennes - pour les groupes dont les dirigeants sont en exil. Les voyages très fréquents de Belkhoja et Achour en Algérie et en Libye ont servi de couverture officielle à ces contacts.

les contacts avec le groupe de Neftali. C'est avec lui que les rencontres semblaient alors être les plus nombreuses et les plus "fructueuses". Elles se sont déroulées à plusieurs reprises au grand jour et Bourguiba allait lui-même les convaincre en accordant une audience à l'un de leurs porte-parole : "le président l'a reçu le 5 mars, pour la première fois depuis quatre ans, un membre de l'opposition social-démocrate, M. Béji Caïd Essebsi, ancien ministre de la Défense et ancien ambassadeur à Paris. L'entretien qui a duré une heure a été jugé cordial et très utile"³

les "égards" indiquent que le pouvoir considérait ce groupe comme son protagoniste privilégié au niveau de l'opposition. En dépit des difficultés de tous genres, - nous avions écrit que ce fut à la demande de justification de journaux - il lui permit de développer une activité légale dans certaines limites. Le 12 avril 1977, les "métivistes" lancèrent ainsi un "Appel pour une conférence nationale sur la liberté publique" et annoncèrent la constitution d'un comité chargé de ses préparations et de l'

? le support

? bien entendu

? ou "socialo-démocratique" présent
? ceux-ci avant les

? d'une façon directe ou indirecte)

Vençore

? particulièrement.

] donner les références.
] laisser un écrit.

? Bourguiba

? sur convolution

1- Personnellement, nous n'avons pas eu connaissance de contacts avec Bahi Ladgham mais il est quasiment certain qu'il y en eut.

2- L'existence de tels rapports illustre bien le rôle subordonné du développement du capitalisme en Tunisie et le maintien de structures précapitalistes que nous avions déjà mentionné.

3- "Tunisie Officielle" n° 845, du 18. IV. 1977, p. 70.

le 10 juin. le 27 avril, Hafid Ben Amorat, le numéro deux du groupe, étoit autorisé à se rendre en Europe et aux Etats-Unis où la tâche d'une délégation pour y entreprendre des contacts politiques à cette fin. le 2 mai, le ministre de l'intérieur annonçait la reconnaissance de la "ligue tunisienne des droits de l'homme" où les amis d'Ahmed Destri étaient majoritaires. le 10 juin enfin, la conférence sur les libertés se réunissait, en présence de la presse nationale - qui cependant ne rendit pas compte de l'avancée - et il y fut proclamé la création d'un "Conseil national de défense des libertés publiques" dirigé par un bureau de neuf membres.

Le courant "militaire" que, depuis la fin 1971, date de son exclusion des pouvoirs, n'avait pour toute activité que de diffuser, une ou deux fois l'an, d'assez pittoresques ou d'une déclaration et partout de cette manière à se doter de structures politiques et organisationnelles propres, sans être celles d'un parti, peuvent néanmoins en constituer l'embryon. Bien entendu, les partisans de l'ouverture¹ à l'intérieur des forces n'intendaient certainement pas aller aussi loin mais il est indéniable qu'ils ont cherché à poser les "libéraux" en interlocuteurs valables pour le besoin de leurs politiques.

Dans cette optique, le fait le plus significatif a été accompli à l'occasion de la dernière crise avec la Libye. Comme cela a été indiqué plus haut, Ben Ali avait alors fait une proclamation des soutiens aux régions que toute la presse officielle avait rapporté en indiquant explicitement qu'elle enseignait des "groupes des socialistes-démocrates". C'était la première fois - il n'y en eut pas d'autre depuis - qu'une telle reconnaissance publique était accordée à un courant d'opposition. Lue cela se soit fait à la suite d'une prise de position patriotique dans les formes mais anti-nationales quant au fond, on y vit bien sûr pas d'étrangers.

Les contacts avec Mohamed Nasrondi. Ils n'ont visiblement pas recouvré l'ampleur des précédents, mais leur particularité de n'avoir été pratiquement jamais interrompus depuis son élimation en 1974, à la suite de l'assassinat de ses frères tuniso-libyens. Ceci tout au moins pour ce qui concerne Tahar Belkhoja. Un petit exemple pour s'en convaincre.

V contacts
V ont

]} l'épisode d'El Nakawas de Nohdiya.
Afrique - Libye ? (art. de Khimaï.)

note !

Pour ce qui est de la période qui nous intéresse ici (été 1976 - printemps 1977), deux événements ont mis en évidence l'existence des contacts avec Nasrondi. Le premier va en pour cadre le parlement. En mai et en juin 1976, en effet, certains députés [ont] essayé, en commission, de relancer le projet de referendum concernant l'unité tuniso-libyenne.² Des défenseurs du ministre déchu n'étaient alors manifestés.

Le second événement en pour scène le XV^e congrès de l'UGTT. Les choses furent encore plus claires puisque un télégramme adressé par Nasrondi aux communistes y fut lu. Les liens entre Action et Nasrondi étaient ainsi dévoilés au grand jour. Le texte du télégramme mérité d'être reproduit car il annonçait des développements qui se produiront ultérieurement et que nous aborderons plus loin. Le télégramme est ainsi

1 - "Afrique - Libye"; n°

2 - "Jeune Afrique"; n° 805, du 11.VI.1976, p. 33.

appel aux congénitaires : " Pour le salut de la Tunisie d'aujourd'hui et de demain, pour le renouveau arabo-musulman, prenez votre place autour des présidents Bourguiba et de Habib Bourguiba, toutes les bonnes volontés offrant d'entreprendre la nécessaire concertation des Tunisiens avec eux-mêmes et avec leurs voisins".¹

les contacts avec Ben Salah. Comme nous avons écrit, ceux-ci se sont déroulés dans le secret le plus strict et n'ont connu aucune publicité. C'est probablement d'ailleurs le 1948 qui a engagé cette réunion pour des raisons politiques bien évidentes. Il convient que, dans un premier temps, les contacts aient été uniquement indirects, b. algériens et b. libyens faisant office d'intermédiaires. (Ben Salah, dans un précédent accordé à l'Algérie, - en juillet 1977 - avait souligné l'importance des contacts et a intitulé contre ceux qui affirment leur réalité. Dans la deuxième partie de l'ouvrage, nous nous sommes longuement occupé de cette question et nous démontrions alors par dépitement : le "programme en cinq points" qu'il a fait établir par son mouvement Y en favorisant le maintien des pléniers de ses membres - n'est rien d'autre qu'un collectif théorique, sans fond, ni de politique ni d'"ouverture" des deux.)

les contacts avec les groupes réformistes petits-bourgeois et les courants droitiers. A l'exception des groupes réformistes, dont le souci d'être reconnus passe avant toute autre considération, les contacts avec ces différents groupes et courants ont été menés de façon "clandestine" et ponctuelle pour les mêmes raisons que celles que l'on vient de dire. Il va de soi que pour ce qui est de cette dernière catégorie de groupes d'opposition, le but n'était pas représenté par ses "deux" mais uniquement par des sous-groupes. (Nous étudierons ultérieurement les conséquences politiques - en premier lieu au niveau du mouvement marxiste tunisien - de ces tractations de bas étage. Nous aurons alors à nous interroger sur les significations réelles de certaines "théories" aujourd'hui à la mode, comme celle par exemple qui affirme la caractère démagogique et patologique du régime révolutionnaire.)

Durant cette première phase de l'application de la nouvelle orientation définie par le comité central du PSD de juillet 1976, au prix de concessions somme toute très mineures, les forces réactionnaires dirigées par le couple Bourguiba-Bellahjia sont donc passées à l'offensive de manière inattendue sur le plan de leurs relations avec plusieurs acteurs de l'opposition. Son avantage réside dans le caractère politique subtil avec lequel, fait à dire, non pas Yde fait d'une habileté manuelle qui elles ne possèdent pas qu'à cause de l'insistance idéologique de leurs dirigeants elles voient la situation évoluer à échelle dans le sens qu'elles désiraient.

Malgré cette évolution favorable, pourtant, au rang du front national une donnée à la politique d'"ouverture" au bout de quelques mois, au printemps 1977, alors que le processus visant à répondre aux réclamations des réformistes était encore manifestement loin d'être arrivé à terme. Une nouvelle réunion des comités centraux des deux partis communistes en juillet pour entamer le retour en arrière

Y le dit :

X

a) les raisons du recul. Elles nous semblent avoir principalement deux origines de décalage, d'inadéquation entre le comportement de force politique révolutionnaire et réformiste et la réalité des appartenements sociaux dans qu'ils se développaient au même moment. Tardis que le bilan et les difficultés mènent des

1° "Jeux Officiels"; n° 848 du 8.11.1937, p. 25.

2° Inconsistance déterminée par la nature de leur base de classe et pas les faiblesses de leurs attaches de masse.

54

l'opposition réformiste et opportuniste se disparaissent à leurs jeux politiques, en effet, la lutte des classes dans le pays connaît — en liaison avec une rapide dégradation de la situation économique — une brusque aggravation. Et c'est cette nouvelle dégradation du climat économique et social qui explique les volte-face politiques du pouvoir.

Nous ne savons pas que le gouvernement a été totalement surpris par la crise économique qui s'est abattue sur le pays dès les premières semaines de 1977.¹ Il est certain qu'il les sentait venir : n'est-ce pas son œuvre ? Il avait même pris vers la fin de l'année 1976 certaines dispositions pour tenté, soit-disant, d'y faire face. Ainsi par exemple la loi des finances votée en décembre qui accorde différentes mesures pour améliorer le recouvrement des ressources fiscales, non seulement par rapport aux salaires mais également par rapport aux revenus des détenteurs de capitaux et qui était censé renforcer les capacités d'intervention de l'Etat dans la sphère de la production. Le gouvernement s'attendait donc à un retourissement de conjoncture. Mais la crise, quand elle s'est Y, a dépassé en ampleur ses prévisions les plus pessimistes. Et il s'est retrouvé malgré ces diverses mesures dont les bases matérielles commençaient à faire défaut. Un changement de cap devait, dans ces conditions, inévitable.

Cet changement s'effectuerait par les pressions directes des classes dont il est le représentant. À partir des structures corporatistes (l'UTICA) et politiques (les organisations locales et régionales du PSD) où ils sont regroupés, les compradores et les gros possédants imposeraient effectivement au pouvoir qu'il introduise des Y sur les plans économique, social et politique. Ils exigent de lui :

- qu'il revienne sur les nouvelles dispositions fiscales qui les gênent ;
- qu'il change d'avantage son attitude sur le front social de manière à faire supporter Y par les travailleurs le poids de la crise ;
- et Y mette un frein à l'"ouverture" politique en direction de l'opposition.

Souvenez d'obtempérer, le gouvernement a écouté. Les premières révélations eurent lieu dans les domaines économique et social. Nous les annonçons le 18 mars — c'est à dire à la veille de la tenue du XIV^e congrès de l'UTICA, ce qui n'était pas hasard ! — devant un groupe d'hommes d'affaires et de responsables d'entreprises bancaires.² Ceux-ci ont présent noté et... exigeront de nouvelles concessions, aux niveaux fiscal et financier notamment. Bourguiba convocait alors le premier ministre et le pressait de leur donner satisfaction,³ le qui fut fait. Après avoir rencontré tous leurs deux le 4 avril Bourguiba, les dirigeants de l'UTICA⁴ pouvaient dès lors estimer avoir été entendus. Un communiqué officiel fut même diffusé le 7 avril pour saluer l'événement. Son titre est eloquent : "UTICA. Un encouragement du chef de l'Etat et du premier ministre ont dissipé l'inquiétude et la confusion."⁵

Les congés des cellules distordues — qui se déroulèrent sur trois mois : mars, avril et mai 1977 — allaient amener le pouvoir à concéder de nouveaux droits qui engloberont cette fois le domaine politique.⁶ Sous les poussées forcées de troupes encore plus bonnes, encore plus redoutables Y que leur état-major — le compradores ou le gros apparient de la basse ne peut pas occire, lui, sa une vision d'ensemble des intérêts des classes dominantes et de la meilleure méthode de les servir — la politique d'"ouverture" en direction de l'opposition réformiste sera tout bonnement jetée au vent.

Le destin pouvait dorénavant lâcher la bride à ses penchants Y un instant suffisant !

1. Nous consacrerons un développement à cette crise dans le chapitre suivant.

2. cf. "La Presse" des 20 et 22. IV. 1977.

3. « Le président Bourguiba, au programme H. Hedi Nouira, s'est intéressé à la mise en œuvre des Y plantes en recommandant les compléments nécessaires pour que les investisseurs ne trouvent pas, du point de vue de la procédure (sic !) une grande gêne dans la réalisation de leurs projets ». "La Presse" du 31. III. 1977

4. L'entrevue n'avait pas été rapportée au moment par les presse

Y moment
Y produite

Y qu'il est intéressant de relever, c'est que le
Y modifications à sa ligne de conduite

Y intégralement
Y confirme qu'il

Y qui il avait invité à cette fin.

Y si possible

Y naturels

5. cf. "le Temps" du 9. IV. 1977.

6. Voici par exemple "la Presse" du 26. III. 1977 (congrès de la cellule de "la Place des leaders"); "le Temps" du 11. V. (cellule de Bab Souika); "la Presse" du 14. V. (cellule de Sfax); "l'Action" du 14. V. (cellule de Sidi El-Abidine) ...

b) De l'«ouverture» à la confrontation. Nous nous suffissons de trois exemples pour illustrer le retour aux méthodes répressives habituelles.

* les attaques contre l'opposition bourgeoisie réformiste. les coups les plus rudes ici ont été portés contre le NUP. Vers la mi-mars, la police démantelait l'organisation intérieure du «benwalliste»; à la fin du mois, le cour de sûreté de l'Etat se saisissait de l'affaire.¹ Simultanément, une large campagne de propagande était mise en branle par l'intermédiaire des mass-medias.

les «mestiristes», pendant ce temps, n'étaient pas inquiétés. Mais leur bonheur n'allait pas tarder à arriver. les attaques initiales venaient des «digues» de Sayah.² Mais elles n'étaient pas de grande portée car il était manifeste qu'elles n'engageaient pas le régime dans sa totalité. la rupture se produisit le 1^{er} juillet lorsque Nouria prononça une violente diatribe contre les «pseudo-intellectuels» et autres soi-disant cadres [signataires de] «pétitions» (allusion à l'appel sur les libertés publiques qui avait été signé par 183 intellectuels et cadres) qui «nous avions, sur plus d'une fois, se trompé en politique».³

Nestri en appela immédiatement à Bourguiba. Celui-ci déclarait le lendemain: «les prétendus «sociaux-démocrates» et autres importuns prirent dans le désert»⁴ Nestri

Sur cette note, la page du «dialogue» entre le Destour et l'opposition bourgeoisie se trouvait tournée.

* les brimades contre la presse «indépendante».

Sur ce sujet également, le rappel à l'ordre fint de Nouria. Citant une conférence des gouverneurs de régions, il déclara en ces termes: "... certaines revues retiennent de d'interminables sans fin. Cela relève d'une mentalité que nous ne pouvons que déplorer. On se demande alors comment avec ses cabalistes Nessimines a mis en dessous Hannibal. (sic!) Nous détruisons non moins nos propres forces, soit directement, soit en jetant le trouble dans les esprits. C'est là notre climat. (sic!) les hommes prennent à la tâche et voici qu'un mot vient perturber l'atmosphère. Ce sont là des réalités œuvres.⁵

les lamentations, débitées avec une emphase passablement burlesque, ne resteront pas sans suites pratiques. Des consignes furent ainsi par exemple données au ministère des Postes pour saboter l'acheminement des publications de Dar Enabals. («Le Temps» du 18.VII.1977 a publié la photocopie d'une lettre d'un chef d'entreprise demandant l'annulation de son abonnement parce que le journal "ne nous sert plus qu'à être Y

* la mascarade du congrès de Bizerte de l'UBET.

Nous avons noté précédemment selon quels procédés «démocratiques» (reconnaissance de différents courants, etc.), Nzali entendait en septembre 1976 assurer la «vie» de l'organisation étudiantine. la «sérénité» et l'«ouverture» dont il creditait alors le gouvernement n'ont cependant pas fait long feu.

En avril 1977, un «congrès extraordinaire fastoche» est organisé. Seul y participent des délégués destouriens. Prévus pour durer du jeudi 7 au vendredi 9, les travaux se prolongent jusqu'au lundi 11. les raisons: les affrontements entre les protégés de Sayah et les partisans de Belkhejat... «Ibn Thâabit», seul de toutes les presse officielle, rendit compte de ces disputes avec une ironie non dissimulée.

1 - le procès s'est ouvert le 13 juin; il durera plus d'un mois. Nous aurons l'occasion d'y revenir.

2 - cf. l'editorial de «L'Action» du 5.V.1977 où Sayah accuse Nestri de s'être allié «aux communistes, aux benzallistes et gauchistes de tout bord».

3 - «La Presse» du 28.VII.1977

4 - «La Presse» du 3.VIII.1977.

5 - «La Presse» du 23.IV.1977.

Y vérité!

Y et ses amis se le tinrent pour dit.

Y de longs retards, et très souvent même, il n'arrive pas à destination.)

musée. Titre de l'article : "... Finalement, la crise est-elle résorbée ?"

56

Avec ces trois exemples, le corps de garde du pouvoir en faveur du retour à une politique de force est manifeste. Mais il appartient aussi au comité central du PSD du juillet 1977 d'apporter les sanctions décisives à la suspension de la politique de "libéralisation". A vant d'en arriver à cet épisode, il faut toutefois ajouter quelques mots.

Les indications que nous avons apportées jusqu'à présent - notamment les prises de position de Nouvel hiver même - montrent nettement le recullement de l'attitude de la bourgeoisie comprimée. Nous avons principalement expliqué ce recullement par la dégradation de la vie économique et sociale . Le que nous voudrions dire en supplément, c'est que le recul est causé de l'"ouverture" par les comprimés qui ont été, en quelque sorte, accélérés par différentes manœuvres provocatrices de la fraction Sayah que nous avons appelée le organ du de la bourgeoisie bureaucratique. Ces manœuvres, en aggravant le climat de tensions et de violences qui révèle dans le pays, cherchaient à provoquer un sursaut de peur chez l'ensemble des classes dominantes. Elles y sont avantageusement parvenues.

Les provocations ont surtout été perpétrées à l'université et à l'occasion des rencontres sportives.

Y situation

?

c) le comité central de juillet 1977.

Le comité central de juillet 1976 devait ouvrir une période de "démocratisation". Un peu plus tard, jour pour jour et sans que rien d'effectif n'ait été fait dans ce sens, une nouvelle réunion aller déclencher le déclenchement. Les "convictions démocratiques" de Bourguiba étaient fondus comme neige au soleil.

Les premières phrases de son rapport sont consacrées à la crise économique. "L'an dernier, à pareille époque, devant cette haute instance, j'ai eu l'honneur de vous présenter des obstacles et des écueils que nous ne manquerions pas de rencontrer sur votre chemin [...] Aujourd'hui, les difficultés, qui étaient simplement prévisionnelles en 1976, se concrétisent".

De longues explications sont ensuite réservées aux objectifs du "plan". Les problèmes politiques sont traités dans la seconde partie du rapport. L'abandon de l'"ouverture" y est exprimé de différents façons. Voici quelques passages parmi les plus significatifs : "nous devons en toute priorité enjouquer au citoyen le sens de la discipline, car dynamisé dans la discipline aboutit à l'anarchie. C'est le pire fléau qui puisse menacer nos acquis".

"La base ne s'y est pas trompé. Elle n'a pas manqué, à l'occasion de ces congrès [des cellules] de signaler les errements et les prises de positions adoptées de temps à autre par certains militaires et qui traduisent une sorte d'altruisme tribal inévitables, une tendance à une camouflée à l'anarchie et un egoïsme effréné, autant de facteurs dissolvants que forces. Cours de la nation se doivent de combattre délibérément pour conjurer le danger que ils représentent pour la communauté et les menaces qu'ils font peser sur toute action organisée et constructive".

[...]
Compte tenu de tout cela et partant des insuffisances et des aspects négatifs dégagés lors des congrès, il appartient au parti, pour assurer à ses efforts le maximum d'efficacité, d'orienter son action dans le sens :

- 1) de l'élaboration d'un programme visant à dynamiser la structure du parti (...);
- 2) de la mise sur pied d'un plan d'action précis pour la formation et le recyclage des cadres du parti, et notamment les membres des comités de cellule, (...);
- 3) de l'établissement d'un programme tendant à renforcer l'œuvre d'orientation du parti (...)"

[...]
Le parti doit être présent partout.

"Nous aspirons, avec le développement culturel, à l'apparition, en marge des institutions traditionnelles, de foyers nouveaux de représentation et de libération. Ces derniers sont sous forme d'associations ou de clubs socio-culturels, ils ne constituent pas moins de instances où s'élaborent des pratiques et s'instaurent des réflexions qui ne sont pas toutes orientées politique".

"Nos militants doivent y être présents et se manifester là où la politique apparaît plutôt que le céder à un egoïsme dangereux et complètement étranger aux courages traditionnels de ce mouvement".

[...]
"Le succès de notre entreprise dépend (...) de la capacité du parti à façonner une société responsable et tolérante dans un climat politique sain. Autrement l'on risque de sombrer dans une situation intenable où le déferlement de l'autorité signifierait la fin de toute liberté, où la tolérance dans les libertés déboucherait sur l'anarchie. (sic!)"

Référions-nous à la période de "la pause" du septembre 1969 où, sous le couvert d'une réflexion générale et d'une auto-critique publique, tout ce fut remis en cause. L'autorité nécessaire, l'ordre public, ont beaucoup souffert de ces débordements démocratiques.

"Il y a là un exemple à ne pas oublier et des enseignements à méditer".

"La société tunisienne change ; elle s'est même rapidement transformée. L'homme tunisien, lui, n'a pas évolué à la même cadence. Son comportement procède toujours, comme d'instinct, davantage de la contestation systématique, des microcontentem-

[...]
"Notre parti, pour avoir tourné le dos à la logorrhée culturelle de ces années 60, ne peut, au risque de courir le risque d'échouer, adopter des slogans et cultiver des formes de type nouveau. Nous sommes, dans le parti, pour le droit à la différence, mais non pour les racophones politiques".

permanent que de l'esprit de conciliation, de la mûre réflexion où des juges ont équitablement tout et pris en compte : moyens humains et matériels disponibles.

Il est encore courant que pour un mot, pour une idée, pour un outil, l'on devient son adversaire, l'on change son comportement.

C'est ainsi que, malgré les efforts patients et méritoires, la concertation est encore de surface et la conciliation une vaincre formalité."

[...]

Le fait est que nous réagissons avec notre amour propre, pris, avec notre épiderme face à des problèmes qui ressortent à l'étude objective et à la réflexion dépassionnée.

D'où le doute - le terrible doute - qui tient parfois les jeunes sur les capacités des aînés à résoudre solidiairement et en commun les problèmes nés de notre crise de croissance".

[...]

Il est admis que n'importe quelle équipe qui se maintient longtemps au pouvoir s'use. Et le Tunisien, versatile et souhait, amoral voire d'autre visage.

Mais, ce qu'on va convenir d'appeler l'opposition, elle s'est racheté - depuis sept ans et d'elle-même - de l'état. Elle tourne aujourd'hui en rond, faute de programme valable. Elle n'a pas du reste de force populaire d'attraction. Immédiatement après cela vient l'attaque contre les "mestiers" qui a déjà été rapporté.

Nous nous excusons auprès des lecteurs pour ces longues citations. Nous n'avons espérant pas que nos idées à la disposition de la reproduction pourraient permettre de juger par eux-mêmes, sans intermédiaire, du caractère réactionnaire irrécusable des représentants de la bourgeoisie compradore. Les quelques passages montrent mieux que n'impose quel commentaire leur crânement et leur haine des peuples ainsi que leur sanglante dévotion l'avenir.

Le présent, quels sont les principales constatations que l'on peut faire à leur sujet ? La première est que le tournant - en dépit des mesures décidées en 1969 - n'a pas été capable de reprendre la situation en main en souplesse. Les risques de dérapage vers le bas, notamment sur le front social, se sont même aggravés pour lui, rappelant les débordements de la période de la "paix de réflexion" et de la "consultation populaire" qui a suivi le tournant de 1969.¹

D'où les décisions - et c'est la deuxième constatation - de passer à la contre-offensive à partir d'un plan d'action en trois points (dynamisation des structures de base du PSD, renforcement des moyens d'intervention des cadres moyens, etc.) Une autre privilégier de la contre-offensive est constituée par les organisations formées dans la légalité mais dorénavant dehors du parti unique.

quelques jours après la clôture du comité central, deux initiatives viendront concrétiser cette politique de renversement. La première est la réunion d'une conférence nationale des cadres destinaires. Nouvel appelle à la sept mille "assemblée rassemblée" par Sayadi "à défendre et à conserver les acquis que nous avons engrangé et à s'opposer à tous ceux qui s'avisaient de leur porter atteinte".²

Le deuxième événement en pour cadre une assemblée du "Conseil Supérieur de l'Information". Le premier ministre prononcera un discours du plus pur style fasciste contre les journalistes et la liberté de la presse, qualifiée de "liberté de tout détruire, de tout démolir et de tout saccager".³ On était bien tenté de croire que de telles folies quelques semaines auparavant : les temps n'étaient plus à la "libéralisation" mais à la "normalisation".

Y

¹ - Nostal est véritablement obsédé par cet épisode qui avait vu monter très haut l'étoile de Rekabi et des autres chefs des filets de la moyenne bourgeoisie privée réformiste. Voit à titre d'exemple son intervention sur IX^e congrès du PSD, "L'Action" du 14. IX. 1974, supplément spécial, p. 3, colonne 4.

² - "La Presse" des 4-5. VII. 1977.

³ - "La Presse" du 9. VII. 1977.

d) le renversement de alliances.

En présentant les deux tactiques contre-révolutionnaires qui s'opposent à l'intérieur des rangs des classes dominantes, nous avons déclaré, au chapitre deux, que la ligne de l'ouverture n'était préconisée par la bourgeoisie compradorie tandis que celle du renversement l'était par la bourgeoisie bureaucratique. Nous avons ensuite apporté, au chapitre quatre, des corrections à ce schéma: nous avons parlé d'une division de la fraction bureaucratique entre une aile réformiste représentée par Sayah et une aile moins irréductible dirigée par Belkhoja et nous avons montré comment la seconde s'était rattachée aux thèses des compromis. En juillet 1976, la personnalisation de divergences au sein du pouvoir se manifestait donc dans l'opposition entre Sayah d'un côté, Nouira et Belkhoja de l'autre.

Un peu plus tard, ce tableau subissait de profonds bouleversements avec le coup de feu rapporté à la "libéralisation". L'unité politique des forces réactionnaires s'est alors reproduite avec retard par l'adoption par le comité central du PSD d'une tactique d'affrontement?

JV n'en a rien dit! Nouira - les déclarations de lui que nous avons reproduites en font foi - a rejoint les positions de Sayah mais non pas Belkhoja. Non pas que JV soit étroitement lié à l'opposition des politiques d'"ouverture". Portes des appuis à l'opposition réformiste pour l'affaiblir et l'intimider; consolidés l'appareil des élites et faire en sorte que l'initiative politique ne lui échappe pas: ce ne sont malheureusement pas là des objectifs qui il dirigeait. Seulement, pour lui, si on pensait il doit y avoir à la "libéralisation", elle doit être momentanée et non pas définitive; elle doit simplement permettre au régime de poursuivre le processus de l'"ouverture" avec moins de risques d'être débordé - cette poursuite étant de toute manière indispensable pour espérer aborder la crise du pouvoir!

À la suite du comité central du juillet 1977, les deux lignes concurrentes au sein de la réaction subsistent donc sauf que l'ancienne minorité est devenue majorité et l'ancienne majorité minorité. L'alliance Nouira-Belkhoja s'est rompue, remplacée par l'alliance minoritaire Sayah². La démarcation entre les deux camps ne passe plus par les séparations bourgeoisie compradorie / bourgeoisie bureaucratique, elle traverse dorénavant les fractions bureaucratiques elles-mêmes où le moyen extrémiste se repart du parti de la libé.

Dans ces conditions, la reprise de la politique d'"ouverture" paraissait passablement compromise. L'était complètement sans l'intervention d'une autre section de la bourgeoisie bureaucratique, nous voulons parler de la bureaucratie syndicale des élites achour.

1° Dans une interview accordée à l'hebdomadaire "Tatouque" (n° 153, du 8.VIII.1977), alors que les divergences hybrides du comité central de juillet 1977 n'étaient pas encore assurées, Belkhoja s'est très longuement arrêté sur la nécessité de poursuivre les "démocratizations". En voici quelques extraits: "Nous pensons qu'en Tunisie, nous pouvons démontrer davantage les structures. Et même si il y a risque, il faut parier, la politique l'est fait de avis. Le pari calculé. Nous avons bien sûr que pour la ligne de droit de l'homme, la chose était vue comme un problème éprouvant et d'anciens se demandaient s'il ne s'agissait pas purement et simplement d'un parti politique en puissance. On a même avancé que les responsables des deux lignes des droits de l'homme avaient transformé cette association en organisme d'opposition.

"Mais qui est à-t-il été en définitive? Cette ligne existe maintenant depuis plus de six mois. J'ai eu moi-même plusieurs fois ses premiers responsables. Nous avons discuté très franchement des éléments de l'homme tunisien, de ses droits et de ses devoirs, de ce qu'il faut faire pour qu'il soit le plus libre possible, comparativement à beaucoup d'autres pays, et j'ai invité des partenaires, dans cette association, très compréhensif, mais tout simplement par le désir de donner de la Tunisie image d'un pays démocratique et populaire.

Dans ce cas, comme d'ailleurs dans celui de la question de la liberté de la presse, qu'il y ait un journal de plus ou de moins, que nous donnions le maximum de responsabilités aux journalistes, que nous permettions aux responsables des organes de presse d'être le mieux informés possible, d'être le plus près des urgences de la vie quotidienne, tout cela ne pourrait que nous permettre de voir plus clair et ce serait le meilleur sondage que l'on pourrait avoir pour évaluer ce que Savat et ce que ne savent pas et déterminer les priorités. Il faut, à mon sens, ne pas hésiter à accorder aux Tunisiens le privilège favorable."

1 celui-ci

1 ultérieurement

Belkhoja et la répression du 11.4.8.

2° La première manifestation publique de cette nouvelle alliance s'est produite lors de la conférence nationale des cadres débourrés. Sayah, dont l'allocution était visiblement prononcée à cette occasion, a discours qui était fait à un requérant contre toute atteinte au statut que protégeait. Néanmoins l'Imam Sabri est mis en contribution dans la dénonciation du multipartisme! (cf. la Presse du 5.VII.1977, p.4.)

Chapitre VII - la nouvelle politique destounienne (4).

Bilan de l'œuvre sur le plan politique. Troisième phase : le rebondissement.

1 - Le déroulement des faits.

Le "pacte social" signé le 19 janvier 1937 entre le gouvernement et l'UGTT devait assurer cinq ans de "paix sociale" à la grande bourgeoisie. En fait, l'encre qui avait servi à le rédiger n'était pas encore sèche qu'il avait déjà secoué.

Concentré au développement de la crise économique et aux pressions de l'UTICA dont nous avons parlé, le régime va lancer Y notamment par le biais de l'inflation une offensive de grande envergure contre le pouvoir d'achat du travailleur. La classe ouvrière réagira par une multiplication des mouvements de grève¹, bombe d'habitude, la bureaucratie syndicale se trouvera prise entre deux feux. Tout en combattant les grèves "sauvages", elle se verra contrainte de prendre charge, même partiellement, une série d'actions déclenchées par la base.

Sur l'accentuation de l'offensive patronale et gouvernementale, les relations entre la centrale ouvrière d'une part, le Detour et l'UTICA d'autre part vont alors connaître une dégradation très rapide. Dans les entreprises, les renvois de militants et de responsables syndicaux se feront de plus en plus fréquents. Peu de temps avant le XIV^e congrès de l'UGTT, entamé à l'intérieur du gouvernement, proposeront même une révolution du corps de 1936, à savoir la création d'une centrale concurrente pour diriger les rangs des travailleurs².

La "coopération franche et loyale" entre les partenaires sociaux était donc pour le moins compromise. Dans ces conditions, la remise en question de la politique d'"ouverture" en direction des réformistes qui annonçait un raidissement général de la situation dans le pays ne pouvait qu'abondamment dégrader l'atmosphère sur le front social.

C'est cependant avec l'arrivée de la saison estivale que les rapports entre la bureaucratie syndicale et le pouvoir se détériorent jusqu'à devenir des rapports d'affrontement. Pour deux raisons. La première est que l'été - saison touristique par excellence - est habituellement marquée par une très forte flambée des prix.

La seconde raison est en rapport avec le ramadan. Celui-ci, qui a coïncidé en 1937 avec le mois d'août, provoque, tout aussi traditionnellement, une importante augmentation de la consommation populaire. Les deux facteurs conjoncturels, en ce qui quant, ont créé une tension telle sur les prix et partant un mécontentement populaire si profond que la centrale syndicale ne pouvait rien faire d'autre que passer à la contre-attaque contre le gouvernement et le patronat. C'est ce qu'elle fit.

Il était évident que cette offensive entraînerait inévitablement un affrontement avec le Detour, aussi y prépare-t-il de façon planifiée. Les premiers préparatifs furent d'ordre organisationnel. À partir de la mi-août, des réunions de cadres syndicaux se déroulent dans toutes les régions du pays qui coordonnent la mise en branle de l'immense machine de l'UGTT³. Dans le même temps, pour mobiliser les bases, les mouvements de grève n'étaient plus contés mais au contraire encouragés. Des conflits éclatent à Sidi Amor Ben Salem, à El Djem, à la Pharmacie centrale de Tunis, à l'"SOTUNMETAL", à l'Entreprise Economique du Nord, à la "Société Régionale Foncière et Immobilière de Beja", à Ichourba, à l'"Office de l'Energie" de... etc.

Parallèlement à cette vaste campagne d'agitation sur le devant social, la direction de l'UGTT se lance dans une intense activité d'information et

1 - La moyenne mensuelle des grèves pour l'année 1937, celle qu'elle se dégage des indications fournies par l'"Ech-Chaab" n°85, du 2.IX.
"les cadres syndicaux de Sousse dénoncent la flambée de prix et les comportements atteintatoires à la dignité du travailleur" (idem); etc.

2 - cf. "Tunis Afrique" n°839, du 4.II.1937.

3 - "les cadres syndicaux de Bizerte dénoncent la hausse de prix et exigent que soit protégé le pouvoir d'achat des travailleurs" ("Ech-Chaab" n°84, du 9.III.1937).

1 des premières semaines de la nouvelle année

Y arbitraires

Y temps

de dénonciation par l'intermédiaire de son journal "Ech. Ghad". Cette activité de propagande, pour la première fois, déborde le champ de la lutte économique pour se livrer à une critique en règle de l'ensemble des aspects de la politique de l'état.

Voici quelques-uns des titres des articles publiés :

* articles dénonçant l'orientation économique et sociale du régime :

- "Ne jouez pas avec le pain des peuples!" (éditorial du n° 84, du 26. VIII. 1977);
- "Il est demandé plus de fermeté au gouvernement face aux accapareurs et à la montée des prix" (n° 84);

- "la justice sociale entre le slogan et la réalité : l'évolution des salaires du point de vue de leur valeur nominale et du point de vue de leur valeur effective" (n° 84);

- "Malversations financières dans deux entreprises nationales" (n° 85, du 2. IX. 1977);

- "les prix continuent sur leur lancée" (n° 85);

- "les fautes dans la réglementation des prix par lesquelles s'infiltrent les accapareurs et les monopoliens" (n° 86, du 9. IX. 1977);

- "les prix grimpent tandis que les salaires ne bougent pas" (n° 86);

- "Lequel dont citoyen doit savoir sur le monde du commerce et des trafics" (n° 86); etc.

* articles dénonçant l'orientation politique du régime :

- "L'heure ouverte aux membres de l'Assemblée Nationale" (n° 83, du 19. VIII. 1977 - critique de la dernière réforme de l'enseignement);

- "A propos des renouvellements" (n° 85);

- "la paix entre le service des postes et le service des marchés" (n° 86); etc.

* articles dénonçant le choix idéologiques du régime :

- "Pour un cinéma national qui reflète nos réalités" (n° 82, du 22. VIII. 1977);

- "Quel sera rendue à ceux qui gèrent... ou aux autres?" (n° 83);

- "Les malheurs qui nous viennent du tourisme" (n° 83 et 84);

- "Les boutiques... et le tourisme" (n° 83);

- "Hamada et le Coran" (n° 84) etc.

Nettement

Wanted

A la fin des mois d'août, l'état des rapports entre l'UGTT et le Détour est tellement tendu que la conflagration est désormais toute proche. L'initiative est passée aux mains de la bureaucratie syndicale; le gouvernement est sur la défensive.

Le 21 et le 30, par les contacts accentue sa pression. A Sfax, des "intelligents musulmans" ont pris contact avec des responsables de la fédération régionale. Ceux-ci les encouragent à passer à l'action. Des cafés du centre ville qui avaient des consommations en petit déjeuner sont saccagés et plusieurs de leurs clients malmenés.

Le Détour est piégé. Il doit réagir pour ne pas perdre totalement les faces mais son adversaire a choisi un terrain où il ne peut évoluer qu'en courant de très grands risques.

La tension est maintenant à son paroxysme. A la première occasion, elle éclatera. Cette occasion sera fournie le 3 septembre, avec le voyage que va entreprendre Achour en Libye. Succédant à celles effectuées par plusieurs membres du gouvernement tout au long de l'été, la visite du secrétaire général de l'UGTT à Tripoli revêtait l'aspect d'un défi insupportable puisque les centrales ouvrières, dont le Détour, entendaient développer une politique autonome en direction de la Libye. Poursuivant encore plus loin la provocation, Achour allait jusqu'à autoriser que ces entretiens avec Mohamed Nasreddine - qui se trouvait au même moment dans la capitale byzantine - soient rendus publics.¹ L'ouverture en direction de l'opposition bourgeoisie² était ainsi relancée avec fracas contre la volonté de la clique Nouri-Sayahi. C'eut trop d'autant plus que Nasreddine, saisissant les balles au sol, annonçait par le canal de la presse internationale son retour à Tunis avant la fin du mois.³

A partir de là, les choses allaient se précipiter.

Deux fois

Hui-même

Y de cette manière

L

¹ - le quotidien libyen "El Fajr et Jadid" publiait ainsi en première page de son édition du 4 septembre une grande photo où l'on reconnaissait côté à côté adhafi, Achour, Nasreddine et Khoudha, membre du secrétariat du Comité du peuple byzantin.

² - cf. "le Monde" du 18. IX. 1977

* 3 septembre. Discours de Sayah à l'occasion de la commémoration du 3 septembre 1934.
Il en cause de l'UGTT pour son soutien aux manifestants de Sfax. "M. Sayah a déclaré les événements survenus dernièrement à Sfax. A ce propos, il a indiqué que ces événements avaient mis l'unité nationale au dénuement. M. Sayah a cité plusieurs exemples historiques démontant l'attitude de ceux qui utilisent les religions à des fins personnelles et qui ne font rien pour défendre les religions lorsqu'elles sont menacées."

"Le directeur du parti a ensuite fait remarquer que ce sont les distorsions qui ont déformé la religion dans ce pays..."¹

* 4 septembre. Nouveau discours de Sayah dirigé contre l'organisation ouvrière.

* 6 septembre. Conférence de presse de 8h00 et son retour de Tripoli. les organes d'information officiels ne rendent pas compte de ses propos (entre autres points, la question du V

* 7 septembre. Réunion du bureau politique du P.S.D. "Le B.P. se réunit et décide :
rapport de M. Hassen Belhadj, Abdallah Farhat, Fawad Nebagay et Habib Achour sur les
récentes visites qui ils viennent d'effectuer en Libye." Les protagonistes ne parviennent pas à
comprendre la situation et bloquée. "Après examen de la situation générale du pays, le
P.S.D. décide de convoquer une conférence des cadres pour faire le bilan des activités
laborieuses de Tunis, ainsi que les secrétaires généraux des comités de coordination des
arts et les responsables régionaux des organisations nationales."²

* 8 septembre. Sayah est reçu par Bourguiba

* 9 septembre - les éditoriaux de la presse de l'ouverture publie le matin contiennent
des mises en garde à l'UGTT. "... le contrat de propos adopté par le 11^e congrès du parti
confère aux partenaires sociaux une position privilégiée. Il investit de larges prérogatives
la négociation, chaque partenaire social a pleinement le droit d'utiliser ce privilège. Mais
on a mallement le droit d'en abuser (...). A ce titre, il importe d'établir le distinguo entre
la défense légitime des intérêts des qui ils ont été définis par le parti social et une contestation
dépassant ce cadre pour s'ériger en cause systémique et totale."³

En fin de matinée, à 11^h, Bourguiba convoque les membres suivants du bureau po-
litique: Noureddine, Achour, Belhadj, Farhat, Nokaddem et Sayah. Ses tentatives d'arbitrage demeu-
rent sans effet.

Le soir, à 21^h, réunion du conseil des cadres. Discours de Noureddine. "La constatation es-
tuelle que nous pouvons faire est que la Tunisie vit des événements majeurs et que les dif-
ficultés et les tensions que nous avons vécues, à cette phase de notre développement, se confirmant
chaque jour davantage (...). Mais si ces difficultés sont objectives et doivent être vaincues progres-
sivement, elles sont cependant soit démentiellement amplifiées soit abondées par d'autres
difficultés artificiellement vécues. Il est de fait que, depuis quelques mois et plus particulièrem-
ent depuis quelques semaines, d'anciens protestent dans le pays un grouillage intense et
mense, comportant le "informations de source sûre" les plus diverses et entretenant une
situation psychologique tendant à semer la confusion dans les esprits des citoyens (...). Je pro-
fume de la manière la plus catégorique que le gouvernement n'est pas disposé à tolérer une
situation et à laisser les peuples en eux tout compromettre les efforts de toute une na-
tion, telle la réputation de la Tunisie ou porter atteinte au crédit de l'Etat, que ce soit à
intervenir sur la sécurité de nos frontières et à l'échange.

"... Nous avons bien notre système politique sur une concertation permanente entre le gou-
vernement et le parti, d'une part et les organisations nationales, d'autre part (...). Si l'a-
ffiliation à la concertation n'est plus totale, où la concertation se substitue la violence ou la
physique, ou enfin la politique doit descendre dans la rue, nous pouvons dire alors que c'est l'échec
du notre système politique (...). Aussi le gouvernement est-il déterminé à prendre toutes ses respons-
abilités afin de préserver l'ordre dans la rue et dans les esprits. L'autorité de l'Etat sera renforcée.

] sauter une ligne

] "

1 retour de Ramdane avait été annulé.)

] sauter une ligne

] "

] "

] "

] "

] "

] "

] "

] "

] "

] "

] "

] "

] "

] "

] "

] "

] "

] "

] "

] "

] "

] "

] "

] "

] "

] "

] "

] "

] "

] "

] "

] "

] "

] "

] "

] "

] "

¹ "La Presse" du 4. IX. 1977.

² "Le Temps" du 9. IX. 1977.

³ "L'Action" du 9. IX. 1977.

"... j'entends les citoyens, et ne pas se laisser abuser par les mensonges et les unes ou deux dernières propagées par ceux qui, profitant de l'heure des prières de certaines des églises chrétiennes, visent à briser la solidarité de la nation. Toutes, les prières pour une position qu'on ne saurait mal (...) Et ce sont les économiquement faibles qui en profitent (...) la faute est impitoyable [aux consommateurs]. Par leur comportement incroyable, ils provoquent cette flamme des prières."

"... devant nos relations avec les pays voisins (...) elles sont bonnes (...) A cet égard, on se perd actuellement en conjecture sur le retour de tel ancien responsable aux pays. On en parle comme s'il s'agissait d'un événement redoutable dont nous aurions tout à craindre. Comme on le sait, nos différents nous avons opposé à cet ancien responsable qui a été transféré par la plus haute instance du parti laquelle a prononcé son exclusion. C'est tout ce que j'avais à dire à ce sujet".¹

Immédiatement après le discours de Bourguiba et pour protéger contre ces attaques contre leur syndical, trois mille travailleurs manifestent à Sfax. Slogans hostiles au gouvernement et au secteur. Sayah et le premier ministre sont particulièrement visés. La répression est immédiate et brutale. Onze manifestants (9 ouvriers, 1 étudiant et 1 enseignant) sont arrêtés et déférés dès le lendemain matin devant le tribunal de la ville qui leur inflige de peines de trois à deux ans de prison ferme pour "participation à une manifestation non autorisée", perturbation de l'ordre public, usage de slogans hostiles au régime et à des personnalités officielles.²

* 10 septembre. Détachement, par le moyen de la presse, de la radio et des télévisions d'une sorte d'opération d'infiltration. Les "messagers de soutien" à Bourguiba et à Bourassa affluent de toute partie, selon le scénario classique en temps de crise.

Parallèlement, des mesures sont prises pour abaisser les prières de certains syndicats.

] sauter une ligne

] sauter une ligne

V crise.

* 12 septembre. Réunion du bureau exécutif de l'UGTT pour analyser "la situation générale dans le pays et l'activité syndicale". Crise ou flotte.

* 14 septembre. Déclaration de Bourguiba: "Nous contient aux contenues des discours de M. Hedi Bourassa, mon bras droit et l'homme qui bénéficie de toute ma confiance et total ce qu'il a dit est conforme à ma pensée, à mes impressions, à mes conseils et à mes directives, lequel chercherait à tramper des intrigues ne pourrait qu'échouer".³

* 15 septembre. Réunion extraordinaire de la commission administrative (le personnel) de l'UGTT pour "arrêter des décisions importantes à propos de la politique intérieure". La réunion est due par moins de quinze heures et demi, de 10h à 14h30 du matin le lendemain. Il n'y aura pas de communiqué de presse.

* 16 septembre. Convocation du bureau politique du PSD pour trouver une issue à la crise. Habib Achour boycotte la réunion.

* 17 septembre. Nouvelle réunion de réconciliation organisée par Bourguiba au palais de l'ambassade. Y participent Bourguiba, Achour et Tahar Belkhodja.

Deux voies étaient possibles : pousser plus avant l'affrontement ou faire marche arrière. Craignant chacun le risque que une poursuite des hostilités leur ferait échouer, le premier ministre et le secrétaire général de l'UGTT choisissent la seconde solution. Nous venons pourvoir les deux amis amorce ne peut être que provisoire. Et comment - chaque adversaire étant resté sur ses positions - de nouveaux rebondissements sont inévitables.

Mais il y a au préalable quelques notions à élucider.

1. "La Presse" du 11. IX. 1977.

2. Relation de fait par l'agence TAF : "Un groupe d'individus, jeunes pour la plupart, se tenté d'organiser vendredi soir une marche dans les rues de Sfax. Cette marche illégale, de par sa composition et ses motivations, complotait une vingtaine de personnes qui scandalaient des slogans contradicteurs et tendancieux. A ceux-là se sont joints quelques zadistes alors que la majorité des passants paraissaient indifférents et irrités par ces actes anarchiques. Les agents de l'ordre sont intervenus pour disperser les agitateurs lorsqu'ils, derniers, ont enlevé de profils des slogans hostiles au régime et à certains responsables. Cette intervention n'a provoqué aucun heurt." ("Le Temps" du 11. IX. 1977)

3. "La Presse" du 15. IX. 1977.

2 - L'UGTT : un pôle politique d'opposition aux dehors.

Nous avons expliqué au chapitre quatre comment - après le tournant de septembre 1969 et en particulier depuis la mise en œuvre de la politique du "contrat de progrès" - la bureaucratie syndicale s'était constituée en fraction autonome au sein de l'Etat et comment elle devrait pour renforcer ses positions à l'intérieur des pouvoirs.

Il nous faut nous arrêter un peu plus longuement à présent sur les particularités qui revêt le processus d'autonomisation.

Comme les autres sections des classes dominantes, la bureaucratie syndicale soutient le système de domination impérialiste réactionnaire. Mais tout comme¹ elle cherche dans le même temps à étaler sa propre hégémonie², les rapports qui établissent la bureaucratie syndicale avec les autres fractions réactionnaires sont de ce fait contradictoires : ils sont, au fond d'ailleurs, que de rivalité. D'alliance parce que leur but commun est le maintien et la consolidation des pouvoirs des classes dominantes. De rivalité parce que chaque fraction travaille l'Etat pour occuper la première place dans l'Etat.

Jusque-là, il n'y a rien de particulier qui distingue la bureaucratie syndicale. Ensuite, sont alors ses traits spécifiques ? Il sont au nombre de deux :

1) tandis que les autres sections réactionnaires sont organisées à l'intérieur des partis des dehors, la bureaucratie syndicale, elle, est structurée en dehors de lui ; elle dispose d'un cadre organisationnel parallèle.

2) à l'opposé de ces réseaux qui s'appuient eux directement sur la grande bourgeoisie et le semi-féodalisme, la base de classe de la bureaucratie syndicale est populaire : ouvriers et petits-bourgeois salariés.

Dans ces conditions, objectivement déterminées, le processus d'émergence de la bureaucratie syndicale, son développement conflictuel par rapport aux autres fractions dans l'Etat devait nécessairement prendre la forme d'une opposition aux classes dominantes et à leur parti.

Sur le terrains délimité par la politique du "contrat de progrès", la couche bureaucratique syndicale a pu croître et se développer pendant toute une période en acceptant le rôle dirigeant des classes dominantes traditionnelles et l'hégémonie politique des dehors. Elle y était contrainte d'autant domine le rapport de forces réel. Le rapport de forces ayant évolué en sa faveur, elle ne peut plus aujourd'hui poursuivre sa marche en avant vers la conquête d'une position centrale dans l'Etat sans remettre en question ce rôle dirigeant et cette hégémonie politique.

l'UGTT s'est de cette façon progressivement transformé en une organisation politique d'opposition aux dehors.

Le XIV^e congrès de la centrale ouvrière a constitué de ce point de vue un moment important. L'esprit d'indépendance de la bureaucratie syndicale par rapport à la direction politique des bourgeois ne s'était jamais exprimé avant cette date avec autant de courage et de force. Nous avons déjà cité le paragraphe de la motion de politique générale³ où il était demandé que les responsabilités de l'UGTT soient accises et rendues à "tous les acteurs de la vie nationale".⁴ Mais il y eut plus que cela : dans l'ensemble des documents présentés aux congressistes, ainsi que dans les interventions des délégués, il n'était pratiquement jamais fait référence au PSD, encore moins à sa prééminence par rapport aux organisations de masse. A plusieurs reprises, pas contre, l'UGTT était qualifiée d'avant-garde regroupant non pas une catégorie sociale particulière mais la totalité des forces vives du peuple.⁵ Cette volonté d'affirmer de son côté l'autonomie et l'indépendance pure et simple avec les proportions d'être Habib Bourguiba président à vie de l'Union. cela revient à le mettre sur le même pied que Bourguiba qui s'était fait proclamer en 1974 chef de l'Etat à vie. lorsque l'on sait à quel point Bourguiba est soucieux quand il s'agit de préséance⁶, l'on se rend compte que les propositions concernant dehors étaient en fait un

Y elles aussi
Y dans cet système.

Y pour sa part
Y le comportement des
Y fondamentalement,

Y une fois atteint un certain seuil -

Y adopté par le congrès

Y De telles attitudes n'avaient jamais été observées auparavant
Y de la bureaucratie syndicale

Y en quelque sorte

les par leurs mots pour ne pas les porter ombrage. Ils
sont deux, un seul parti, un seul président ...

1 - A l'issue du congrès, un journaliste de "la presse" avait demandé à dehors de se prononcer plus clairement sur ce point. Voici quelle fut sa réponse : "... nous entendons que l'UGTT soit présente dans toutes les instances de décision de la politique." ("la presse" du 30.III.1977)

2 - Au début des années soixante, Bourguiba a intendu que le titre de premier ministre soit attribué à quiconque en dehors de lui. les dirigeants d'origine économique, par exemple, ou de milieux ouvriers devaient être nommés à d'autres postes.

defi à son autorité. Le choc comme cela était déjà passablement "sec" mais Achour s'arrange pour la rendre ouvertement insultante à l'égard des régimes en vigueur avec une dédicace appuyée l'idée de son discours au Roi : "rien de tel ne se produira jamais chez nous, c'est contraire aux règles démocratiques de notre organisation !" disait-il lors du, après plaudissements entendus de l'assistance.

Depuis mars 1937 et le XIV^{me} congrès, avec l'aggravement des contradictions de classe dans le pays et la déterioration des rapports entre l'UGTT et le gouvernement, la tendance de la bureaucratie syndicale à se démarquer des Boutouïs s'est de plus en plus accentuée.² Le discours prononcé par Achour à Sfax en commémoration du 30^e anniversaire de l'indépendance du 5 août 1947 va constituer un nouveau palier, marquant dans cette évolution.

Dans ce discours, le leader de la bureaucratie syndicale expose en effet une ensemble de conceptions sur l'histoire du mouvement national et sur la Tunisie actuelle absolument opposées au point de vue officiel.

C'est une pratique courante chez tous les régimes politiques dictatoriaux de dénaturer le passé des pays où ils s'installent de façon à faire apparaître leur ordre comme le seul légitime, comme une origine historique. Dans cette perspective, tout est fait pour discrediter ce passé et le disqualifier.³

Conformément à cette règle, l'histoire de la Tunisie, selon les versions imposées par le pouvoir, est présentée comme une succession millénaires de crises et de malheurs... jusqu'au jour où apparaît Bourguiba. Avec le Désir ("l'outil qu'il a créé de ses propres mains"), Bourguiba va se charger de "rendre au peuple sa fierté perdue". Il fera "d'une poissarde d'individu une nation". Sous son "direction clairvoyante", et grâce à une stratégie qui ne pas être d'équivalent dans le monde" la Tunisie obtiendra son "independance". Pour la première fois depuis le plus haut antiquité", notre pays connaîtra alors "un régime national et populaire". À partir de ce moment, Bourguiba va pouvoir déployer "toutes les facettes de son immense génie".⁴ Dirigé d'"une main paternelle et ferme", le Tunisien va être engagé dans la grande lutte contre le sous-développement. Ils ont remporté des victoires éclatantes, en la voie des progrès et de la joie de vivre". Bien sûr, "cela n'a pas été sans heurts ni conflits"; à plusieurs reprises, des "groupes mal-intentionnés", cédant à un "atavisme tribal irréductible", ont "commencé des intrigues" et ont tenté de "saboter notre marche en avant". Mais à chaque fois, le "combattant supérieur", intervenant "au moment décisif", a pu "redresser la barre à temps".

Dans son intervention du 5 août, Habib Achour va prendre en tous points le contre-pied de ces ambiguïtés puisées directement dans l'arsenal idéologique des régimes fascistes. Plus exactement, il reprendra le schéma général mais en remplaçant le Boutoui par l'UGTT et Bourguiba... par sa propre personne.

Le premier parti du discours est une espèce de bilan du mouvement des libations nationales. C'est l'UGTT qui y est joué le rôle principal, déclare Achour, et elle va faire face car elle était une force d'action qui ne se contentait pas de simples discours.

Des personnes qui se trouvent dans certaines organisations nationales prétendent que le pays doit son indépendance aux mots et à la magie du sorcier alors qu'en vérité ce sont nos sacrifices qui ont été le prix payé pour la liberté et l'indépendance." Et enroué: "la bataille du 5 août 1947 a transformé radicalement les méthodes de la résistance.

Avant celle date (qui fut la naissance effective de l'UGTT alors sous les initiales de Boutouï, rappelons-le, remonté en 1934, A.K.), l'activité du mouvement national se réduisait à de timides manifestations de protestation qui se dispersaient à la première apparition de la police. Par contre, lors du 5 août, les travailleurs se sont battus contre les forces coloniales durant toute la journée en dépit de l'intervention des chars de l'armée ...

1 - "Ech-chaâb" n° 63, du 29.III.1937 et "Le Monde" du 31.

2 - L'UGTT va publier le 1^{er} mai, à l'occasion de la fête du travail, un manifeste titré : "Contre le complots de tous bords !" Sans que cela soit explicitement dit, il était néanmoins clair que c'était le PSD qui était visé. ("Le Temps" du 1.V.1937).

3 - cf. G. Dimitrov: "Oeuvres choisies", Éditions Sociales. (Discours devant le XII^{me} congrès du V.

4 - cf. Raymond Bouali: "La sédition permanente", deux volumes, M.T.E. 1972.

5 - Déclaration de Bourguiba du 5.VIII.1947, "les gênes de ma statutaire".

6 - "Ech-chaâb" n° 81, daté du 5.VIII.1937, pp. 5 et 6.

V l'Internationale communiste).

conservant ses démonstrations comme si de rien n'était, il ramenait les difficultés du comité de l'UGTT et des tentatives face aux colonisations à la différence de l'opposition de leurs dirigeants respectifs. Il le ferait avec l'insolence de quelqu'un qui se croit souvent plus échappé. Il n'y a pas de doute que le mérite essentiel de la combativité des travailleurs vient au courage de leurs dirigeants. A chaque incident, à chaque grève, à chaque action dangereuse, on trouvait toujours le responsable syndical au premier rang du combat. Les dirigeants de l'UGTT se sont toujours tenus aux côtés des travailleurs ; personne parmi eux ne sortait devant le feu. C'est ainsi qu'il fut, à se cacher ou à tomber malade ! le héros tunisien aura immédiatement compris que c'est Bourguiba lui-même qui est vicié ici pour son comportement au moment des événements du 3 avril 1938 lorsqu'il avait gardé le fil pour sauver sa peau. Deux lignes plus bas, dans une allusion parfaitement limpide, Achour l'accusera de manquer de "courage", c'est à dire de ne pas être un homme. Rien de moins ! Dans une souffre où domine encore les élans patriciens, c'est là l'injure absolue.

Passons à présent à la seconde partie du discours. Il y est fait de l'évolution de l'Utt depuis l'"indépendance". Achour va continuer à chanter les mêmes antennes : "l'UGTT, que l'ancien étaignent parce qu'elle est active et qu'elle ne se laisse pas détourner de sa tâche fondamentale qui est la défense des droits des travailleurs, et bien mérité de la patrie ; elle a, plusieurs reprises, sauvé le pays de la destruction. Il n'est pas invraisemblable de rappeler à ceux qui l'ont oublié ou qui feignent d'avoir perdu la mémoire". Il va dresser alors une liste de différentes crises qui ont secoué le régime depuis 1955 (crise youssifiste, affaire Ben Salah, crise Destri au VIII^e congrès du P.S. de 1971, etc.) en montrant que c'est chaque fois l'intervention de la centrale et singulièrement sa propre intervention personnelle qui ont permis de stopper la situation.

Il faut replacer tous ces propos dans le cadre des conflits qui opposent les différentes factions qui se disputent le pouvoir, dans cette atmosphère de fin de règne qui est de plus en plus celle du pays, et il apparaît alors de toute évidence que le discours du 5 août est une manifestation de la volonté de la bureaucratie syndicale des supplantés se réversaires organisée à l'intérieur du P.S.D. dans la direction des affaires de l'Etat en même temps qu'il constitue un acte de candidature de la part de Achour à la magistrature suprême.¹ Celui-ci n'a d'ailleurs pas pris trop de peine pour camoufler ses intentions en rappelant que le mouvement national n'a jamais été aussi fort que lorsque il a été dirigé par Farhat Hached (tant il s'est proclamé le continuateur). De toutes manières, c'est bien ainsi que l'ont compris aussi bien ses amis que ses adversaires. Les dernières interventions de nombreux fois en intervention pour lui crié leur appui dans son entreprise (le slogan qui revenait le plus souvent est celui-ci : "Poursuivit ton combat et cache que les travailleurs sont derrière toi !"), et les regards sur l'assaut de reproches, à la fin de la réunion, et en le démarquant d'avoir de nouveau milité à l'égard de Bourguiba.²

Deux autres faits montrent bien que la bureaucratie syndicale et Achour entendaient assurer des cérémonies commémoratives du 5 août pour donner le plus grand éclat à l'affirmation de leurs prétentions. D'abord le nombre et la qualité de délégations étrangères : plusieurs délégations du pays arabe ainsi que le secrétaire général de la C.I.S.L. durant les précédentes commémorations, une délégation européenne n'était invitée. La direction de l'UGTT a donc misfin ses ambitions devant l'opinion internationale (plus précisément arabe et américaine).

Le choix de la ville de Sfax, de manière générale, le choix n'est pas fortuit. Indépendamment le fait que la bataille du 5 août 1943 ait déroulé dans cette ville, le lecteur aura certainement remarqué que la presque totalité des affrontements que nous avons relevé et qui ont opposé l'UGTT au Gouvernement et au Gouvernement sont sur pour scène Sfax. Pourquoi cela ?

Y et du courage

Y pour cela

Y même

1 - Sous cet éclairage, son refus de la présidence à vie de l'UGTT acquiert peut-être une explication suffisante de celle qui a été avancée. Cette proposition émanait peut-être de délégations manquées par le Gouvernement qui cherchait ainsi à le rire au fil du syndicat et à empêcher de faire état de plus hautes ambitions. Son refus signifiait alors le droit de disposer entièrement libre de ses mouvements.

2 - cf "Ech. UGTT" n° 87 du 17. IX. 1977, p. 43

Il est indéniable que la classe ouvrière saharienne fournit à l'UGTT - depuis l'origine - quelques-uns de ses bataillons les plus forts et les plus disciplinés. Ceci pourrait expliquer que la bureaucratie syndicale l'utilise comme base d'appui dans sa lutte pour la conquête du pouvoir. Mais il y a autre chose.

Etant donné la diversité des structures précapitalistes en Tunisie, l'homogénéisation nationale de classes dominantes est loin d'être achevée : les divisions de type régionaliste - forme nouvelle des divisions tribales et féodales antérieures - restent encore vives en deux sens. le PSD et l'appareil d'état qui il domine sont ainsi monopolisés par les sections de la réaction saharienne du Sahel (Sousse, Monastir, Kéf) en premier lieu et de la capitale ensuite. La section saharienne de la réaction tunisienne estime en effet de la nécessité du pouvoir. Plus exactement, elle considère qu'il ne lui revient pas une part d'influence politique conforme à son économisme et à sa puissance économique. Dans ces conditions, l'on comprend que elle forme un foyer d'opposition virtuel au régime. Dans une certaine mesure, elle n'est pas hostile au tout mouvement qui - sans remettre en question l'ordre impérialiste réactionnaire - œuvre même moins à le transformer en s'attaquant aux positions de la minorité saléenne. Sur cette base, il s'est développé depuis quelques années une véritable alliance tacite (et tactique) entre le grand bourgeoisie et les agriculteurs pauvres et les dirigeants syndicalistes.

Cette seconde donnée, additionnée à la première, explique pourquoi ces derniers accordent à la "capitale du Sud" une place privilégiée dans leur stratégie anti-touristique. Dans cette optique, on se rend compte de la posture exacte du chef de l'Etat pour affirmer la volonté de la bureaucratie syndicale de jouer un rôle majeur dans les vie politiques. Achour a parlé à partir d'une ville - la deuxième du pays - qui il estime lui être totalement égale, aussi bien dans ses classes pauvres que dans ses classes riches ; il a lancé son défi au régime à partir d'une région unanime dans son opposition au PSD et où les sondants ne reviennent que de bises le cercle de la domination saléenne qui entoure leur environs.

Le déclenchement du 5 août apparaît ainsi comme la première manifestation d'envergure de la rupture politique entre la bureaucratie syndicale et le régime et de la transformation de l'UGTT en force politique d'opposition.

Mais c'est la crise des mois de septembre qui fera de cette rupture quelque chose de définitif et d'inévitable. Le point de non retour a été franchi lors de la réunion du Comité d'Action de l'UGTT le 15 septembre.

Nous avons dit plus haut que la conférence ouvrière n'avait pas publié de communiqué de presse mais le compte rendu intégral des débats qui ont donc duré quinze heures et demi a été reproduit dans le n° 87 d'« Ech-Chaab » daté du 17. IX. 1977¹⁸. Le point central invité à l'ordre du jour de la CA était intitulé comme suit : « l'état actuel des rapports UGTT - PSD et leurs averses. »

Nous nous contenterons de rapporter cette intervention d'un orateur pour donner un résumé des contenus généraux des discussions : « Je ne m'étonne pas de la situation où nous nous trouvons aujourd'hui. Posons-nous la question : est-ce que quelqu'un a pu jouir de ses droits politiques durant les vingt dernières années ? Est-ce que la constitution a été respectée tout au long de cette période ? Est-ce qui il est réellement possible de pratiquer la démocratie à l'ombre du système du parti unique ? La réponse est non, malheureusement. Ainsi, je vous le dis en toute franchise, si nous voulons que nos revendications soient satisfaites, si nous voulons doter le régime des bases stables, il est indispensable de demander l'application des dispositions constitutionnelles relatives aux libertés publiques, syndicales et politiques, de façon à établir un système démocratique dans ce pays qui ne supporte plus l'arbitraire. »

« [...] Notre maintien à l'intérieur du PSD ne se justifie plus et ne présente plus

¹⁸ Ce n° 87 a été confectionné et diffusé de façon quasiment clandestine.

Y à lui seul

Y à la fin de la réunion,

68

aucun intérêt pour les travailleurs. Comment pouvons-nous demeurer dans un parti où se manifeste tant de haine pour l'Union et la classe ouvrière?

"Notre maintien au sein du parti est très préjudiciable à l'Union; seule en bénéficiant la poignée d'opportunistes et de profiteurs qui se sont emparés de la direction des Détours et qui veulent, par notre maintien dans leurs rangs, continuer à agiter le slogan de l'unité nationale pour pouvoir, derrière ce camouflage, poursuivre l'asservissement de leurs appétits personnels."

"Le slogan, dans sa conception desouvenante et officielle, s'est transformé aujourd'hui en une mascarade, en une insulte à l'égard de l'Union et de la classe ouvrière. L'unité nationale, dans l'esprit de certains responsables, ne signifie pas autre chose que la soumission des organisations de masse et particulièrement celle des travailleurs aux décisions et aux ordres de ceux qui dominent le parti. Aussi est-il indispensable de centrer nos efforts à l'assassin sur les revendications de libertés publiques et des droits syndicaux et politiques. Il nous faut lutter jusqu'au bout pour arracher ces droits et ces libertés."¹

Dans ce que le montrent ces propos ↗

↑ qui, redisons-le, ne sont pas isolés mais qui contiennent des représentatifs de l'esprit qui anime la direction syndicaliste)

Tes événements de septembre 1977 qui ont mis aux prises les centrales ouvrière et le Détour ont introduit un véritable bouleversement du paysage politique tunisien. Révélant un processus de maturation long de plusieurs années et qui s'était considérablement accéléré durant les derniers mois, ces événements ont provoqué l'éclatement de fait du système du parti unique et sonné le glas du monothéisme destourien. L'UGTT se transformant de foyer d'agitation sociale en foyer d'agitation politique, en force politique d'opposition.

Pour le PSD, dont l'ambition était de permettre le pluralisme social pour empêcher le pluralisme politique², la désillusion doit être bien sincère...

Dans les semaines et les mois qui viennent, cette transformation de l'UGTT en force politique concurrente du Détour ne pourra que s'intensifier. D'abord parce que les sentiments anti-destouriens de la masse des travailleurs syndiqués sont devenus irreversibles et que les nouvelles adhésions au syndicat se feront sur une base politique oppositionnelle manifeste. Ensuite parce que les différents groupes d'opposition - chacun en fonction de sa stratégie - vont être nécessairement amenés à développer une politique d'entente au sein de la Centrale³. Enfin parce que la bureaucratie syndicale elle-même, étant confrontée au parti au pouvoir, cherchera obligatoirement à nouer des alliances avec l'opposition, reformée en premier lieu. Telé, si elle n'en ait pas, de se constituer en parti politique distinct. (Il semble, en effet, que certains dirigeants syndicalistes envisagent de donner au mouvement social dont ils sont aujourd'hui les porte-parole une configuration directement politique, en fondant une espèce de parti travailliste.)

La conclusion qui se dégage de tout ce qui précède est celle-ci : l'intérêt de l'UGTT réside dans la légitimation des institutions et de la vie politique en Tunisie ; et c'est justement de très bons arguments pour la cause de la démocratie et de la liberté dans notre pays puisqu'elle représente une formidable force de masse. Il ne s'agit cependant pas de se nourrir d'illusions : il y a point de vue de classe, l'UGTT, précisons-le Véron, n'est pas un tout homogène : elle regroupe des forces de classe opposées et antagoniques, en dernière instance. Sa base est représentée par le prolétariat et d'autres catégories de travailleurs mais son sommet est toujours dominé par une couche bureaucratique qui s'apparente en dernier ressort aux classes réactionnaires.

De ce point de vue également, les événements de septembre 1977 sont très significatifs, les luttes anti-destourienne de la bureaucratie syndicale n'ont jamais été dirigées contre le système économique mis en place par le Détour.

1 - "Edu. Thââb" n° 87, p. 13.

2 - Voir plus haut, p. 43.

3 - L'entente à l'intérieur de l'UGTT n'est pas nouveau, mais il est évident que les derniers événements vont lui donner une très grande impulsion.

Y sont

Y précisément

Y faisant d'elle une sorte d'abri de fixation des hommes "non" au régime.

Y de son côté,

Y une fois

Y en effet,

et contre son inféodation à l'imperialisme¹; la bureaucratie ne s'est à aucun moment comportée en force patriotique et nationale; elle n'a à aucun moment rattaché ses mots d'ordre démocratiques à des mots d'ordre antimpérialistes. Elle n'a donc pas remis en question le système de domination impérialiste réactionnaire; ses revendications démocratiques étaient uniquement à régulariser ce système en sa faveur et n'avaient pas d'autre but que de lui permettre d'y occuper une place davantage conforme à son poids réel dans la société.

En effet, le conflit qui a opposé la bureaucratie syndicale au parti des Destours, en dépit du caractère d'extrême acuité qu'il a pris réellement, est toujours resté confiné dans les limites d'un conflit interne au pouvoir réactionnaire; les contradictions qu'il a permis de dévoiler demeurent, malgré leur grande gravité, des contradictions parmi l'ennemi et non pas des contradictions entre résolution et contre-résolution.

La base de masse de l'UGTT présente par contre des caractéristiques toutes différentes. Nourries par l'action revendicative quotidienne, il s'est développé en son sein, notamment lors de ces dernières années, de profondes aspirations démocratiques et patriotiques révolutionnaires de même qu'un embryon de conscience de classe prolétarienne. L'intérêt vital de la masse des travailleurs syndiqués ne les pousse pas vers un réaménagement finallement formel du système de gouvernement des classes dominantes mais vers une transformation radicale de l'ordre social existant. A l'opposé de la bureaucratie syndicale, les contradictions qui séparent ces travailleurs de l'Etat réactionnaire sont des contradictions antagoniques, des contradictions entre le peuple et ses ennemis que seule peut résoudre une révolution violente.

Correspondant à ces deux forces de classe opposées et irreductibles, on observe donc à l'intérieur de l'UGTT deux comportements différents, deux lignes rivales: une ligne populaire révolutionnaire et une ligne bureaucratique anti-révolutionnaire. La lutte entre ces deux lignes, spécialement depuis 1970, ne s'est jamais interrompue bien que les formes de l'affrontement aient pu varier.

During les événements de septembre, alors même que l'UGTT apparaissait comme un bloc soude et uni dans son opposition au dictateur, la bataille de ligne s'est poursuivie! Ses manifestations sont nombreuses. On peut les ramener au schéma suivant: tandis que la base ouvrière tend à pousser le combat contre le dictateur le plus en avant possible, la bureaucratie syndicale et particulièrement Achoui s'efforcent systématiquement de le modérer et de le circonscrire en le dépouillant de son caractère de remise en cause globale du système.

Ainsi, immédiatement après le discours de Bourguiba du 9 septembre qui contenait de violentes attaques contre la bataille, les travailleurs de Tunis présentent leurs représentants d'organiser une manifestation de protestation dans les rues de la capitale. La direction tunisienne de l'UGTT s'y oppose. On dit aux ouvriers de se contenter d'envoyer des télégrammes de dénonciation au premier ministre!²

A Tunis, cependant, il y a quand même des manifestations. A la suite des arrestations qui furent opérées, une étrange atmosphère d'insurrection s'empare de la ville, causant une grande frayeur non seulement aux autorités mais aussi aux bureaux syndicaux de la région dont l'un déclarera: "il faut que l'UGTT canalise le mouvement populaire avant qu'il ne devienne incontrôlable."³

Durant les réunions de la C.A. du 15 septembre, et en dépit du fait que cette instance soit majoritairement dominée par la bureaucratie syndicale, les voix de la base populaire – assourdis et effacés, certes – parviennent à se faire entendre.

¹ - "Nous ne sommes pas contre le libéralisme économique, mais nous ne l'acceptons que sur la base de certaines conditions. Ces conditions se ramènent à la promotion d'un libéralisme social parallèle au libéralisme économique." "Ech-chaâb"; n°87, p. 14.

² - cf. "Jeune Afrique"; n°... du ...

³ - "Ech-chaâb"; n°...

⁴ - "Ech-chaâb"; n°87, p. 13

? politiques

? sans relâche.

? nous l'avons mentionné

L
L

70

par l'intermédiaire de plusieurs délégués. Aucune voile ne fut donnée aux diverses positions qu'ils présentèrent : convocation d'urgence du Conseil National de l'UGTT pour prendre des décisions de nature à faire reculer le pouvoir ; déclenchement d'une grève générale dans le même but ; non paiement des redevances à la RTT tant que celle-ci se soumettrait au service exclusif de l'information officielle ; revendication d'une administration des PTT qui soit "démocratique et libre" et ne sabote pas la distribution de la presse indépendante ; etc.

Concernant la question de la rupture des liens organiques qui rattachent l'UGTT au PSD - rupture qui était pourtant demandée par la plupart des membres du C.N. - Achour intervint lui-même pour jeter de l'eau sur le feu : la question est d'importance, dit-il, il ne faut donc pas faire preuve de précipitation. Le même Achour devait enfin, au lendemain de la clôture de la réunion du CA, se rendre au palais de Carthage pour se prêter à la comédie de la "réconciliation nationale"... alors que les masses brûlaient de se lancer à l'assaut de l'ennemi.

L'apparente unanimité de l'UGTT lors des événements de septembre ne doit donc pas tromper : elle cache l'existence de deux courants différents même si l'un est encore abordé avec l'autre.

Pour se soumettre la masse des travailleurs syndiqués, la bureaucratie syndicale applique à leur égard une double politique : d'une part, elle les utilise dans sa lutte contre le patronat ; d'autre part elle s'efforce de les empêcher de s'engager dans un combat radical de transformation révolutionnaire de la société. Elle s'efforce en d'autres termes, de convaincre les masses que ses intérêts, sa politique, ses objectifs, ne sont pas autre chose que l'expression de leurs propres intérêts, politique et objectifs.

Pour s'emanciper de la tutelle idéologique, politique et organisationnelle de la bureaucratie syndicale, pour pouvoir mener de manière autonome leur propre lutte nationale et de classe, les travailleurs devront apprendre à leur tour - des faits nombreux prouvent qu'ils commencent intuitivement à le faire - à pratiquer une double politique à son égard. Une double politique d'unité et de lutte. Unité dans le combat contre l'ennemi commun représenté aujourd'hui par les dictatures des bourgeoisie et lutte pour dévoiler la nature de classe réelle de la bureaucratie syndicale.

Il va de soi que l'aspect unitaire devra être placé au premier plan durant les moments de confrontation brutale avec le parti au pouvoir.¹

A l'heure actuelle, de toute manière, l'UGTT, malgré les tensions qui l'agitent, se présente catégoriquement comme une organisation unie, comme une force unanime dans son refus de l'hégémonie des bourgeoisie. La bureaucratie placée à sa tête se bat aujourd'hui pour une libéralisation des systèmes politiques. Grâce aux coups de boutoir qu'elle a porté au patronat en août et en septembre, elle a mis en branle le processus de "démocratisation" ouvert en juillet 1976 et stoppé en juillet 1977. C'est ce que nous soutiens d'abord ici.

3 - Un nouveau reclassement des forces en présence

Au terme de ce mois de septembre 1977, le tableau de la répartition des forces politiques de la réaction est très différent de ce qu'il était en juillet 1977 et nous savons plus tôt, en juillet 1976, lorsque le C.C. du PSD décidait d'adopter la tactique de l'ouverture.

Nous avons déjà analysé dans le détail la composition de chacun des deux camps en présence - le camp des partisans de la "libéralisation" et celui des partisans du durcissement - durant la phase de la mise en œuvre de l'"ouverture" (juillet 1976 - printemps 1977) et durant la phase de l'retour en arrière qui lui succéda (printemps 1977 - juillet 1977).

A la fin de l'été 1977, les situations a donc une nouvelle fois changé.

¹ Nous aurions dû revenir longuement sur ce point dans la troisième partie.

] laisser un écart.

V donc

V très différent aussi de ce qu'il était

V brisé

11

Achour qui, depuis pratiquement le premier longue de Novembre du PSD en 1971 jusqu'au milieu de l'année 1977, était allié à Nouira contre Sayah se trouve maintenant confronté au bloc formé par ces deux derniers. D'un autre côté alors qu'il avait jusqu'à la fini un rôle relativement discret dans la mise en place de la politique d'"ouverture" décidée en 1976, le sorté qui occupe dorénavant le premier rang de ce point de vue au sein et place de Tahar Belkhoja. Le dernier, qui apparaissait jusqu'en juillet 1977 comme le parti au plus déterminé de la "démocratisation" se situe désormais sur une position nettement plus en retrait. Durant les événements de septembre, il s'est en effet efforcé de servir d'élément tampon entre la bureaucratie syndicale et la direction des sortes. On sait que la "réconciliation" du 17 septembre est due en grande partie à ses bons offices.

En ce début d'automne 1977, le nouveau classement des forces réactionnaires les plus importantes peut donc être globalement établi comme suit :

* dans le camp ultra, on trouve la bourgeoisie compradore (Nouira) ainsi que l'aile inéductible de la bourgeoisie bureaucratique (Sayah) composé en premiers lieu de l'appareil du PSD ;

* dans le camp des "libéraux", on note deux autres sections de la bourgeoisie bureaucratique : la bureaucratie syndicale (Achour) d'abord et l'appareil bureaucratique de l'Etat (Belkhoja) ensuite.

Pour rapport à l'état des choses qui prévalait en juillet 1976, le renversement de tendance est, on le voit, presque total : la tendance préconisée alors par les compradores est défendue maintenant uniquement par des bureaucraties tandis que celle que préconisaient les bureaucrates est reprise en compte par les compradores... .

* * *

Depuis le c.c. de juillet 1976, l'affrontement entre les partisans des deux tactiques rivales qui divisaient les classes dominantes n'a pas connu de répit. Après les événements de septembre 1977, point n'est besoin d'être grand élevé pour prévoir que il va se poursuivre avec plus d'acharnement encore dans les mois à venir. Plus long, au chapitre suivant, nous essayerons de déterminer sur quelle perspective il pourra déboucher. Il est d'ors et déjà possible, cependant, au vu des périplés qui ont marqué ces quinze mois que viennent de s'écouler, de dégager un certain nombre d'indications. Il y en a principalement trois.

1) Comme les précédentes, les alliances établies en septembre 1977 ne sont pas définitives. De nouveaux retournements de situation sont inévitables, de nouvelles coalitions seront certainement mises sur pied. Mais on est à ce stade du jeu point de vue. Des configurations qui peuvent paraître aujourd'hui invraisemblables s'imposent sans doute demain. Ne serait-il que pour cela, une attitude qui considérait à l'origine tout à fait cette fraction des classes dominantes serait suicidaire : elles sont toutes en effet irréductiblement réactionnaires.

2) En juillet 1976, le sorté avait conçu la politique de l'"ouverture" comme une opération de déamorçage des conflits devant être conduite de façon prudente et contrôlée. Les événements ont pris non tout autre tour sous l'influence de deux facteurs : d'abord parce que les divergences d'intérêt entre les diverses fractions réactionnaires sont passées à un très grand degré d'exacerbation ; ensuite - et surtout - du fait de l'entrée en lice des masses populaires. En même temps qu'ils sont une preuve de la faillite du régime, les heurts qui secouent de plus en plus fortement l'édifice social vont certainement favoriser un développement très rapide des luttes populaires de masse.

3) Le but principal qui sous-tendait la mise en application de l'"ouverture" de l'été dernier était la réunification du bloc des classes possédantes, bourgeoisie nationale réformiste comprise. Au bout de quinze mois, non seulement ce but n'est pas atteint mais même ceux qui étaient bien avis sont aujourd'hui ouvertement divisés. C'est dire que le processus d'affranchissement de la base de classe du régime, lors de s'allonge s'est au contraire accéléré. Jamais depuis 1956 le sorté n'a été autant isolé qu'actuellement. Ces avancées d'excellentes conditions au développement du mouvement de masse. Encore faut-il que les marxistes-léninistes assument pleinement

Y depuis quelques mois

73

differents secteurs et institutions de la culture officielle. L'opposition de ses tendances réformiste, révolutionnaire dans les circuits culturels de l'Etat devait d'autre part, en dernière resort, davantage les intérêts des milieux révolutionnaires qui elle ne les desservait : ne prononçant pas la lutte franche et ouverte entre culture patriote et culture contre-révolutionnaire, elle empêtrait toute démarcation et toute radicalisation !

La situation commença à évoluer à partir, grosso modo, du milieu des années soixante, lorsque s'accumulèrent les premières manifestations de la facilité de la politique "boursalouse".

Déterminé directement par l'exacerbation des contradictions sociales dans le pays, et en premier lieu par le début de révoltes révolutionnaires des jeunes intellectuels des rangs de l'un nouveau mouvement culturel voilé le jour et ne bandait pas encore d'opposer frontallement aux portes-parole de la culture réactionnaire. La lutte des classes dans la superstructure idéologique reprenait ainsi son clair après s'être momentanément effacée.

(les premières œuvres du nouveau mouvement, qui datent de 1966-1967, ont surtout concerné les domaines de la littérature et du théâtre. Ezzeddine Nadani, Nourf Souissi, Habib Zennad et Nourf Ghachem.)

Le tournant de 1969 - en portant un coup mortel aux illusions réformistes qui pouvaient encore être entretenu - allait considérablement accélérer le processus de la scission de la culture en deux blocs ennemis. La faune unie de la période antérieure, faite de flou et d'ambiguité de nœuds dans les positions, solidaire en effet, en liaison avec l'instabilité des antagonismes. Chaque courant, chaque individu avait désormais à choisir son camp: celui de la culture officielle - réactionnaire dans son contenu en même temps que d'une virulence extrême dans sa forme - ou celui de la culture populaire, patriote et démocratique, porteuse de révoltes.

Sur cette base, et assez rapidement, il se produisit un basculement de très nombreux intellectuels et artistes hors de l'espace d'influence idéologique du pouvoir. Outre les secteurs de la littérature et du théâtre cités plus haut, de nombreux domaines comme ceux du cinéma ou de la peinture commencèrent à échapper à leur tour à la domination exclusive des derniers.

(la chanson, par contre, ne suivit pas le mouvement général. Elle demeura - c'est encore le cas aujourd'hui - solidement tenue au laissez, imperméable aux aspirations nouvelles. Plus anciennement et plus profondément enracinée dans la habitude cultuelle de la population que la majorité des autres types d'expression artistique, se prélassant de plus à une consommation large et quasi permanente, la chanson se pivota en effet comme un enjeu stratégique sur le front du combat culturel entre révolution et contre-révolution. Les caractéristiques particulières expliquent l'acharnement des derniers à ne pas laisser s'exprimer dans ce domaine d'autre voix que la sienne : réuler sur ce plan évidemment pour lui à reculer sur tous les plans).

La main-mise de l'Etat sur les domaines culturels fut tellement loin, les moindres tentatives de résistance furent étouffées avec tellement d'arrogance que ce secteur apparaît aujourd'hui comme le niveau de la culture officielle où s'installent le plus ses médiocrités générales et son caractère décadent. Au point que même certains des derniers se sont vus obligés de dire la vérité d'alarme. Voici par exemple le dessin instruit dans cette optique par "Dialogue" dans le n° 132 du 14. II. 1977 :

Après le Mouvement de Février 1972 - qui vit les jeunes intellectuels passer dans sa grande majorité à des formes d'opposition, fidèles avec le pouvoir et pour, avec une force jamais atteinte jusqu'alors, les revendications patriotiques et démocratiques de tout le peuple - une nouvelle impulsion sera donnée au processus de radicalisation de l'homme de culture ; l'on arrivera à une véritable synthèse qualitative : l'opposition à la culture réac-

tive - Ngati, à la tête d'"El Fikr", est l'un de ceux qui ont le plus fait pour donner la pointe à l'émergence d'une activité culturelle patriote conséquente en favorisant précisément, dans le colonne de sa revue, la jonction et la cohabitation pacifiques de point de vue d'estime droite aussi bien que réformiste.

* laquelle il était issu

* amygda.

* les auteurs les plus représentatifs sont ici

(*)

(*) (*)

(*) (*) (*)

tionnaire dominante ne sera plus seulement un phénomène individuel, le fait de tel ou tel écrivain ou artiste particulier, mais un phénomène global, de groupe. L'Etat, autrement dit, n'aura plus à faire face à l'opposition d'artistes singuliers, confinés dans tel ou tel enclavé, mais à une débat d'opposition artistique dominée dans presque tous les secteurs culturels.

Il ne lui restera plus alors d'autre issue que les répressions.

Sectaire et ponctuelle au départ¹, celle-ci devait rapidement devenir systématique et aveugle après la désignation de Naimouddine Zennad au ministère des Affaires Culturelles. Durant toute la période où il servira à la tête du son département () une dictature ferme s'abattra sur la vie culturelle et intellectuelle du pays. On ne comptera plus, le nombre de prisonniers et d'outrages infligés ; les auteurs mal-pensants seront privés de leurs droits sociaux, plusieurs d'entre eux seront même condamnés à l'emprisonnement à l'exc².

Parallèlement, Zennad mettra en œuvre une véritable politique d'appréciation et d'encouragement de la création artistique en bloquant les crédits et en annulant les subventions.

Les conséquences de cet activisme obscurantiste ne devront pas à se manifester : le niveau – aussi bien quantitatif qu'qualitatif – de la production culturelle officielle, déjà bien minable sans cela, subira une nouvelle chute brusque, atteignant un degré d'influence extrêmement méprisable. Le usage spirituel de classes dominantes se déroulait dans toute sa laideur, sans mœillance et sans rimmel.

Rien n'était pourtant résolu. La politique de force initiée par Zennad ne pouvait pas parvenir à étouffer la aspiration à un culturel national et de projets qui animaient de plus en plus le monde artistique. Elle ne fit aux contraires que durcir les antagonismes et aggraver encore plus la contradiction entre la réalité profonde des milieux culturels, leurs besoins et préoccupations réelles, et l'image déformée et caricaturale qui eux donnaient les institutions culturelles de l'Etat.

Pour la jeune génération en particulier, les contraintes imposées par la dictature messadiste étaient ressenties comme une provocation insupportable.

Les lieux d'une "normalisation"³, n'étaient donc qu'un accélérateur de la radicalisation des hommes de culture qui aboutirait le pouvoir, à une cristallisat⁴ de leur conscience démocratique et nationale.

Nous savons qu'il revint à Naimouddine Zennad de se charger de la mise en pratique de la politique d'"ouverture" dans ce dernier domaine. Ils sont utiles et fondatifs ()

Il va adopter un langage pseudo-liberté entièrement différent de celui que tenait ses prédécesseurs. Il multiplie les déclarations sur l'indépendance de l'art et de la culture.³ Durant les deux mois où il sera ministre, il défendra son ministère pour l'année 1977, il dira notamment : "nous avons donné pour consigne à nos services de préparer les conditions favorables à la relance culturelle sans intervenir dans les définitions des contenus de la création littéraire et artistique". ("l'Officiel" du 5.V.1977.)

1 - donner des indications sur la période 70-76 : "culture", Zennad, "Naimouddine", Fersi, Hammam ...

2 - Bilan chiffré de la répression messadiste

fermeture de cas - clubs, مراكش، الدار البيضاء،

Valors

Y et succéda à un nouveau changement économique
Zennad, Ezzeddine ...

Yatribes au
Yainai

3 - cf. par exemple "Le Temps" du
22.V.1977 : "les artistes ne doivent pas souvent être mis en danger".

Pour donner quelque consistante à la nouvelle orientation, diverses mesures seront prises. Plusieurs hommes de lettres et artistes, écrits par Nasrallah, seront arrêtés dans leur poste, différents lieux d'expression culturelle (revues, associations) dont l'activité seraient suspendus seront fermés en mouvement, de jeunes intellectuels progressistes seront nommés à des postes de responsabilité dans les institutions officielles, etc. En effet, une importante opération de répression et de révision en masse était entreprise pour redonner aux forces la direction et le contrôle de la vie culturelle dans le pays. Le balancier n'ayant pas permis d'atteindre cet objectif, il était remplacé par la cavale.

Nous ne prétendrons pas que le régime ne soit pas parvenu de cette manière à comporter quelques succès. Celui serait toutefois pourfaits. Il s'est ainsi trouvé cependant que la nouvelle politique étoit, tout au moins que l'assemblée condamnée irreversiblement à l'échec : la réaction ne disparaît pas, en effet, des moyens nécessaires à sa réussite.

Elle ne dispose pas des moyens matériels nécessaires. Les petits alloués à Khloï pour mener à bien son entreprise étaient indéniablement faibles: % du budget global de l'Etat pour l'année 1977. Comment pouvait-il avec une somme si peu importante répondre aux besoins immenses qui se manifestent dans le secteur dont il a la charge. Sans argent, les plus belles paroles deviennent sans effet.

La réaction ne dispose pas des capacités idéologiques et des moyennes intellectuelles indispensables pour pouvoir assurer sans succès majeurs une libéralisation réelle de la vie culturelle. L'"ouverture" ne visait pas à accorder aux hommes de culture la possibilité d'exprimer dans la légalité leurs points de vue progressistes et populaires anti-dictature, son but était au contraire de donner le change et de convaincre - par le moyen du "dialogue" et de la "persuasion" - les intellectuels et les artistes du bien fondé des choix idéologiques du régime. Il s'agissait, en d'autres termes, d'utiliser des moyens pacifiques - le moyen violent ayant démontré leur inefficacité - pour rétablir l'hégémonie des conceptions réactionnaires sur les milieux culturels. Encore fallait-il que ces conceptions soient, par elles-mêmes, de suffisamment de force d'attraction et de rayonnement. On verra tout d'abord le cas : l'idéologie destourienne n'a plus de pouvoir mobilisateur dans la société ; sa faillite, de ce point de vue, est totale et définitive.

L'"ouverture" culturelle, l'expression libre des différents courants intellectuels ne pouvait plus l'avantage ; elle n'aurait fait que précipiter sa débandade et son élimination.

La politique de Khloï étoit ainsi nécessairement condamnée dès le départ à faire long feu. Là aussi, le comité central de l'Etat 1977 devait donner le signal du retour à l'ordre. Les premières manifestations de la réaction en masse apparaissent juste après la tenue du Festival de Tabarz. Des poètes progressistes - spécialement Zannah et Ghachem - qui avaient été invités à cette réunion, se leur œuvres furent pris à partie de la façon la plus injurieuse dans les presses de l'Etat.¹ Quelques jours plus tard, Raoul Farhat, principal organisateur du festival, étoit démis de ses fonctions et le titre de la maison de la culture Ibn Haldoun. Le printemps n'avoit donc que quelques semaines...

2 - L'idéologie fidjide rebondit sur la réaction. La mort de Frère musulman.

Le gouvernement a donc utilisé successivement deux tactiques différentes à l'égard de la contestation culturelle : d'abord une politique de force, ensuite l'"ouverture". Dans les deux cas, non l'assemblée, en effet, sort vaincu. Bien entendu, il étoit hors de question pour lui d'en rester là. L'enjeu étoit considérable, il lui fallait voir que contre however une nouvelle parade pour arrêter la dégradation de ses positions sur le front idéologique.

1 - cf. "Dialogue" du

, p. 155 : "les poètes et les démagogues".

Il apparaît que la solution qui s'impose actuellement avec le plus de force dans les villes marocaines soit - à l'instar de ce qui se passe dans d'autres pays - de renoncer au fanatisme religieux d'estime et droite. Tous les autres ayant démonté leur efficacité c'est la seule arme qui reste encore au régime pour tenir de repousser l'initiative au niveau des superstitions.

Pour le P.S.D., la chute est bien tombée : le choix auquel il se trouve réduit aujourd'hui contredit de façon totale ceux qui il n'a pas cessé de défendre depuis sa naissance et pendant près de quarante ans ! Il constitue pour lui un véritable tournant à 180 degrés. Un rapide rappel de ses politiques religieuses à partir de son accession aux pouvoirs en conclusion le lecteur.

Cette politique est passée par trois phases distinctes.

La première, de courte durée - elle s'arrête approximativement en 1951 - est celle où le Dahir est alors le plus loin dans ses tentatives pour se présenter aux yeux de l'opinion - notamment extérieure - comme un grand parti politique moderne, évidemment laïc, échange et tout obéirantisme islamique.

Les mesures qui ont jalonné cette étape initiale ont été nombreuses. On peut en citer quelques-unes :

- dissolution des juridictions religieuses ("charia") et mise en place d'un système judiciaire suffisamment inspiré du modèle français (1951);
- promulgation d'un code du statut personnel interdisant la polygamie (13 V
lois sur le démantèlement des tabous (31 juillet 1958);
- dissolution de l'enseignement traditionnel zéritounien et extension de la scolarisation selon le schéma occidental (réforme Benadi de 1958);
- tentatives diverses pour limiter la pratique du jeûne durant le mois du ramadan ainsi que les sacrifices d'animaux lors de l'Aïd El-Kebir;
- réduction draconienne des autorisations accordées pour le pèlerinage au lac Nejef;
- attaques multiples portées contre le culte des marabouts et autres saints, patrimoine culturel.

Sur ces deux exemples - on peut en citer beaucoup d'autres - l'attitude du régime à l'égard de l'islam peut donc être qualifiée de "modérante" et d'agnostique. Bourguiba en particulier adoptait dans ce domaine des positions en partie si négligeables qu'il paraît volontiers au grand affroncteur Kamel Al-Harbi.

Considérez toutefois l'angle du contenu de celle-ci, cette importante offensive anti-islamique renfermait cependant des aspects opposés, directement déterminés par la nature contradictoire du nouvel état.

Elle aspirait d'une part un aspect progressiste : la lutte anti-religieuse des diktats itait les manifestations, sur le plan idéologique, du combat de la bourgeoisie tunisienne contre la fidélité ! cet aspect progressiste était toutefois loin d'être dominant : le caractère fondamental des attaques portées à la religion hashimite dans son intention profonde une volonté réactionnaire de frapper des valeurs cultuelles nationales au profit de valeurs étrangères.

Les croisades anti-islamiques des pontifics n'émanait pas en effet dans son principe d'une vision postuelle de transformation des mentalités rebeldes ; elle ne s'inscrivait pas dans la perspective révolutionnaire d'une construction nationale ouverte, basée idéologique et morale matérialiste : elle voulait plutôt à renverser les obstacles spirituels qui se dressaient devant une domination encore plus poussée de l'impérialisme sur notre pays.

Elle ne recherchait pas, en d'autres termes, à édifier une société nouvelle, débarrassée de conceptions idéologiques d'un islam féodal et refusant en même temps de se soumettre aux valeurs décadentes de l'Occident ; son but était au contraire de nous arrimer encore plus solidement à ce dernier, de nous façonnner à son image.

En fait elle témoignait que le parti des ouvriers n'avait pas d'autre horizon idéologique et culturel que celui de ses protecteurs français ou américains.

Le réformisme laïc du régime était donc, dans son essence, fortement anti-nation-

(première loi date)

(première loi date)
1 août 1956)

appeler les diktos de Bourguiba à ce propos

entre 1956 et 1961

(première loi date)

Fait,

la date.

1 - Sur le plan des superstructures politiques, ce combat anti-fidèle s'était concrétisé dans la chute de la monarchie beylique et son remplacement par un régime républicain.

tional et anti-populaire. Lorsqu'il en était sûr, le départ toute chance d'atteindre ses objectifs. Né à la manière bengalaise, c'est-à-dire selon des modalités bureaucratiques et autoritaires, il sera imposé aux masses lesquelles ne l'assument pas et le percevront au contraire comme une atteinte à leur intégrité psychique et à leurs croyances les plus fermes.

Nous ne voulons pas dire que toutes les mesures prises par l'Etat furent immédiatement combatives et ré压ives. A la fin de l'année d'entre elles - telles les réformes de l'enseignement ou encore l'introduction de la polygamie - furent même considérées comme constituant un progrès et furent donc accueillies avec une relative bienveillance. Mais à partir du moment où, avec les attaques contre les femmes du Ramadhan en particulier, il apparut que c'était la pratique de l'islam en tant que telle qui était visée dans tous ses dimensions fondamentales, la révolte puis les révoltes populaires se transformèrent très vite en un vaste mouvement de révolte.

Il ne régnait dans ces conditions une atmosphère favorable à une contre-offensive des milieux religieux.

Y pour la population.

دش بش

Les premières réactions du pouvoir avaient été négatives, que nous Y pourrions à l'inverse penser qu'il allait durcir et approfondir davantage sa politique anti-religieuse. En fait, c'est tout le contraire qui se produisit. Après avoir l'essor des forces pour établir une situation qui menaçait de dégénérer, le PSD ne se déportera plus doravant de la plus grande prudence dans ce domaine. On peut dire que les appoulements de Kairouan constituaient pour lui une espèce de coup de sonnette qui le endeuilla fort bien.

Ainsi, entre 1961 et 1969 - c'est la deuxième étape de sa politique à l'égard de l'islam - il mettra une sonnette à la campagne anti-cléricale. Mais ses objectifs fondamentaux de meurent inchangés : il ne réinverra pas encore, durant cette période, son orientation. Il poursuivra simplement d'une manière d'attaque à outrance, à une allure de plus en plus impétueuse, de consolidation et de stabilisation des résultats obtenus durant la première étape.

Jusqu'en 1969, la politique de l'Etat restera donc marquée par un mélange de régression sociale et de modernisation accélérée - ce dernier aspect devenant chaque jour plus prédominant.

Sous l'effet conjugué de deux facteurs en particulier.

Le premier facteur est le nouveau système d'enseignement mis en place en 1958, grâce à lui, en effet, l'influence des modèles culturels et idéologiques importés de l'école française dans les proportions encore plus étendues que lors de la colonisation française.

Le deuxième facteur concerne le tourisme. Cette activité, qui prendra son essor surtout à partir des années soixante, aura des conséquences encore plus nocives : elle introduira sur une grande échelle, de manière physique et palpable, le mode de vie occidental.

Tout cela provoqua de graves distorsions dans la vie des masses populaires. En relativement peu de temps, il se produisit un profond bouleversement des mœurs et des croyances anciennes toutes plus ou moins directement liées à l'islam ; l'on assiste à un éclatement, à une sorte de subversion intérieure du sens et idéologique traditionnel de la société.

La crise d'identité ainsi créée entraîna une délocalisation des structures de base du corps social, notamment au niveau de la famille. Les jeunes, en particulier, se trouvent plongés dans de grandes confusions morales : l'écart entre les valeurs du passé et celles de l'échange, elle ne saura plus légitimer à quel saint se soumettre, selon quelles principes - nationaux et modernes - modèles sont existents !

Y laissez vos mane.
Y sinon, des rebates

Y sur le moment.

Y initiale

Y séances

L'est à la mi-juillet de septembre 1969 que l'attitude des forces vis-à-vis de la religion est radicalement révisée. Après cette date, en effet, l'islam n'est plus combattu mais au contraire défendu et utilisé par l'Etat dans son rôle de domination des esprits.

les raisons de clarté de ce renversement sont évidentes. le coup de barre de 1969 ayant entraîné des changements notables sur niveau du bloc au pouvoir. - l'émancipation de la bourgeoisie nationale, consolidation des positions de la bourgeoisie compradore et bureaucratique, retour en force des semi-fidèles -, ces changements devaient nécessairement se répercuter sur les superstitions idéologiques : la liquidation de la bourgeoisie nationale a pour conséquence que les références réformées et laïques de l'idéologie officielle sont jetées aux orties pour être remplacées par l'islamisme d'extrême-droite des gros propriétaires bourgeois.

l'ambiguïté qui entourait le régime n'a plus cours désormais. les configurations de valeurs contradictoires bourgeoises réformées et compradore, qui il avait maintenu pendant près de quinze ans au niveau des institutions de l'Etat s'offre au profit du quelque chose de plus intégralement nationaliste : l'alliance des idéologies comprado et fidèles.

Cela avait au moins le mérite de clarifier la situation.

Nous l'évolution n'allait pas s'arrêter là : une fois que le vrai est dire, il faut le faire... jusqu'à la fin ! Expliquons-nous. Dans nos premiers temps, après 1969, la place la plus grande dans l'idéologie et la culture dominante est occupée par les aspects compradores et non pas les aspects religieux/fidèles. cette prépondérance pouvait durer tant que les fractions bourgeois au pouvoir faisaient preuve d'une dynamisme même très relatif sur le plan de l'activité économique. Pour peu cependant que ce dynamisme s'essouffle, que le marasme s'installe dans les affaires, la situation devrait nécessairement se transformer. comment, en effet, dans des conditions de faillite économique, des thèmes comme ceux de la supériorité des valeurs individualistes ou encore des caractères bénéfiques de l'ère d'"interdépendance" avec le monde occidental - qui sont des thèmes centraux dans l'idéologie bourgeoisie pro-imperialiste - peuvent-ils continuer à faire illusion alors qu'ils ne répondent plus à une quelconque réalité matérielle ? Dans de tels conditions, les seules valeurs qui peuvent encore avoir un impact et une influence substantielle sont les valeurs religieuses/fidèles qui sont ancrées dans la conscience des masses de manière autrement plus ancienne et plus profonde que les valeurs typiquement bourgeoises.

C'est de cette façon que l'islam a été progressivement amené ces dernières années à prendre la première place dans l'idéologie des classes dominantes, relevant l'idéologie compradore à une position inférieure.

Par rapport à la période antérieure au coup de 1969, le renversement de tendances est donc total : la religion musulmane qui était une île privilégiée de l'action idéologique et culturelle du régime devient son support fondamental ; le retour, sans perdre aucun, se met à adorer ce qu'il brûlait hier encore.

les conséquences de cette volte-face sur le diviseur de la lutte nationale et de classe dans notre pays sont multiples. Une des plus graves concerne le moyen où la radicalisation de la société - l'apparition et le développement d'un courant obscurantiste extrémiste : le mouvement des frères musulmans. Constitué au départ en front idéologique et culturel, il est en passe de se transformer aujourd'hui en une force politique contre-révolutionnaire active et organisée.

Le nouvel obstacle dressé devant le mouvement populaire représente une menace non négligeable. Nous allons donc nous y atteler plus longuement. Mais il y a au préalable quelques enseignements de portée générale à tirer de l'évolution de la politique religieuse du régime telles qu'elles sont d'être rapidement tracées.

Si l'on ne prend en considération que son contenu principal et non les configurations conjoncturelles qu'elle a pu revêtir à telle ou telle période, la politique des touristes à l'égard de l'islam a suivi deux pentes opposées. la première, qui va de 1955 à 1969, et qui est marquée par un comportement anti-religieux plus ou moins affirmé, plus ou moins féroce, est celle où l'Etat, malgré son caractère global d'Etat néocolonial soumis à l'imperialisme, ses forces encore des aspects réformés secondaires. C'est les phénomènes "progrès" des touristes,

Y par contre

(obscurantiste)

sur cette "ascendante", si l'on peut dire.

La deuxième phase, qui commence en 1930 et qui le soit d'abord si se soumettre aux forces religieuses féodales est par contre celle de son déclin et de ses dégénérences totales. La partie n'est plus ascendante mais descendante ; l'Etat est devenu sous tous ses aspects un Etat réactionnaire. L'attitude des États de la religion apparaît ainsi comme être indicateur, comme un véritable baromètre historique d'ensemble — une boussole qui débute dans une réformisme bouljeviste solitaire pour s'achever dans une obscurantisme comprador et féodal de plus en plus noir.

Deux leçons doivent alors être rappelées dans cette optique qui apprend à faire face à la théorie marxiste-léniniste concernant les pays dominants et en démontrant la justine. La première leçon est la suivante : dans un pays comme le nôtre, dominé par le monopole étatique et en bulle de structures semi-féodales, les bourgeois réformistes, au sein que classe ne dispose d'aucun avenir réel. Elle ne constitue pas une force sociale fondamentale. Dans la mesure où elle est incapable de mesurer à leur terme les tâches essentielles de toute transformation bourgeoise de la société. Si, lors il revient au prolétariat de la remplacer dans leurs réalisations, mais lorsque elle parvient à faire quelque pas dans le sens de la révolution démocratique nationale, la situation qu'elle crée n'est jamais définitive et irréversible : elle demeure continuellement à la merci d'une restauration féodalo-imperialiste.

La deuxième leçon découlant en droit fil de * lorsque le danger menace, le plus sûr rempart de la domination impérialiste dans les pays du tiers monde, ce ne sont pas les forces bourgeois, ce sont les forces féodales.

*
Retournons au présent aux mouvements des Frères musulmans pour déterminer plus en détail l'amplitude du phénomène qui il représente aujourd'hui dans notre société. Ce qu'il faut dire ici d'emblée, c'est que ce phénomène n'est pas exclusivement tunisien : il concerne l'ensemble de la patrie arabe et toute une série de pays socialistes d'africains non arabes. Pour ce qui concerne la patrie nôtre, nous prendrons les choses de leurs origines.

Le point de départ se situe en Egypte. * Après la première guerre mondiale, les luttes démocratiques et patriotiques du peuple égyptien, sous la direction du parti Wafd, * de très importants développements. En quelques années, les affrontements nationaux et sociaux * augmentent jusqu'à introduire une simplification et une cléification considérable dans les rapports des diverses forces de classe : en face de la monarchie qui garantisait les intérêts des féodaux et de l'imperialisme britannique se dressaient comme un mur invaincu la bourgeoisie nationale, le prolétariat, la paysannerie et la petite-bourgeoisie urbaine. Le pouvoir réactionnaire était vaincu en cause dans son existence même.

C'est précisément pour parer à cet état de fait qui est créé en mars 1925, à Jarmia, par le cheikh Hassan El-Banouf, l'Association des Frères Musulmans. Son action consistait à exploiter la force religieuse de masse pour les débarrasser du Wafd et le ramener dans la voie de l'obéissance au calif. L'islam sera utilisé, en d'autres termes, pour assurer l'assurance politique du peuple et bientôt son état révolutionnaire.

Dès leur apparition sur le scénar egyptien, les Frères musulmans se sont donc posés comme une force d'extrême droite, au service de la féodalité et de l'imperialisme. (Depuis leur nature idéologique et des idées fondamentales, nous jaurions vainement.)

Leur caractère de force d'extrême droite se manifestait également d'une autre manière : dans leur adhésion à l'idéologie fasciste, à l'époque — nous sommes entre les deux guerres mondiales — en pleins essor. Cela apparaissait aussi bien dans leur fonctionnement interne — structure organisationnelle autoritaire, pouvoir absolu du chef — que dans leurs activités extérieures — propagande anti-démocratique, hostilité aux partis, confrontation des groupes paramilitaires arborant des chemises jaunes, etc.

Tout au long des années trente et quarante, l'Association connaît son expansion ininterrompue. En 1945, ses milices armées regroupent quelques 45.000 combattants.¹

¹ cf. "Le Monde Diplomatique", n° d'août 1977, art. de A.H. Rarradar, "Le nouvel état des Frères musulmans".

? indépendante

* ce qui précède : le recours à l'extremisme religieux et droité en Tunisie prouve que

? connaît

? s'étaient

? et peuvent

81
Son expansion ne s'arrêtera pas aux frontières de son pays d'origine : le mouvement national égyptien était le centre moteur de l'ensemble du mouvement de libération arabe. Pour contre-carrer celui-ci, les Frères musulmans s'implantent, avec la bénédiction de la grande Bretagne, dans un nombre important de nos pays, particulièrement au Reich.

Et comme par ailleurs la lutte anticolonialiste commençait à gagner de proche en proche l'ensemble du tiers monde et par ailleurs la nation arabe, ils seront encouragés à apporter leur contribution à sa répression en fondant des sections dans plusieurs pays musulmans d'extrême-droite : Indonésie, Afghanistan, Pakistan...

Le travail de l'Association dans les différentes régions où elle s'installe connaît bien rapidement des fortunes diverses, selon les cas, mais elle apparaît partout sous une forme unique : comme une organisation contre-révolutionnaire, défendant les intérêts de la féodalité et du colonialisme et recourant à un style de lutte fasciste. Une organisation dirigée contre le mouvement de libération nationale dans le monde musulman en général, dans la patrie arabe en particulier.

Nous savons de dire que le mouvement des Frères musulmans bénéficie davantage aux années trente et quarante d'une croissance continue. Si, le début des années cinquante, la vague de l'histoire devait cependant se retourner contre lui, la raison : l'avènement du marxisme. L'arrivée au pouvoir de Nasser en juillet 1952 allait en effet provoquer un bouleversement général du rapport de force à l'échelle arabe au profit du courant nationaliste.

Des deux côtés de la grande ligne de démarcation qui divise le camp arabe en secteur nationaliste et secteur révolutionnaire, le régime nassérien et les Frères musulmans constituaient chacun le pôle le plus extrême. Leur confrontation était inévitable.

Le premier choc Y a eu lieu le 26 octobre 1954, lorsque un attentat fut organisé contre Nasser à Alexandrie. Le second eut lieu environ un an plus tard, en septembre 1955, avec la découverte d'un nouveau complot. Les répressions nassériennes sont impitoyables : l'organisation de l'Association est démantelée, ses biens sont saisis, ses cadres sont emprisonnés et les personnes dirigeantes perdent pour les Frères musulmans, ce sera dès lors la déroute.

C'est entendu, malgré leurs débandades, leur influence ne sera cependant pas entièrement liquidée, de même que l'influence de l'imperialisme et des autres forces réactionnaires. Une délocalisation s'effectue de l'Egypte vers l'Arabie qui devient progressivement le principal foyer réactionnaire à l'échelle arabe. (la déstabilisation de l'Égypte de septembre 1955 avait d'ailleurs été favorisée par la collaboration secrète du KGB soviétique.) Le pôle nationaliste arabe, regorgeant autour du régime égyptien, demeurait toutefois, comme nous l'avons dit, le plus puissant.

Les situations restent globalement telles qu'elles étaient pratiquement toute la période nassérienne, soit environ durant deux décennies. Puis il se produira un nouveau basculement.

Deux facteurs principaux le conditionneront : les changements intervenus sur la scène égyptienne au début des années 1970 et la montée en puissance de l'Arabie saoudite.

Le régime nassérien était un régime nationaliste relativement radical. Il fut toutefois, impulsif à promouvoir une transformation révolutionnaire conséquente de la société égyptienne, son caractère de classe n'étant jamais de autre chose que bourgeois. À la mort de son fondateur, il se créera des conditions propres à une contre-attaque des milieux réactionnaires. celle-ci, effectuée en plusieurs temps, aboutira avec la complète agression de Sadate à une véritable restauration féodale et compradorie.

Etant donné le poids décisif de l'Egypte au sein de la nation arabe, cela aura un impact extrêmement négatif sur l'ensemble de nos pays d'autant plus que dans le même moment l'Arabie, grâce notamment à ses fabuleuses ressources pétrolières, renforcera considérablement ses capacités d'intervention.

A la rivalité égypto-saoudienne des deux précédentes décennies succéda t donc une alliance en bonne et due forme, un axe le Caire - Ryad qui faisait peser les balances des forces arabes en faveur de la contre-révolution.

Dans un nouvel environnement, la traversée du désert des Frères musulmans devait nécessairement prendre fin.

Pour autant paradoxal que cela puisse paraître, la guerre de 1973, au lieu de blesser une seconde fois leur cœur, leur donnera au contraire une nouvelle impulsion.

L'explication est simple. En dépit de son caractère objectivement patriote - elle était dirigée contre l'un de nos plus grands ennemis nationaux - la guerre d'Octobre n'a pas été due à une initiative de seuls antiséparatistes radicaux : elle a été provoquée par des régimes réformistes et réactionnaires, au premier rang desquels l'Egypte et l'Arabie saoudite, qui n'avaient pas d'autre issue pour sortir des contradictions où ils se débattaient. La seconde victoire militaire obtenue contre l'Etat monastique allait donc non pas provoquer leurs déconfitures politiques et idéologiques - comme en 1967 -, mais bien plutôt consolider les bases de leurs pouvoirs et amener un nouveau rayonnement à leurs conceptions et à leurs programmes.

Le résultat de la guerre de 1973 confirmait ainsi l'axe le Caire - Ryad dans son rôle de pôle dirigeant des armées arabes et lui accordera en outre un certain appui populaire.

Tout cela ne pouvait que faciliter la tâche des Frères musulmans dont l'activité ira depuis en s'intensifiant et en s'élargissant.

Après ce bref survol historique, la question qui se pose est de savoir quelle est la situation actuelle de leur mouvement.

La première chose à dire est que au-delà de l'alliance égypto-saoudienne, les Frères musulmans apparaissent avant tout comme un instrument au service de la politique arabe et internationale de la monarchie wahabite.

Grâce à la formidable puissance financière que lui procurent ses revenus pétroliers (résumés qui ont connu une hausse vertigineuse depuis 1974), l'Arabie saoudite - qui abrite aussi à La Mecque et à Médine les lieux saints les plus prestigieux de l'islam - se présente aujourd'hui en effet, avant l'Egypte, comme le plus sûr de la contre-révolution arabe. C'est donc elle qui constitue à l'heure présente la base de soutien fondamentale, sur les plans idéologique et matériel, du mouvement des Frères musulmans.

Comme par ailleurs l'Arabie est elle-même un pays d'importance stratégique au service de la politique impérialiste US dans les régions, il faut également considérer les Frères musulmans comme un foyer de subversion subordonné aux intérêts américains.

La situation actuelle des Frères musulmans, c'est donc qu'ils sont une tête de pont saoudo-yéménite, les agents des puissances impérialistes et des puissants ennemis féodaux arabes qui menacent notre révolution patriote et démocratique. Par rapport à 1925, leur nature de classe n'a donc absolument pas changé. Les seules modifications concernent le trône wahabite qui a remplacé le trône ottoman et les Américains qui ont pris la relève des Anglais.

Voyons maintenant quelle est l'amplitude de leurs champs d'intervention.

Sur le plan national, et si l'on exclut les Turcs, ils se montrent particulièrement actifs dans quatre pays : l'Egypte, le Soudan, l'Algérie et le Maroc. Par leur poids démographique et militaire, par leur étendue géographique et par l'importance de leur potentiel économique réel et virtuel, ces quatre pays occupent une place privilégiée sur la scène arabe. Aussi n'est-ce assurément pas par hasard qu'ils aient été choisis pour celles prioritaires.

Par rapport à la période pré-massérienne où ils n'étaient implantés que dans le Négueb oriental, les Frères musulmans sont donc en progression. Ils étendent aujourd'hui leurs ramifications sur les deux ailes de la patrie, le Négeb et le Maghreb.

Sur niveau du monde musulman, on note une évolution semblable, leurs organisations se redéplacent non seulement à l'est, dans les pays d'Est et d'Orient, mais aussi à l'ouest

Y présentement
note 1. de faits

on encore en Asie Mineure (Turquie), mais elles commencent à pres le pied, à l'Ouest, dans plusieurs pays d'Afrique Noire où elles n'avaient jamais pénétré auparavant, comme le Togo, le Tchad, l'Erythrée, le Népal, le Niger, etc.

Grâce aux pétro-dollars, on le voit, la machine de guerre des Frères musulmans est en train de prendre à l'heure actuelle une extension sur elle n'a jamais pu avoir dans le passé. La menace qui ils font peser sur les peuples islamisés du tiers monde et en particulier sur la nation arabe ne doit en aucun cas être sous-estimée.¹

* * *

Après ce bref rendu indispensable par la nécessité de situer le problème dans son contexte global, il s'agit, dans le V de se pencher plus spécialement sur le contenu et les formes de leur intervention en Tunisie.

A la naissance des Frères, il y a donc, comme cela a été signalé plus haut, le boom de 1969 et le retour en force de la classe des propriétaires fonciers semi-féodaires avec toutes ses conséquences économiques, politiques et idéologiques. Dès le début de l'année 1970, une véritable barre de fond obscurément allait submerger la société. Les places des villes et des villages se repeuplent de personnes que l'on croit à jamais disparues : « fédacins » en grandeur, guerisseurs agitant des fioles aux formes miraculeuses, sorciers, boulangers, fleuristes, marchands de formules incantatoires, discours et deviers et charlatans de toute espèce. L'une après l'autre, les conférences reprennent leur activité ; le culte des maraboutas fut remis en honneur.

En bref, toutes ces formes dignes et primitives de la magie religieuse que le colonialisme français avait si bien favorisé durant son occupation et que le belote avait si violemment combattue après son accession au pouvoir refluaient après quinze ans d'éclipse. Le moyen âge, réapparu un temps, refaisait surface.

Pour surmonter cette régénération culturelle, l'Etat autorisa les créations – d'abord dans les différents gouvernements du pays, puis au niveau de chaque délégation – d'universités d'assurances de sauvegarde des Corans et de bonnes mœurs. Leur but : encadrer la population sur des bases faits de fantômes et d'intolérance.

Le terrain était désormais préparé pour l'apparition et le développement des Frères musulmans.

Nous nous sommes efforcés, dans les pages précédentes, de délimiter les traits fondamentaux qui caractérisent leur mouvement depuis sa fondation en 1926. Il faut essayer maintenant de définir l'arc une plus grande précision tout en jetant le maximum de lumière sur les caractéristiques particulières qui sont l'acte de leur secte dans notre pays. Nous étudierons les questions sous trois angles distincts, à savoir : la doctrine, l'organisation interne et l'activité extérieure.

* Nous commençons par le plan doctrinal. Telle qu'il est officiel, l'idéologie des Frères musulmans se présente comme un retour aux racines, un appel à return à l'islam original, le monde actuel étant assimilé à un lieu de perdition. En analysant de plus près les documents existants, on se rend vite compte cependant que la secte

¹ Pour être plus complet, il faut souligner que la manipulation de sectes religieuses extrémistes par l'impérialisme et les forces réactionnaires locales n'est pas limitée aujourd'hui aux seuls tiers-mondes musulmans. Dans le tiers-monde chrétien, une stratégie identique est également mise en œuvre pour s'opposer au mouvement de libération des peuples. Ce phénomène est particulièrement frappant dans certains pays d'Amérique latine (Argentine, Brésil, Chili...) et d'Afrique Sud-Est (notamment les îles du Sud avec la secte Noor). Dans les pays capitalistes avancés eux-mêmes, différents groupes religieux de droite – subventionnés de manière occulte par les partis bourgeois et les services secrets – développent une activité fibule pour détourner les jeunes de leurs révolutions. (Voir à ce sujet le livre d'Alain Woodrow para aux Editions du Seul intitulé les "Nouvelles Sectes".)

* * *

V de bonnes mœurs

] ouvrir une ligne

Y en faire

comme une gigantesque supercherie.

Expliquons-nous. L'islam, à l'instar de toutes les idéologies de classe, a connu dans son développement historique deux grandes périodes distinctes : une période progressiste où il a servit — comme, sept siècles plus tôt, le christianisme — d'arme spirituelle aux masses d'esclaves révoltées de la péninsule arabe, et une période réactionnaire où il est devenu un instrument d'oppression aux mains de la nouvelle classe dominante des Véfidoux.

Le qui le intéresse dans l'islam, en effet, ce ne sont pas ses valeurs positives, celles qui, à un certain moment, ont correspondu avec le sens de l'histoire et les aspirations des peuples ; ce qui le intéresse, ce sont les valeurs qui il renforce qui s'inscrivent précisément aujourd'hui contre le cours du progrès et de l'évolution.

On comprend alors qu'ils ne mettent pas l'accent sur les principes de révoltes contre l'injustice et l'inégalité — pourtant à l'œuvre dans le Coran — mais sur ceux de l'obéissance, de la discipline et de l'ordre : cela leur permet de présenter comme conforme à la hiérarchie divine l'ordre mondial, la soumission des classes pauvres aux classes riches, des femmes aux hommes, et des jeunes aux adultes.

Quand on veut traduire en termes politiques concrets de telles conceptions, on se rend compte que la transposition se fait sans aucune ambiguïté. En mettant en avant sa conception autoritaire, l'idéologie des Frères musulmans s'affirme comme une idéologie anti-démocratique ; en délivrant la personnalité arabe du peuple dans le magma islamique, elle s'affirme comme une idéologie anti-nationale.

Sans qu'il soit besoin de rappeler son anti-communisme visuel, cela suffit bien à nous faire partie au sein des ennemis fondamentaux de notre révolution.

Passons à nos modes d'organisation.

* Sur le plan organisationnel, les principes qui guident le fonctionnement interne du mouvement des Frères musulmans sont naturellement inspirés de son idéologie générale et notamment de son anti-démocratie, sauf que cet anti-démocrate ne se limite pas, comme l'on pourrait le penser, à un respect aveugle par les bases des décisions. Si réel du sommet : plus radicalement encore, il va jusqu'à l'ignorance par la masse des adhérents des buts réels de leurs dirigeants.

Ces derniers disposeront, en effet, d'une vision claire des objectifs politiques de la secte, sauf ils sont au courant des véritables tâches qui leur sont assignées, de ces alliances locales et internationales, etc. À la base règne pas contre la plus grande obscurité sur tout cela et le travail de recrutement se mène principalement à partir de considération exclusivement idéologiques et religieuses. Comme cependant les nouvelles recrues sont systématiquement conditionnées selon une optique précise, elles finissent généralement par être marquées par une propension quasi instinctive à épouser les causes le plus révolutionnaire.

L'activité d'organisation des Frères musulmans se déroule donc selon deux cercles de l'unité : un cercle supérieur, réduit à quelques chefs dont la plupart ne sont pas connus du grand public, et un cercle inférieur, qui regroupe une masse plus ou moins informel, plus ou moins structuré de fidèles. Entre les deux niveaux, des agents sont chargés de les liaison.

En Tunisie, l'édification de la secte selon ce schéma s'est développée en liaison étroite avec le processus de constitution des associations de secours, de du Coran que nous avons déjà nommées. Les Frères musulmans recouvriront les maisons tenues par les associations de la même façon qu'un parti politique ordinaire se nourrit de l'action des organisations de masse qu'il contrôle.

Simplement, il faut le répéter, nous ne sommes pas en présence d'un parti ordinaire mais d'une secte contre-révolutionnaire. Une secte dont les modalités de fonctionnement conservatif ne sont pas tant guidées par un souci de sécurité que par la volonté de jeter le secret le plus épais sur son programme — n'est-il pas, dans la logique des forces d'estime-droite de camoufler leur vraie nature ? — et qui de plus, au regard des traditions qu'elle cultive en son sein — pratique des serments au moment des

l'adhésion, rigueur d'une discipline absolue des membres, punitions et châtiments corporels à l'encontre des contrevenants - s'apparentent bientôt plus aux méthodes des formations hitlériennes qu'à tout autre chose !

Nous poursuivons, le plus important reste encore à exposer.

* le plus important concerne évidemment l'activité extérieure, politique des Frères musulmans.

Bien entendu, conformément à ce qui vient d'être signalé, cette activité ne pouvait pas s'élancer au grand jour de l'apparition de la secte en 1970. Privilegiellement sur le plan externe, il fallait passer par une période initiale d'accumulation interne de forces; il fallait, en d'autres termes, que la secte se dote en premier lieu d'une structure organisationnelle minimale.

Etant donné l'ampleur des moyens matériels dont ils disposent - l'argent saoudien ne leur manque pas - les Frères musulmans traverseront rapidement cette phase préliminaire; elle dure à environ deux à trois ans. Des 1973-1974, ils étaient prêts à passer à l'action.

Déguisant d'abord sur un front exclusivement idéologique et culturel, ils s'affirmeront progressivement et de plus en plus nettement comme un mouvement essentiellement politique.

lorsque l'on peut, dresser aujourd'hui le bilan de leurs travaux, on remarque qu'il s'est appuyé sur deux axes principaux: un travail d'investissement des structures de l'Etat et un travail en direction des masses.

Nous commençons par le premier point.

Nous savons que les pionniers semi-fidèles n'occupaient pas, durant les années soixante, de place prépondérante dans l'appareil dirigeant. Depuis le coup de septembre 1969, qui les nomme en effet, leur souci majoritaire et constant a été de consolider leurs positions au niveau de l'Etat. les Frères musulmans - qui constituent le détachement organisé le plus représentatif de leur classe - vont se rapprocher à la pointe de ce mouvement de conquête du pouvoir. Leur travail d'infiltration de la machine étatique a été mené de façon systématique. Il s'est intéressé non seulement aux différentes instances idéologiques mais également aux forces de répression ainsi qu'aux diverses organisations de masse officielles. les domaines les plus importants ont été touchés, avec quelques-uns des résultats officiels. On peut indiquer:

* le ministère de l'Education, où ils sont pionniers à s'implanter tant parmi le personnel administratif que dans le corps enseignant;

* les services de la Culture et de l'Information où ils influencent une partie des fonctionnaires ainsi que les comités de rédaction d'un certain nombre de radios et de journaux;

* le "clergé" musulman (muftis, docteurs de la foi, imams, etc.) qui ils contrôlent presque intégralement;

* l'appareil judiciaire où en particulier les magistrats les plus âgés leur sont favorables du fait de leur formation zétalienne traditionnaliste;

* l'armée où ils peuvent compter sur plusieurs officiers du rang moyen;

* les syndicats patronaux et spécialement l'Union des agriculteurs dont les membres adhèrent naturellement à leurs idées;

* les autres organisations de masses officielles - UGTT, UGET, UNFT - où leur importance est assez élevée malgré le fait qu'ils sont négligés; etc., etc.

† jamais défaut

Instruction religieuse
Philosophie musulmane
"Arabisation" de la philosophie

Neifer, Bilkadi, Ben Achour, etc.

L

Depuis 1973 - 1974, la secte, on le voit, a mis les bouchées doubles. Elle se présente aujourd'hui comme une fraction - certainement encore très minoritaire mais déjà parfaitement homogène et structurée et dotée d'une réelle vitalité - à part entière au sein de l'Etat des classes dominantes.

Mais, ainsi que nous l'avons noté, son activité extérieure ne s'est pas limitée à une action exclusive en direction du sommet de la société ; elle s'est également exercée vers le bas, dans le sens des classes populaires.

A partir des structures religieuses qui les dominent - mosquées, associations de sauvegarde, comités divers - , en s'appuyant également sur leur début d'implantation dans les syndicats et les établissements d'enseignement, les Frères musulmans sont arrivés à étendre leurs tentacules aux différents milieux de la petite-bourgeoisie urbaine, de la classe ouvrière et de la jeunesse scolaire.

Il n'est pas possible à l'heure actuelle, au vu de l'information disponible, de donner une appréciation exacte du degré de leur influence politique et idéologique sur les masses. Ce que l'on peut toutefois relevé, avec certitude, c'est que - et contrairement à ce que certains pourraient s'imaginer - ce sont les jeunes qui se montrent les plus réceptifs à leur propagande.

En fait, il n'y a rien d'étonnant là-dedans. Si par ses caractéristiques particulières, la jeunesse est le secteur des peuples où se cristallise avec le plus d'acuité et de sensibilité la grave crise spirituelle et morale où se débat le pays. Dans ses profondeurs, elle y agit de manière positive : son élan spontané la porte vers les nobles idéaux de l'indépendance, de l'unité, de la démocratie et du socialisme. A cause de leurs faiblesses quantitatives et qualitatives, les forces politiques patologiques - notamment les marxistes-léninistes qui ont une réputation spéciale - se sont cependant avérées incapables jusqu'à présent de les mobiliser et de l'organiser dans son ensemble de manière durable. Un champ de travail était ainsi laissé aux Frères musulmans qui ne se sont pas fait faire de难以捉摸 en manipulant et en détournant de leur propre matière les aspirations idéalistes de certaines franges de jeunes.

La secte se manifeste actuellement dans un nombre important de lycées et de collèges, ainsi qu'à l'Université, en particulier dans certaines facultés (sciences, médecine, etc.) qui sont pourtant les lieux par excellence de l'esprit national et socialiste. Timide au départ, la présence de ses membres au sein des mouvements étudiants s'est faite au fil des temps de plus en plus insistant. Des tentatives de moyentage des structures universitaires pro-vieille, sont même entreprises. Depuis l'été dernier, en outre, l'étape des heurts percutants commence avec les courants d'extrême-gauche qui franchisent au profit de la méthode des affrontements physiques. Cette dernière tendance va certainement aller en s'accentuant dans la période à venir.

Après avoir pris possession des éléments que nous venons de lui présenter, le lecteur comprendra que nous avons affaire avec les Frères musulmans à une authentique force contre-révolutionnaire et organisée, qui il est des deux de chaque parti pris et de chaque démarche de combat avec la dernière énergie.

Dirigeant du farouk condamné et selon un plan systématique, elle a poursuivi sa ramifications dans toutes les directions et tenu une toute servie autour de tous, le pour de la société.

Se présentant à l'origine comme un simple mouvement religieux, elle s'est vite métamorphosée en un mouvement politique aux objectifs ultra-révolutionnaires parfaitement élaborés. Et tout semble indiquer qu'elle soit décidée à aller plus avant encore. Tiers avis nous prouvent en effet qu'elle s'est fixé pour but de faire dans les plus brefs délais sa nouvelle phase de son développement : celle de son transformation de force politique en force militaire.

Nous ne faisons pas allusion uniquement aux effets de pénétration dans l'armée dont nous avons parlé ci-dessus, nous pensons également aux dispositions qu'elles commencent à prendre depuis quelque temps pour se doter - à l'image de l'Association égyptienne des amis de l'ordre et de la paix - d'une véritable milice privée capable d'intervenir de manière efficace dans les prochaines batailles de classe.

Nous savons ainsi que tous les adhérents à la secte sont maintenant astiqués à

? relativement

Vici

une formation para-militaire : pratique des arts martiaux (judo, karaté), entraînement à l'arme blanche, etc.

Par ailleurs, selon certains renseignements en notre possession, des listes de militants révolutionnaires devant être supprimés physiquement auraient déjà été établies et réparties entre différents groupes de choc.

L'avvenir, sous cet angle, s'annoncerait sanglant. Mais peut-il en être autrement dans la lutte à mort entre la révolution et la contre-révolution ? Et cette lutte ne doit-elle pas s'achever finalement — en dépit de toute la violence — par la victoire de la première sur la seconde ?

Il faut à présent tenter de résumer notre propos pour conclure le chapitre. Au niveau des superstructures idéologiques et culturelles de l'Etat, la situation se ramène donc à ceci : l'ennemi détiendrait entre ses mains deux armes à la fois : l'arme de l'idéologie bourgeoisie compradora et bureaucratique et l'arme de l'idéologie féodale.

Relevons de classes différentes, ces deux idéologies entretiennent des rapports conflictuels, chacune d'entre elles cherchant à assurer sa propre hégémonie¹. Egalem ent hostiles aux masses populaires et soumises de la même façon aux intérêts de l'imperialisme, elles sont néanmoins contraintes de préservé dans leur relation un degré élevé de cohésion et d'entente. La lutte d'influence qui les oppose reste ainsi secondaire par rapport à l'alliance fondamentale qui les unit.

Pas de divergences qui les séparent, elles apparaissent même le plus souvent comme des forces complémentaires, poursuivant un objectif identique ; l'obscurantisme et de la conscience nationale et de classe de notre peuple.

On peut en juger très aisément. lorsque les bourgeois réactionnaires, organisés dans le Detour, parlent de "nation tunisienne", et que les Frères musulmans, se faisant le porte-parole des compradores, parlent d'"œuvre islamique", ils tiennent assurément un langage différent : cela n'exclut pourtant pas que leurs deux discours convergent sur un point essentiel : ils mettent tous deux l'appartenance de la Tunisie à la nation arabe.

Le résultat est le même lorsque ceux-là mettent l'accent sur la notion d'"individu" tandis que ceux-ci avancent celle de "communauté des croyants" : les deux notions sont à l'encontre de la solidarité de classe.

L'idéologie bourgeoisie compradora et bureaucratique et l'idéologie féodale sont donc toutes deux des idéologies ennemis et à ce titre elles sont toutes deux des cibles à abattre. Il s'agit de détruire l'influence qu'elles peuvent continuer à exercer sur les esprits, de ne pas laisser les masses, et en particulier les jeunes, écartelées entre les valeurs réactionnaires contradictoires qui leur véhiculent.

Dans la mesure toutefois où la première manifeste aujourd'hui relativement plus de dynamisme que la seconde — l'idéologie musulmane, apprenons-le, est bien plus intensément présente dans la population que l'idéologie balafé et électrique des Detours, elle fait référence à son idéal théocratique dont celui-ci ne disait plus depuis longtemps —, le moment approche où l'ensemble des forces réactionnaires à l'Etat de l'Etat en feront leur principale arme idéologique contre-révolutionnaire.

Il faudra alors lutter contre elle en priorité, en brandissant nos propres armes et nos propres drapeaux : une idéologie et une culture patriotes, d'inspiration et malicieuses.

* * *

1 - Nous avons donné un exemple de ces rapports conflictuels au chapitre précédent lorsque nous avons relaté les agressions perpétrées à Sfax par les Frères musulmans contre des citoyens qui n'observaient pas le jeûne du Ramadhan. A cette occasion, les seuls — s'appuyant sur l'UGTT qui poursuivait ses propres buts — avaient ouvertement défié le Detour.

Un exemple similaire, dont l'écho se liaiera à la frontière du pays (cf. "Le Monde" du 4.5. VII. 1976), s'est produit le 1 octobre 1975. M. Hédi Chalbi, membre en sueur de la seule, dans une conférence sur la place de la femme dans la société selon l'islam à laquelle assistaient Bourguiba et l'ensemble des pouvoirs, n'offrit le beur de faire un procès en règle aux réformes introduites par l'Etat avec le vote de l'abstention le 11.1.1956. Le "complot" t

Une dernière remarque pour terminer.

Nous savons à présent plus bien - dans la troisième partie de ce travail - sur les modalités pratiques que doit revêtir la lutte multiforme contre les Frères musulmans. Mais il est indispensable d'apporter tout de suite une précision assez de supposition toute évidente : lorsque nous affirmons que le secte fait partie du camp des ennemis fondamentaux de notre révolution, nous n'appelons en aucun cas à lutter contre la religion en tant qu'elle est encore moins contre l'ensemble des croyants.

Dans notre pays, ainsi que dans le pays arabe et dans le reste du monde musulman, les forces religieuses ne se réservent pas aux forces contre-révolutionnaires : il y a des forces religieuses qui sont des forces patriotiques et démocratiques.

Le phénomène n'est pas récent, c'était déjà le cas dans le passé, au moment du combat anti-colonial. A ces débuts, le mouvement de libération dans nos pays, dirigé par des élites - majoritairement bourgeois réformistes, avait une coloration religieuse nettement accentuée. En raison de la préférence de leur degré d'évolution économique et intellectuelle provoquée par la domination impérialiste, les jeunes bourgeois nationaux n'étaient pas, alors en mesure, en effet, de mener une lutte contre l'islam féodal analogue, par exemple, à celle que menèrent, pour le compte de la bourgeoisie révolutionnaire française, les Ligueurs politiques athées du XVIII^e siècle. Elles conduisirent cette lutte sous la forme d'un retour à un islam purifié et régénéré - de la manière, dans une certaine mesure, dont la bourgeoisie européenne maintenue du XVI^e siècle s'opposa au catholicisme féodal en se détachant des luthériens et des calvinistes.

Il ne s'est donc pas produit dans nos pays, en rapport avec l'apparition des premiers mouvements démocratiques et nationaux, de renversement brutal et complet des superstitions religieuses de la vieille société féodale ; il y a simplement eu une espèce de fusion à l'intérieur de la sphère idéologique traditionnelle avec l'apparition, à côté de l'ancien islam féodal, d'un islam rénové et adapté aux exigences et aux aspirations de la nouvelle classe bourgeoisie montante. (Nous avons vu par ailleurs que la religion musulmane était suffisamment ambiguë, de par son histoire, pour se prêter facilement à une telle manipulation.)

Cette rupture entre un islam révolutionnaire et intégriste, soutenu sans vergogne par les puissances coloniales, et un islam progressiste et réformateur, d'inspiration patriotique et antimpérialiste, nous pouvons l'observer - à partir de la fin des années dernières et du début des années actuelles - dans pratiquement tous les pays musulmans et notamment dans le pays arabe. Dans le camp réformateur, des penseurs de haute stature - Al Qazwini, Mohamed Abdou, Rachid Rida, Ben Badis, Tahar Ben Jelloun... - ont laissé une œuvre authentiquement progressive qui n'était à jamais l'objet de notre respect et de notre gratitude.

Ainsi, durant la période coloniale, si l'a été un peu, l'islam a également constitué nos moteurs du mouvement d'indépendance. Le processus contradictoire et long d'être ardu.¹ Néanmoins, les deux situations peuvent aujourd'hui encore dans la lutte contre le néo-colonialisme.

Face à la secte contre-révolutionnaire des Frères musulmans se dressent en effet à l'heure actuelle des groupes religieux patriotes bourgeois et V. Parmi les meilleurs connus, il y a le "Tidjaniyyah Islam" en Iran, le FLN noir aux Philippines, le renouvellement de l'imam Sadik aux îles, le courant chiite en Irak, etc.

Supposons néanmoins, ces différents groupements étaient handicapés par une absence presque totale de coordination entre eux ainsi que par la modestie de leurs possibilités matérielles. Mais depuis le changement de régime intervenu en Libye le 1^{er} septembre 1969, ces deux points faibles

V de maintenant

Y petits bourgeois

¹ - Un épisode de cet affrontement entre des tendances diamétralement opposées, mais se réclamant toutes deux de l'islam mérité d'être signalé parce que peu connu. Il s'agit d'une petit-timidité en 1954 par le "uléma" réactionnaire de la révolution d'Algérie aux autorités coloniales, il y était rédempteur l'interdiction de l'entrée et de la distribution en Tunisie de la revue "Al Nasir", organe du courant réformateur. Voir : "Sur sujet des audiences des deux jours de Mohamed Abdou en Tunisie" article de H. Kavani, publié par la "Revue d'histoire Maghrébine", n°3, de janvier 1975.

ont été en partie résorbés. Le mouvement musulman nationaliste s'est donné en outre une plate-forme idéologique et politique commune élaborée à partir de celle du Guddahifi et de l'« intérêt voie ».

Sur cette base, l'opposition entre les deux fractions réelles de l'islam s'est considérablement aiguisée et la lutte d'influence entre les deux capitales Tripoli et Beyrouth est devenue de plus en plus intense. Lors de ces dernières périodes, les « pro-libyens » semblent avoir marqué des points et pourvu leur influence jusqu'à l'intérieur de certaines sections des Frères musulmans.

C'est notamment le cas en Egypte et au Soudan. C'est aussi le cas en Tunisie.

Dans ces conditions, on comprendra qu'il serait erroné de notre part de miser sur la lutte idéologique et théologique contre l'ensemble des envoyants, voire même contre les Frères musulmans dans leur totalité. Nous devons bien plutôt - tout en développant nos propres conceptions matérialistes - viser à dégager la contradiction qui sépare l'aile fidérale et conservatrice de l'aile bourgeoisie et petite-bourgeoisie anticolonialiste.

Et cela, reisons-le, même si l'égard des Frères musulmans : même si les contradictions qui les distinguent actuellement dans notre pays encore à priori perceptibles, superficielle et secondaires, notre tâche est de chercher à les accentuer et à les approfondir. Notre politique générale doit être de regrouper autour de nous l'essentielle majorité des envoyants contre le régime jusqu'aux extrémistes de droite. Procéder autrement serait irresponsable.

Ensuite, il faut envisager la question du combat contre la section religieuse avec sincérité et optimisme. Les mythes entretenus par l'ancien et le nouveau-droit chrétien spécial, irréductible de l'islam ne sont pas autre chose que des sonnettes. L'avenir est au matérialisme et non à l'idéalisme et à la métaphysique. C'est inévitable.

L'islam sera vaincu lui aussi de cette façon.

V. Bonté

Chapitre IX - Bilan et perspectives de la politique d'"ouverture".

Nous voici parvenus au terme du premier tiers de cet ouvrage que nous avons consacré tout entier à l'analyse des différents facteurs des classes dominantes du point de vue de leur attitude par rapport à la stratégie de l'"ouverture" mise à l'ordre du jour depuis 1976.

Nous avons commencé (chapitre I et II) par déterminer les conditions intrinsèques qui ont provoqué l'adoption de cette stratégie par certains secteur avant de considérer (chapitre III) ses conditions extérieures, arabes et internationales. Nous nous sommes ensuite intéressés à son application, au plan social d'abord (chapitre IV), au plan politique en deuxième lieu (chapitres V, VI et VII) et enfin au plan idéologique et culturel (chapitre VIII).

A chaque fois, nous avons remarqué qu'à côté des facteurs qui allait dans le sens de l'"ouverture", il y en avait d'autres qui intervenaient en sens contraire pour contre-carrer ses effets et stabiliser le statut quo antérieur. Nous avons pu noter incidemment que cela n'était pas sans relation avec l'état de la conjoncture économique: la "liberte' d'act" s'est développée lorsque la conjoncture était relativement favorable et elle a été remise en cause lorsque celle-ci a commencé à se dégrader.

En fait, il y a un lien intime entre l'évolution de la situation politique et l'évolution de la situation de l'économie - la seconde conditionnant largement la première.

Maintenant que nous abordonnons la question du bilan et des perspectives, il devient indispensable - probablement à toute autre considération - de voir plus en profondeur comment se porte l'économie tunisienne. Nous l'étudierons sous ces deux aspects: structures fondamentales et tendances conjoncturelles.

1 - La crise économique.

Pour définir de la façon la plus claire les structures actuelles de l'économie de notre pays, la meilleure méthode consiste à établir une comparaison avec la période d'avant 1969, lorsque avait cours la politique réformiste menée par Ben Salah. Nous nous efforcerons d'être brefs.

À la fin des années cinquante - et malgré l'indépendance formelle de 1955-1956 -, rien vraiment ne différait nos structures économiques de celle caractérisant une société semi-coloniale et semi-colonale. Les principales activités productives se limitaient à deux grands secteurs : l'agriculture et l'extraction de matières premières. Les produits de la terre (huile d'olive, céréales, agaves, olfa, boen...) et des sous-sol (phosphate, fer, plomb...) étaient exportés sans aucun soutien de transformation notable vers les métropoles impérialistes - la France en particulier - lesquelles nous accordaient un retour de leurs marchandises manufacturées et de leur capital - la grande bourgeoisie commercante locale faisant office d'intermédiaire comprador.

Sur ce pareil modèle d'organisation de la vie matérielle, le développement des forces productives nationales était bien entendu condamné à une stagnation continue et seules pouvaient prétendre à une certaine croissance les branches qui il était de l'intérêt des capitalistes étrangers de promouvoir.

La formation sociale qui s'élevait sur cette base connaît de ce fait de très graves distorsions. Tandis que la classe des gros propriétaires tunisiens semi-féodaux de conservisme avec la grande bourgeoisie commercante compradora maintenait des rapports d'exploitation exécrables et paraîtaires, la bourgeoisie moyenne nationale, atrophiée, se voyait marginalisée et se trouvait dans l'incapacité totale de mettre en marché le processus de l'accumulation capitaliste.

Des contraints du même ordre affectaient les petits-bourgeois de ville et des campagnes composés de petits commerçants, de artisans et de paysans. L'évolution normale du petit-bourgeoisie en système capitaliste aboutit à sa transformation progressive en classe